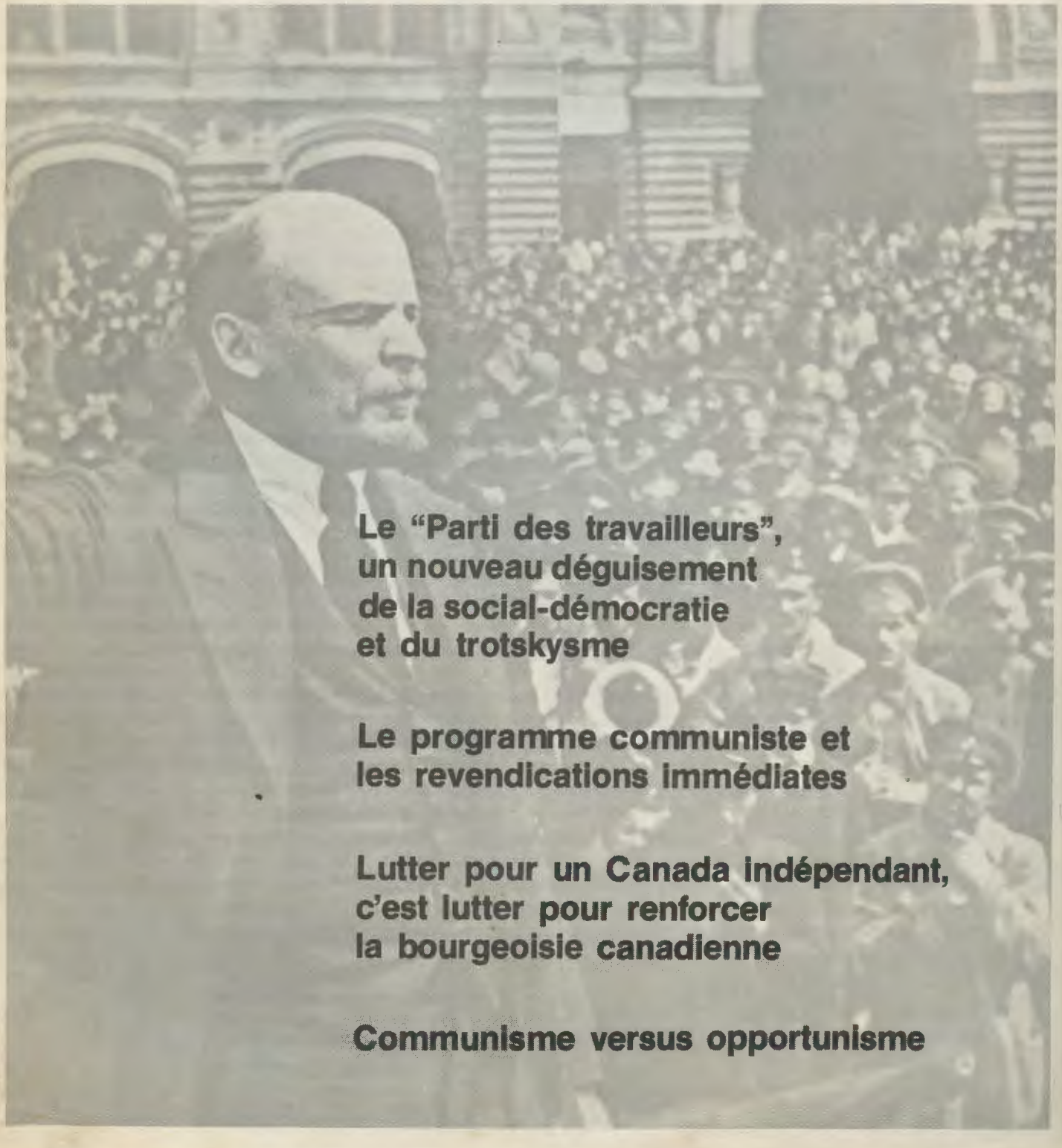
UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

No 11 (Vol. 2, no 5) Juin-Juillet 1978



Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme

Le programme communiste et les revendications immédiates

Lutter pour un Canada indépendant, c'est lutter pour renforcer la bourgeoisie canadienne

Communisme versus opportunisme

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore tout aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et qu'elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en nous écrivant, en nous faisant parvenir vos critiques, en la diffusant auprès de vos camarades de travail et vos amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax-nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull-Ottawa: **Boîte postale 1055, Succ. B, Hull, Québec**
Victoriaville: **Boîte postale 797, Victoriaville, Québec**
Sorel: **Boîte postale 182, Sorel, Québec.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Régina: **Boîte postale 676, Régina, Saskatchewan.**
Vancouver: **(604-438-3121), 2542 Kingsway E., Vancouver, Colombie-Britannique.**

UNITÉ PROLÉTARIENNE
Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!
Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme
Le programme communiste et les revendications immédiates
Lutter pour un Canada indépendant, c'est lutter pour renforcer la bourgeoisie canadienne
Communisme versus opportunisme

SOMMAIRE

Editorial

Le "Parti des travailleurs", un nouveau déguisement de la social-démocratie et du trotskysme 2

Correspondance

Pour défendre le Projet de programme d'EN LUTTE!, des ouvriers d'un cercle d'éducation communiste étudient la conception marxiste-léniniste de l'Etat 10

Opposons-nous à la tentative du Canada d'annexer les îles Caïcos et Turques 13

Le programme communiste et les revendications immédiates 16

Pourquoi des revendications immédiates dans un programme communiste? 18

Les revendications démocratiques essentielles 24

Les revendications économiques essentielles 29

Les devoirs internationalistes du prolétariat canadien 32

Le programme communiste n'est pas une utopie 33

Lutter pour un Canada indépendant, c'est lutter pour renforcer la bourgeoisie canadienne 36

Communisme versus opportunisme 42

Éditorial

LE "PARTI DES TRAVAILLEURS" UN NOUVEAU DÉGUISEMENT DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET DU TROTSKYSME

Depuis plusieurs années, à travers les luttes innombrables de la classe ouvrière, à travers ses luttes économiques et politiques, au sein du mouvement syndical et du mouvement ouvrier en général, la nécessité de reconstruire le parti de la classe ouvrière apparaît de plus en plus comme une question immédiate. Toujours plus nombreux sont les ouvriers canadiens et québécois qui s'aperçoivent que leur combat n'aura de fin tant qu'ils ne se seront pas donné leur propre parti, un parti capable de les conduire à l'assaut final du système capitaliste et d'édifier la société socialiste.

Cette aspiration des masses laborieuses de notre pays, des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales, n'a été que renforcée par le développement de la crise dans laquelle s'enfonce de plus en plus le Canada et tous les pays capitalistes et révisionnistes. Cette aspiration est accrue chaque jour par la trahison évidente et ouverte de tous les partis réformistes, sociaux-démocrates et nationalistes qui ont été portés au pouvoir à un moment ou à un autre dans certaines provinces du pays. Depuis 10 ans, les ouvriers canadiens ont eu à subir les mêmes mesures de crise, la même répression par l'entremise de gouvernements NPD en Colombie-Britannique et en Saskatchewan, par l'entremise des sociaux-démocrates et des nationalistes du PQ au Québec. Partout, ces gouvernements, qui s'appuient sur leur influence au sein du mouvement syndical et leurs préjugés "pro-ouvriers", se sont montrés d'aussi bons serviteurs du capital que leurs prédécesseurs du Parti libéral, du Parti conservateur et des créditistes. Les mesures de crise, les lois antiouvrières, le gel des salaires, la répression contre les ouvriers combatifs et les communistes sont demeurés le pain quotidien des ouvriers du Québec, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, tout comme celui de leurs frères de classe des autres provinces.

Mais au cours de la lutte veillent les racailles. A mesure que la trahison des partis sociaux-démocrates traditionnels et de leurs agents au sein du mouvement ouvrier apparaît aux yeux de secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière et de ses éléments les plus conscients, de nouveaux culs-de-sac, de nouvelles fausses solutions émergent pour récupérer le mécontement grandissant et empêcher que le prolétariat se donne son véritable parti de classe, son parti marxiste-léniniste.

C'est sous le mot d'ordre de création d'un parti des travailleurs que se reconstituent aujourd'hui ces "nouvelles" voies d'évitement pour le mouvement ouvrier. Au Québec en particulier, ces nouveaux courants ont trouvé leur expression la plus articulée au sein des groupes trotskystes, tel le Groupe socialiste des travailleurs québécois (GSTQ) et son officine, le Regroupement des militants syndicaux (RMS) mis sur pied justement pour mousser dans le mouvement syndical le projet de parti des travailleurs québécois. Au Canada c'est à nouveau un groupe trotskyste, la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) qui défend cette idée de création d'un parti des travailleurs, un parti devant s'appuyer sur les syndicats au Québec, ou sur un travail de longue haleine au sein du NPD au Canada anglais. Au Canada anglais toujours, deux autres groupes avancent des idées en de nombreux points semblables à celles des trotskystes, le Saskatchewan Waffle (SW), lui-même issu du NPD et son projet de parti socialiste et le Socialist Organizing Committee (SOC) de Vancouver.

Les dernières années ont vu se développer une multitude de ces fausses solutions qui sont de plus en plus présentes surtout dans le mouvement syndical canadien. Ainsi, sans pourtant adhérer totalement au projet du GSTQ, plusieurs congrès de la Confédération des syndicats nationaux et de la Centrale des enseignants du Québec ont passé des résolutions et adopté des positions suivant lesquelles le mouvement syndical devait réfléchir à la possibilité de créer un parti des travailleurs. Même si cette idée n'a pas encore triomphé, elle n'en est pas moins une question constamment posée dans les syndicats du Québec.

D'ailleurs, ce n'est pas tellement à cause de la force actuelle de ces organisations trotskystes ou autres que le projet de parti des travailleurs risque de prendre de l'ampleur, et peut-être un jour de se réaliser. En effet, ces groupes demeurent pour la plupart sans grande influence, surtout présents parmi la jeunesse, les milieux intellectuels et certains secteurs syndiqués de la petite-bourgeoisie. Mais leurs idées constituent de plus en plus une alternative susceptible d'être reprise par les syndicalistes réformistes qui tentent de se refaire une image de gauche face au PQ et au NPD, face aussi à la montée de courants de droite réactionnaires dans plusieurs syndicats.

Les conditions existent donc pour que ces nouveaux déguisements de la social-démocratie retardent le développement du mouvement révolutionnaire et freinent l'édification d'un véritable parti marxiste-léniniste, avant-garde de la classe ouvrière. Que la question du parti soit posée dans les syndicats canadiens, cela est une bonne chose, elle est même nécessaire et souhaitable. Que par contre on y mette de l'avant la création d'un autre parti réformiste, cela est une autre affaire; c'est une position qui doit être combattue par tous les ouvriers.

* * *

Toutes ces solutions ont un point commun, celui de s'opposer à l'édification d'un véritable parti marxiste-léniniste, à l'édification d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière. C'est autour de cette notion du parti d'avant-garde et autour du programme qui sera celui du parti que se démarquent les conceptions fondamentalement petites-bourgeoises des projets trotskystes ou autres de parti des travailleurs.

Selon le GSTQ et la LOR, le parti de la classe ouvrière sera un parti "contrôlé par les travailleurs", un parti regroupant

"l'ensemble des travailleurs". Il ne sera pas, nous disent les trotskystes, un parti "d'élite" coupé du mouvement ouvrier. C'est pourquoi ce parti selon eux devrait être créé à l'initiative des syndicats.

Ce faisant, les trotskystes, non seulement révisent-ils les enseignements de Lénine sur le parti prolétarien, mais surtout ils nous mènent tout droit à la création d'un nouveau parti social-démocrate à la composition de classe floue et au programme réformiste.

La question n'est pas de savoir si nous voulons un parti de la classe ouvrière, mais plutôt celle de déterminer quel type de parti a besoin le mouvement ouvrier.

Examinons comment les trotskystes justifient la création d'un tel parti, un parti dont ils ne se cachent pas pour affirmer qu'il ne sera pas révolutionnaire.

Selon eux, les travailleurs ne seraient pas prêts pour la création d'un parti révolutionnaire; selon ces mêmes trotskystes, il faudrait admettre que les travailleurs ne veulent pas aujourd'hui de la révolution, et travailler petit à petit, pas à pas, à radicaliser un peu plus leurs luttes pour qu'à travers les luttes immédiates naisse un jour la conscience révolutionnaire venue d'on ne sait où, ou plutôt, issue de la simple multiplication des luttes toujours plus dures de la classe ouvrière.

La stratégie d'édification du parti trotskyste est d'ailleurs tout à fait conséquente avec cette conception défaitiste et des plus méprisante à l'égard du prolétariat. Pour les trotskystes, le parti se construira en deux étapes, la première consistant à créer d'abord un large parti de masse du type du NPD, se contentant de reprendre une à une les revendications immédiates du prolétariat sans les lier aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, à ceux du renversement de la dictature de la bourgeoisie, ceux de la révolution prolétarienne et du socialisme, donc un parti réformiste soucieux de ne surtout pas élever la conscience des ouvriers au niveau de leurs intérêts fondamentaux.

La deuxième étape quant à elle est beaucoup moins connue et les trotskystes se gardent bien d'en répandre l'idée trop largement dans les masses; elle fait partie pour ainsi dire de la stratégie "secrète" des trotskystes. Une fois créé le parti réformiste, une fois que les masses auront mené la lutte pour leurs revendications immédiates sans aucune perspective révolutionnaire, après des années de luttes quotidiennes dispersées, alors seulement elles pourront comprendre la nécessité d'un parti révolutionnaire, et les trotskystes seront là, heureusement, pour constituer ce parti, alors seulement ils sortiront de l'ombre et pourront tenir un discours révolutionnaire.

"Les travailleurs ne sont pas prêts à la lutte révolutionnaire", c'est bien là le vieux fond opportuniste du point de vue trotskyste, un point de vue qui capitule devant l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, un point de vue qui tout en méprisant profondément les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière canadienne tente toujours de reporter la révolution prolétarienne à plus tard, un point de vue qui ne peut servir que les intérêts de la bourgeoisie.

Cette capitulation sur toute la ligne face à la bourgeoisie et à ses idées réactionnaires et face au réformisme des boss syndicaux anime d'ailleurs toutes les positions adoptées par les trotskystes.

Ainsi, sur la question nationale québécoise, les trotskystes, constatant la division des ouvriers canadiens-anglais et québé-

cois créée par la politique d'oppression nationale de la bourgeoisie canadienne, en concluent qu'il ne faut surtout pas transformer la situation. "Si les ouvriers sont divisés, eh bien qu'ils le restent!", nous défendrons alors l'indépendance du Québec afin de les diviser encore un peu plus plutôt que de travailler à les unir contre leur ennemi principal, la bourgeoisie canadienne. Si le nationalisme domine la classe ouvrière québécoise, alors les trotskystes seront aussi nationalistes, ils le seront d'ailleurs plus que le PQ dont ils critiquent l'inconséquence face à son projet d'indépendance. Dans la même logique, si les ouvriers canadiens-anglais votent NPD aux élections, alors les trotskystes flatteront le NPD dans le sens du poil, ils diront que le NPD est un parti "ouvrier" malgré son programme réformiste et inviteront de plus en plus de travailleurs à voter NPD en attendant qu'un jour le réformisme s'efface de lui-même!

Comme on le voit, les trotskystes ont capitulé depuis longtemps devant la tâche d'indiquer la voie de la révolution prolétarienne aux ouvriers de notre pays et ils comptent aujourd'hui parmi les agents les plus sûrs de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier.

Or, si les ouvriers canadiens sont aujourd'hui largement influencés par le réformisme, notre tâche ne consiste-t-elle pas justement à les en détacher en développant leur conscience politique, plutôt qu'en limitant les horizons du mouvement ouvrier à la seule lutte pour ses revendications immédiates, comme l'ont fait avant les trotskystes des centaines de boss syndicaux vendus à la bourgeoisie, et tous les partis réformistes?

Le parti de la classe ouvrière ne pourra se former que lorsqu'un courant significatif, un courant ralliant les ouvriers les plus conscients au marxisme-léninisme et à la défense des intérêts fondamentaux et immédiats du prolétariat, existera au sein de la classe ouvrière canadienne.

Ce parti ne sera ni le résultat d'un vaste référendum dans le mouvement ouvrier, ni le fait d'une minorité de petits-bourgeois, trotskystes ou non, décidant un beau jour de se proclamer le parti de la classe ouvrière. Il sera le résultat du travail d'éducation des marxistes-léninistes auprès des éléments les plus honnêtes et les plus déterminés du prolétariat, qui seront les premiers en mesure de rompre avec le réformisme et la social-démocratie et de s'emparer de la science révolutionnaire du prolétariat, de l'enseigner à leurs frères de classe et surtout d'en faire un guide capable de diriger les luttes innombrables du prolétariat vers un seul but, la révolution prolétarienne.

Mais on entendra aussitôt les trotskystes s'exclamer: "Quoi, un parti de l'avant-garde, un parti de "l'élite", un parti coupé des larges masses!"

Est-ce mépriser les masses que d'affirmer que le parti prolétarien doit être un parti de combat, un état-major regroupant les éléments les plus conscients et les plus honnêtes de la classe ouvrière, donc un parti qui n'est pas en dehors de la classe ouvrière mais qui en constitue la section la plus déterminée? Est-ce mépriser les masses que d'affirmer que ce parti devra éduquer l'ensemble des ouvriers canadiens sur leurs intérêts fondamentaux et les unir sous sa direction pour se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois? Non, c'est au contraire affirmer une vérité que résume le Projet de programme d'EN LUTTE!, c'est-à-dire que les masses, et les masses seules, font la révolution et que le parti leur fait prendre conscience (article 15). Le voilà le parti d'avant-garde dont parlent les trotskystes

avec tant de mépris, un parti intimement lié à l'ensemble de la classe ouvrière et dont la nécessité a été confirmée à plusieurs reprises par l'histoire. D'abord par la négative lors de la Commune de Paris où les ouvriers se sont lancés dans le combat sans état-major, ensuite lors des révolutions russe, chinoise et albanaise où les masses ouvrières et paysannes, sous la direction de leur parti, ont instauré la dictature du prolétariat en combattant d'ailleurs sans relâche les conceptions trotskystes du parti.

Suivant les théories trotskystes, est un parti ouvrier tout parti ayant une composition majoritairement ouvrière ou recevant l'appui des syndicats, et cela, en faisant totalement abstraction de son programme, que ce programme serve les intérêts de la bourgeoisie ou ceux du prolétariat.

Ces conceptions ont fait des trotskystes le meilleur soutien de la social-démocratie et du révisionnisme à travers le monde. Ainsi lors des élections législatives en France, toutes les sectes trotskystes se sont ralliées derrière l'union de la gauche, les unes derrière le Parti socialiste, les autres derrière le Parti révisionniste, et leur programme de renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. En Italie, les organisations trotskystes sont elles aussi derrière le PCI de Berlinguer qui s'est retrouvé au premier rang de la répression des communistes lors des derniers attentats terroristes dans ce pays, dépassant même par là la Démocratie chrétienne. Cette année nous aurons même l'occasion de voir ces "partis ouvriers", appuyés par les trotskystes dans chacun de leurs pays, réunis à Vancouver lors d'une rencontre de l'Internationale socialiste. La galerie sera complète, des travaillistes britanniques passés maîtres dans la répression des grèves des mineurs du charbon en Angleterre, à la grande "socialiste" Golda Meir, ex-Premier ministre de l'Etat sioniste d'Israël.

Ici même au Canada nous avons le NPD, lui-même créé à l'initiative des syndicats du CTC en 1961. C'est là un exemple dont il faut savoir tirer toutes les leçons alors que le GSTQ et la LOR disent que le parti doit être créé à partir des syndicats, et que d'autres comme le SOC posent comme condition à la création du parti **"le développement d'une nouvelle stratégie syndicale et d'un nouveau leadership". (1)**

Dans un document soumis à l'étude lors d'une série de conférences pour la création du parti des travailleurs, le GSTQ affirmait ce qui suit:

> **"Certains prétendent qu'un parti créé à l'initiative des syndicats serait nécessairement un parti réformiste, qu'il échapperait au contrôle des travailleurs, qu'il n'hésiterait pas à prendre des mesures anti-ouvrières, qu'il pourrait aller jusqu'à casser des grèves comme le NPD en Colombie-Britannique. Certains sont de cet avis et s'opposent pour cette raison à l'initiative des syndicats dans la construction du parti. Proclamer d'avance que le contrôle d'un parti initié par les syndicats échappera des mains des travailleurs, c'est ni plus ni moins dire que les travailleurs sont incapables de contrôler leurs syndicats et tout ce qui en sort." (2)**

Qui a dit que les travailleurs sont incapables de contrôler leurs syndicats? Personne, pas même les "affreux marxistes-léninistes". Au contraire, les marxistes-léninistes luttent pour que le mouvement ouvrier se débarrasse à jamais des traîtres qui dirigent aujourd'hui le mouvement syndical. Mais à la question, ce parti des travailleurs sera-t-il un parti réformiste? Nous répondrons ouil Inévitablement.

Un parti créé non pas à partir de l'avant-garde ouvrière ralliée autour du programme communiste, mais sous l'impulsion du mouvement spontané dominé aujourd'hui par le réformisme, ce parti ne saurait représenter les intérêts du prolétariat révolutionnaire. Or, les exemples ne manquent pas pour démontrer que les syndicats canadiens sont présentement dominés par le réformisme et ce, de façon presque ininterrompue depuis leur création. Prétendre créer le parti d'avant-garde de la classe ouvrière à partir des organisations défensives de la classe ouvrière, organisations qui seront dans leur ensemble dominées par le réformisme, tant que les éléments les plus conscients ne se seront pas regroupés autour du programme communiste pour le diffuser dans les syndicats, c'est ni plus ni moins mener le prolétariat à la défaite certaine et à la création d'un nouveau parti réformiste comme il s'en est déjà créé dans notre pays. Les syndicats canadiens ne se rallieront au programme communiste que grâce à un long travail d'éducation et à une lutte résolue contre le réformisme sur la base des intérêts fondamentaux et immédiats du prolétariat et non pas par le processus inverse où les communistes se rallieraient à la politique social-démocrate, délaissant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et le programme communiste.

A moins qu'on veuille que les ouvriers canadiens fassent à nouveau et ad vitam eternam, jusqu'à la fin des siècles, "l'expérience" de la voie réformiste. Et c'est bien ce que semblent souhaiter les trotskystes lorsque le GSTQ déclare:

> **"Nous croyons qu'un tel parti sera l'endroit où la classe ouvrière fera concrètement l'apprentissage de la politique pour elle-même, l'endroit où elle élaborera progressivement son programme, où elle testera et sélectionnera peu à peu ses véritables dirigeants..." (3)**

Ainsi, le parti des travailleurs devrait être un lieu "d'expérience", de "sélection", où "progressivement" on pourra passer d'un programme et d'une direction réformistes à une direction et un programme révolutionnaires, issus d'on ne sait où, probablement des minorités trotskystes agissantes au sein du parti.

Faut-il rappeler que cette "expérience", cette "sélection" sont celles que le mouvement ouvrier a déjà entreprises depuis plusieurs années, depuis qu'en son sein s'affrontent les idées réformistes et le programme révolutionnaire et depuis que tour à tour des partis comme le CCF, le NPD, le PQ, le PCC et des groupes comme le Waffle au Canada anglais ont démontré que leur étiquette socialiste ne les a jamais empêchés de se rallier aux positions de la bourgeoisie. Les idées du marxisme-léninisme, celles de Lénine en particulier dont se réclament faussement les trotskystes, sont claires à ce propos. Elles affirment qu'il faut juger un parti sur la base de son programme et de ses actes. Un parti au programme réformiste ne saurait être qu'un parti réformiste, un parti non pas de la classe ouvrière, quelle que soit sa composition, mais un parti au service des intérêts de la bourgeoisie.

Les trotskystes et tous les tenants du parti des travailleurs ont d'ailleurs une conception bien particulière du programme du parti et des tâches des communistes. Louis Gill, membre du GSTQ exprimait déjà ses conceptions en matière de programme en 1975:

> **"Le programme du parti des travailleurs ne saurait être non plus, dès le départ, un programme révolutionnaire, mais plutôt un programme non encore achevé qui conti-**

nue à s'élaborer comme synthèse de l'expérience collective des travailleurs et fruit de leurs débats à l'intérieur du parti." (4)

Le programme du parti ne sera pas un programme révolutionnaire? Alors que sera-t-il? Cela, Louis Gill et le GSTQ allaient nous le révéler avec la publication de leur programme pour le parti des travailleurs appelé "Cahier de revendications des travailleurs organisés", pièce maîtresse de l'édification du parti des travailleurs. Fidèles à leur conception du parti, les trotskystes n'ont rien trouvé de mieux que d'additionner les revendications immédiates des multiples luttes ouvrières et de les réunir en programme en disant: "Voilà le programme de notre parti!" Evidemment, on n'est pas allé plus loin qu'un programme réformiste et social-démocrate de promesses électorales. Les revendications immédiates du prolétariat sont certes multiples, mais elles ne constituent pas à elles seules le programme de la révolution. Le programme du prolétariat, au contraire de celui des sociaux-démocrates, est celui qui permet de fixer les buts et les tâches de la révolution prolétarienne au Canada. C'est dans ce cadre seulement que les revendications immédiates prennent leur sens et qu'elles seront incluses dans le programme. Ce n'est pas le programme révolutionnaire, mais le programme social-démocrate qui en toute question compromet les intérêts supérieurs de la révolution au profit d'objectifs immédiats et de la lutte pour les réformes. Rien d'étonnant à cela, un parti "non révolutionnaire", soucieux d'en rester au niveau actuel du mouvement ouvrier et non pas de l'élever au niveau d'une compréhension scientifique des tâches de la révolution prolétarienne, ne saurait avoir qu'un programme réformiste, un programme qui n'a d'ailleurs rien de nouveau depuis les programmes du NPD formulés en 1961 et du CCF (l'ancêtre du NPD) en 1933.

Mais cette conception du programme de la révolution n'est malheureusement pas limitée au GSTQ, ce qui n'aurait été qu'un moindre mal. Elle est partagée à des degrés divers par tous ceux qui mettent de l'avant la création du parti des travailleurs et même par certains qui se prétendent marxistes-léninistes.

Additionner les revendications immédiates dans une perspective réformiste, fixer pour tâche au parti de radicaliser les luttes immédiates et les syndicats, délaisser la politique prolétarienne, la lutte pour le socialisme et la diffusion du programme de la révolution, telle est la caractéristique de tous les marchands des partis sociaux-démocrates. Leur programme se limite à dire au mouvement ouvrier: "Battez-vous toujours plus fort", "radicalisez vos luttes économiques", "nous nous occuperons des questions politiques". C'est ce que disent à peu de choses près tous ceux qui de plus en plus utilisent la terminologie de "lutte de classes" pour se donner des allures plus radicales.

Il s'agit de la LOR, pour qui **"la construction d'un courant de lutte de classes dans les syndicats est un but stratégique des révolutionnaires". (5)**

Il s'agit du SW qui, pour créer le parti, affirme que **"l'une des étapes dans le processus révolutionnaire est de commencer à changer nos propres organisations, de reconnaître la nécessité de syndicats qui luttent sur une base de lutte de classes". (6)**

Il s'agit de la Ligue soi-disant marxiste-léniniste du Canada (LC(m.-l.)C) qui, sur les questions de programme, n'a guère fait mieux que les trotskystes en distribuant depuis deux ans ses nombreuses plate-formes de lutte de classes qui lui tiennent

lieu de programme et qui, à l'image du GSTQ, s'est contentée d'additionner les revendications immédiates de la classe ouvrière sans perspective révolutionnaire.

Qu'ont donc inventé tous ces partisans des programmes de lutte de classes et qui tous mettent de l'avant la création du parti? Rien, absolument rien! Ils n'ont fait que redécouvrir, avec un siècle de retard, ce que la classe ouvrière savait depuis déjà longtemps et ce que les syndicalistes radicaux savent eux aussi, c'est-à-dire que les ouvriers doivent se battre contre les patrons, qu'ils doivent développer leur solidarité et s'unir dans leurs syndicats, bref, qu'il faut lutter contre les bourgeois. Certes, les ouvriers canadiens doivent développer leur combativité et s'unir, mais toute la question est de savoir dans quelle voie ils doivent diriger leurs forces et comment ils mettront fin au capitalisme et à la dictature de la bourgeoisie canadienne. C'est justement là le rôle du programme de la révolution et c'est cette voie que tous les réformistes et les prétendus marxistes-léninistes comme la Ligue tentent de cacher à la classe ouvrière.

Tous ces partis des travailleurs ont dès lors démontré que sur la question du parti et celle du programme ils se ralliaient totalement aux positions de la social-démocratie.

Il est inévitable qu'à mesure que se développe le mouvement révolutionnaire, de nouvelles embûches se dressent sur son chemin. Avec le développement de la crise, de nouvelles couches de la petite-bourgeoisie viennent constamment grossir les rangs du prolétariat, amenant avec elles les caractéristiques propres à leur origine de classe, soit l'instabilité et la tendance aux compromis de toutes sortes avec le Capital. Ces tendances, désillusionnées par les partis traditionnels trouvent toutes aujourd'hui à s'exprimer sous le couvert du mot d'ordre du parti des travailleurs.

Pour détruire l'Etat bourgeois et instaurer le socialisme les ouvriers canadiens n'ont pas besoin d'un nouveau parti social-démocrate mais d'un parti prolétarien révolutionnaire, un parti d'avant-garde sachant rallier à lui les masses exploitées, un parti discipliné capable de nous mener à la victoire finale sans défaillir, un parti ralliant les éléments les plus déterminés et les plus conscients du prolétariat et défendant un programme révolutionnaire.

Le prolétariat canadien n'a pas besoin d'un Parti "de lutte de classes" avec un programme de revendications immédiates trahissant les intérêts de la révolution, qu'il s'agisse du parti des trotskystes ou de celui de la Ligue, qui s'apprête à s'autoproclamer le parti en ayant mis de côté toutes les questions les plus importantes de programme, exactement comme l'a fait le sinistre PCC(m.-l.) en 1970. Tous ces partis ne mèneront jamais le prolétariat à la victoire, mais leur action renforce cependant la nécessité de se débarrasser des traîtres que le prolétariat rencontre sur son chemin afin de faire triompher le programme du prolétariat révolutionnaire, celui sur la base duquel s'édifiera le parti prolétarien canadien.

---

(1) **SOC,** *Toward a New Labor Strategy,* **p. 4.**
(2) *Pour la construction du parti des travailleurs,* **document de discussion des conférences convoquées par le RMS sur les objectifs et la méthode de construction du parti des travailleurs, p. 10.**
(3) *Pour la construction du parti des travailleurs,* **ouv. cité, p. 10.**
(4) **Louis Gill,** *L'indépendance politique de la classe ouvrière, ce n'est pas du "purisme de gauche"...,* **Le Jour, 3 juin 1975, p. 9.**
(5) **LOR,** *Socialisme et libération nationale,* **p. 43.**
(6) *Class Struggle Unions,* **supplément in Next Year Country, oct-nov. 77.**

Correspondance

APPEL À NOS LECTEURS

La presse communiste, ce n'est pas la propriété privée de quelques rédacteurs ou de quelques grands financiers en quête de profits. Non! La presse communiste, c'est d'abord et avant tout un outil de combat contre les idées de la bourgeoisie et pour l'affirmation du point de vue de la classe ouvrière. Et cela est aussi vrai pour une revue théorique qui mène la lutte pour la défense et l'affirmation de la **théorie révolutionnaire du prolétariat,** ce phare indispensable dans la guerre de classes, ce phare qui éclaire notre combat quotidien par l'expérience accumulée de la lutte plus que centenaire du prolétariat mondial.

Dans le combat entre les théories de la bourgeoisie et le marxisme-léninisme, la revue théorique est une arme essentielle qu'il nous appartient à **tous** de construire et d'éprouver. Car l'analyse objective de la société canadienne, car la formulation de la stratégie de la révolution socialiste ne peuvent s'élaborer que dans le feu de l'action, que dans les premiers rangs du front de la lutte des classes. Voilà pourquoi, camarades, la correspondance à la revue est si importante car notre arme idéologique ne vaudra rien si chacun de nous ne prenons pas la responsabilité de lui donner son tranchant et de la pointer vers le camp ennemi.

Nous ne devons pas avoir peur de la controverse. Bien au contraire, nous devons la rechercher car nous savons, nous communistes, que les idées justes, que la vérité, sont indissociables du combat, de la polémique contre les idées erronées, d'où qu'elles viennent et quels que soient les déguisements dont elles se parent. Ecrire à la revue, exprimer ouvertement son point de vue sur un aspect ou l'autre des questions décisives de programme, sur un aspect ou l'autre de l'analyse de la conjoncture et aussi sur la forme, l'orientation, les acquis et les faiblesses de la revue théorique, voilà non seulement une nécessité mais un devoir pour celui qui a à coeur en toute chose de faire triompher la vérité contre les falsifications de ceux qui cherchent à retarder notre marche en avant.

Qui peut et qui doit écrire à la revue? Tout le monde! Qu'il s'agisse d'un ami du mouvement marxiste-léniniste, d'un groupe progressiste ou d'un simple individu, tous doivent prendre l'initiative d'écrire à la revue pour marquer leur accord ou leur désaccord, pour faire part des controverses suscitées à l'occasion de l'étude ou de la discussion de la revue, pour indiquer les insuffisances, pour compléter ou rectifier des arguments à la lumière de leur propre expérience pratique ou de leurs connaissances particulières. Ecrire à la revue, ce n'est pas seulement écrire à l'équipe rédactionnelle mais c'est aussi et surtout engager le débat à l'échelle de tout le Canada pour faire rayonner d'un éclat toujours plus vif ce grand phare qui nous mènera à coup sûr à la victoire.

Pour défendre le Projet de programme d'EN LUTTE!

Des ouvriers d'un cercle d'éducation communiste étudient la conception marxiste-léniniste de l'Etat

La lettre que nous reproduisons ci-dessous nous a été envoyée par des ouvriers d'un cercle d'éducation communiste d'EN LUTTE! de Montréal. Elle illustre comment de plus en plus d'ouvriers étudient le marxisme-léninisme et les questions théoriques pour en faire une arme de combat dans la défense du programme communiste. Par sa publication nous voulons aussi inviter d'autres ouvriers et d'autres cercles d'éducation communiste à nous faire part de leurs acquis et de leurs critiques dans l'étude du marxisme-léninisme, du Projet de programme d'EN LUTTE! ainsi que de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE.

Les cercles d'éducation communiste nous proposent d'étudier et de chercher à appliquer les principes de base du marxisme-léninisme, d'apprendre à se démarquer des courants de pensée bourgeois et corrompus, comme l'opportunisme et le révisionnisme, d'apprendre à discuter avec d'autres du point de vue communiste sur toutes les questions essentielles pour les masses canadiennes, pour adhérer en toute conscience, en toute connaissance de cause à une ligne politique que nous jugerons juste, à un programme authentiquement communiste.

C'est donc pour comprendre ce que la bourgeoisie nous cache, c'est pour transformer le monde dans les intérêts de l'immense majorité du peuple travailleur que nous nous éduquons dans les cercles d'éducation communiste. Et

pour y parvenir, nous devons vaincre les obstacles que la bourgeoisie nous impose en coupant artificiellement le travail intellectuel du travail manuel. Donc, nous devons prendre des méthodes concrètes pour aider ceux qui ne sont pas habitués à lire et à étudier, ceux pour qui le travail intellectuel est plus difficile à cause de leurs conditions de vie et de travail. Nous suivons un programme précis d'éducation, nous nous donnons des lectures précises, nous nous faisons aider dans notre préparation, nous débattons de ces idées dans notre entourage, nous ne nous contentons pas de phrases toutes faites. Nous voulons donc, comme sympathisants ouvriers d'EN LUTTE! participant à un cercle d'éducation communiste, vous faire part de ce que nous avons appris lorsque nous avons abordé ensemble, dans notre programme de formation, l'étude de la question de l'Etat. Cet exemple nous paraît d'autant plus important qu'il s'agit d'une question brûlante pour la classe ouvrière et le peuple canadiens attaqués de plus en plus férocement dans leurs droits économiques (conditions de vie, inflation...) et politiques (droit d'association, lois C-73, 45, C-24, etc.). Et surtout, cette question du pouvoir d'Etat est au coeur de la question de la révolution socialiste.

Pour nous préparer, nous avons utilisé le cahier sur l'Etat publié par EN LUTTE! qui nous introduit en quelques pages vivantes, simples et à l'aide d'exemples concrets à cette importante question. Puis, la plupart d'entre nous avons lu le court texte de Lénine intitulé **De l'Etat** qui insiste beaucoup sur la méthode par laquelle il faut aborder l'étude de la nature de l'Etat bourgeois et la nécessité de sa destruction violente pour instaurer le socialisme. Pour comprendre comment cette méthode nous permet de dévoiler la vraie nature de l'Etat canadien, un court extrait de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE no 3 nous avait aussi été recommandé.

A partir de cette base commune, chacun a pu vérifier auprès des autres camarades s'il avait bien compris comment est apparu l'Etat, comment à partir du moment où les richesses s'accumulent, apparaît la possibilité pour une partie des hommes de s'accaparer de l'excédent de produits et la nécessité que cette classe d'hommes se donne une machine pour maintenir sa domination. Cette machine, c'est un appareil répressif, une armée, des lois qui assurent la protection de la propriété privée, c'est l'Etat. On a tous fait un lien entre la première forme d'Etat qu'a connue l'humanité, l'Etat esclavagiste qui permettait de garder les esclaves assujettis et de les faire travailler pour les propriétaire d'esclaves, et l'Etat capitaliste qui garantit à la bourgeoisie le maintien de l'esclavage salarié, le maintien de ses profits et de son existence. Avec cela en tête, nous avons pu faire la preuve que l'Etat n'est pas une machine faite pour réconcilier toutes les classes entre elles comme voudraient nous le faire croire tous les discours de "nos" ministres et les publicités gouvernementales. Chacun a pu apporter de nombreux exemples d'interventions de ce "détachement spécialisé d'hommes": la police; la "justice"; les scabs à la United Aircraft et aujourd'hui à la Commonwealth Plywood; les "interventions" auprès de la Commission canadienne du blé, monopole d'Etat, pour importer de la farine des Etats-Unis pendant la grève des meuniers; le code du travail; la loi C-73, etc.

Lorsque nous discutions autour de nous, à l'usine, dans nos familles, on nous répondait souvent que l'Etat est neutre, qu'après tout, il a passé des lois sociales. Mais, précisément, en en discutant dans le cercle, nous avons réalisé que de telles lois, comme la journée de 8 heures, le droit de grève, l'interdiction du travail des enfants, ont été conquises de haute lutte par la classe ouvrière parce qu'elle s'est battue sur le terrain politique. Nous avons compris que certaines de ces mesures sociales revendiquées par le peuple, comme l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, sont des subventions directes aux capitalistes qui leur permettent d'avoir une main-d'oeuvre relativement en santé et disponible en tout temps, et que c'est même la classe ouvrière par ses impôts qui finance tout ça.

Un autre type d'argument que la bourgeoisie nous met dans la tête et que la discussion dans le cercle nous a permis de démasquer, c'est l'idée que "si nous ne sommes pas satisfaits du gouvernement, il nous suffit de voter contre... car nous sommes en démocratie". D'ailleurs, c'est aussi le point de vue du CTC ou de la FTQ qui se lançent en campagne pour en finir avec Trudeau et installer le NPD à sa place. Quand on pose le problème comme ça, on veut nous faire croire que cette démocratie c'est une démocratie pour le peuple, alors que tout ce qu'on vient de montrer nous prouve au contraire que c'est une démocratie pour une infime minorité, que c'est la dictature de la bourgeoisie sur le peuple. Changer de gouvernement sans détruire la machine d'Etat qui permet à la bourgeoisie de saigner sans vergogne la classe ouvrière et le peuple, c'est ce que nous proposent tous les réformistes, tous les bourgeois déguisés en sociaux-démocrates. C'est ce que le Projet de programme d'EN LUTTE! démasque.

Nous avons beaucoup insisté pour bien comprendre qui compose l'Etat. En utilisant la méthode historique que nous recommande Lénine qui nous dit "de toujours considérer comment tel phénomène est apparu dans l'histoire, ce que ce phénomène est devenu aujourd'hui" (De l'Etat), nous avons examiné comment l'Etat canadien avait pris sa forme actuelle. C'est en entrant en opposition d'intérêts avec la bourgeoisie de la métropole britannique que la bourgeoisie canadienne naissante lutta pour obtenir le gouvernement responsable en s'appuyant sur le mécontentement des masses. Après l'échec de 1837-38, elle se renforça progressivement jusqu'à s'accaparer du pouvoir politique en 1867 par la création de l'Etat fédéral canadien, un Etat de démocratie parlementaire. Et c'est en utilisant cet instrument qu'elle avait entre ses mains (l'Etat), que la bourgeoisie canadienne s'est consolidée à tous points de vue, en accumulant du capital sur le dos du peuple travailleur, en finançant ses politiques avec l'argent du peuple travailleur.

C'est en gardant ce même point de vue historique qu'on a pu comprendre la nécessité de l'alliance de la bourgeoisie canadienne avec la bourgeoisie britannique et la bourgeoisie américaine, afin d'assurer sa survie en tant que classe.

Faire ainsi l'analyse historique nous a aidés à trouver des réponses aux points de vue très répandus sur l'Etat canadien qui nous disent que, puisque l'armée est contrôlée par NORAD, puisque les partis politiques reçoivent des pots-de-vin de monopoles américains, puisque tout le pays est envahi par la publicité américaine, voilà bien la preuve que l'Etat canadien n'est pas indépendant, qu'il est contrôlé par l'impérialisme américain, qu'il est quelque chose comme une colonie, et qu'il nous faut

entreprendre la lutte, soit pour renforcer notre bourgeoisie (comme le voudrait le NPD), soit pour mener une lutte de libération nationale. Voilà bien où mène l'empirisme du Red Star Collective et avant lui du Progressive Workers Movement, à nous détourner de la seule issue pour la libération du prolétariat canadien et des masses opprimées, le renversement de l'Etat de dictature de la bourgeoisie canadienne pour le remplacer par l'Etat de dictature du prolétariat.

Certains camarades avaient examiné d'un peu plus près les programmes des sociaux-démocrates, du "Parti communiste canadien", des divers trotskystes sur la question de l'Etat. Très vite, ils ont totalement démasqué tous les artifices des sociaux-démocrates, qui présentent l'Etat bourgeois comme un organe de gestion "neutre" et dont la fonction principale, une fois "remis entre de bonnes mains" (celles du NPD), serait de civiliser le capital, qui nous vantent "les intérêts supérieurs de la nation" et glorifient le bulletin de vote comme "arme" de combat unique de ceux qui veulent que ça change. Nous avons montré qu'il s'agissait de positions de conciliation avec notre pire ennemi. Nous avons établi qugelles étaient celles des opportunistes, du détachement politique de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, de l'aristocratie ouvrière "gavée par le capitalisme" (comme le disait l'un d'entre nous) et de la petite-bourgeoisie qui cherchent désespérément à préserver leurs intérêts en période de crise, à l'époque de l'impérialisme.

Selon les traîtres du "PCC", il suffirait de mener une action parlementaire, de mettre un gouvernement "progressiste" (en paroles) au pouvoir comme l'Unité populaire au Chili, et le tour serait joué. Et les masses chiliennes, qui avaient été désarmées n'ont-elles pas payé inutilement de leur sang la boucherie qui en a résulté? Pour les trotskystes, il s'agit de prendre le pouvoir usine par usine, entreprise autogérée par entreprise autogérée, jusqu'à ce que l'Etat bourgeois, sous l'effet de ce mouvement économique, se retire de lui-même. Ils nient donc que l'Etat c'est un détachement spécialisé de la bourgeoisie, que ce n'est pas une simple image, un simple fantôme de la bourgeoisie.

Voilà bien tous les reflets faussés de la réalité que nous présentent ces dangereux opportunistes pour se faire du capital politique sur notre dos, pour faire leur place sous l'aile de la bourgeoisie en utilisant l'Etat comme principal instrument de conciliation. Toutes ces solutions aboutissent à nous livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie, quand ce n'est pas directement au massacre comme au Chili. Tout ça nous a convaincus plus que jamais que la voie pacifique vers le socialisme, c'était la pire des illusions que pourrait se faire la classe ouvrière, c'était sous-estimer complètement la force organisée de la bourgeoisie canadienne derrière son Etat. C'est aussi la leçon historique de la Commune de Paris que "la classe ouvrière ne peut se contenter de s'emparer d'une machine d'Etat toute faite, elle doit encore la briser pour atteindre ses buts" (Marx, **La guerre civile en France**). Cela nous a rendus plus déterminés à défendre partout dans les masses le Projet de programme d'EN LUTTE! qui dit clairement que "pour réaliser sa mission historique, le prolétariat doit prendre la tête des masses exploitées et opprimées, s'emparer du pouvoir d'Etat, détruire l'appareil de dictature de la bourgeoisie et instaurer sa propre dictature sur les exploiteurs..." (Article 10) contre de telles illusions.

Alors nous nous sommes demandés s'il fallait dès maintenant entreprendre la lutte contre l'Etat bourgeois. L'un d'entre nous avançait que nous n'étions pas de taille, que nous n'étions pas assurés du succès, que mieux valait nous fixer des objectifs plus modestes, même si cela lui semblait avoir du bon sens de vouloir éduquer le prolétariat sur la nature de ses ennemis et l'importance cruciale de la question de l'Etat. Nous avons démontré au camarade qu'il nous proposait là une voie bourgeoise, une voie qui renonçait volontairement à élargir l'horizon du prolétariat, à sortir celui-ci de l'horizon étroit de l'opposition boss-ouvrier. Des camarades qui avaient assisté à une de nos assemblées à laquelle s'était présentée la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, ont alors rappelé que la Ligue défendait ce soir-là que sa tactique principale, c'était en général de lutter "classe contre classe", donc de prendre les mesures de crise une par une, que la crise, c'était ça l'offensive de la bourgeoisie (alors que nous savons tous que la crise, la bourgeoisie ne la commande pas), que la

lutte contre la loi C-73 n'était pas rentable politiquement, que lutter contre l'Etat, c'était trop lointain pour les ouvriers. La Ligue venait de découvrir un nouveau principe selon lequel, si c'est toute la bourgeoisie qui contrôle l'Etat, donc l'Etat est partout, il faut s'attaquer à lui partout, à la CECM, dans les comptoirs alimentaires, derrière chaque petit ou gros patron. Comme l'Etat est omniprésent, c'est tout à fait inutile de chercher par où principalement il nous attaque tous. Notre tactique sera donc de nous tremper partout dans la lutte de classes, surtout dans toutes les luttes économiques et d'attendre le moment où la lutte contre l'Etat sera un franc succès au palmarès de la Ligue... Voilà comment la Ligue fait l'éducation de la classe ouvrière...en lui disant de continuer à mener les luttes incessantes qu'elle mène depuis des années contre lers attaques du capital, usine par usine.

A l'opposé de cette ligne et de cette tactique opportunistes "du meilleur succès de l'année", EN LUTTE! propose de lutter politiquement contre l'attaque la plus perfide de l'Etat canadien contre la classe ouvrière et les masses exploitées: la loi C-73. Il propose de lier nos combats quotidiens à la lutte contre cette attaque fondamentale à nos conditions de vie et à notre droit d'association. Il propose de mener dès aujourd'hui une lutte offensive sur le terrain politique et d'accroître par là l'unité du prolétariat et des masses canadiennes dans la reconnaissance de son ennemi principal, la bourgeoisie canadienne protégée par son Etat qu'il faudra renverser. Voilà qui éduque le prolétariat sur son but final, et sur ses tâches politiques qui ne sont pas simples et assurées du succès immédiat comme le voudrait la Ligue.

Ce sont les opportunistes et les gens pressés de se faire du capital politique qui déplacent la lutte du terrain politique sur le terrain économique. Un camarade nous rappelait alors l'exemple de la lutte des meuniers dans laquelle la Ligue a fait sien le mot d'ordre de Monroe d'appuyer le boycottage de Robin Hood au profit de Steinberg, alors que la lutte était directement dirigée contre l'Etat. On devine pourquoi Monroe appuyait le boycottage comme forme d'action... Mais pourquoi cette forme-là est-elle devenue le principal cheval de bataille de la Ligue? Et de conclure un camarade, la Ligue est comme un bûcheron qui voudrait abattre un arbre et qui déciderait de "gosser", c'est-à-dire de s'attaquer d'abord aux branches et aux brindilles.

Voilà comment nous avons progressé dans la compréhension de l'Etat, l'Etat canadien en particulier, et de la raison pour laquelle il faut le renverser et instaurer la dictature du prolétariat. Voilà comment nous nous sommes emparés des leçons du mouvement ouvrier international en démasquant les vraies intentions des opportunistes et des révisionnistes. Voilà comment collectivement nous avons approfondi notre analyse des faits et gestes de la Ligue sur cette question vitale, pour en conclure que la Ligue secondarise la lutte politique du prolétariat canadien au profit de gains immédiats dans la lutte contre tout ce qui bouge.

Aujourd'hui, dans la conjoncture de crise, cela doit nous permettre aussi d'être de plus en plus vigilants contre le développement constant des mesures réactionnaires de la bourgeoisie canadienne.

Cette session du cercle a grandi notre conscience des intérêts que le prolétariat doit défendre et nous a fourni des armes scientifiques et idéologiques précises pour nous faire un point de vue sur les agissements de tous les faux socialistes. Nous sommes en plus déterminés à défendre le Projet de programme d'EN LUTTE! dans les masses, et plus aptes à le faire de façon concrète et argumentée. Nous sommes de plus en plus déterminés à rejoindre les rangs d'EN LUTTE!

Nous voudrions que notre expérience encourage d'autres camarades à venir s'éduquer politiquement dans les cercles d'éducation communiste du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Des ouvriers d'un cercle d'éducation communiste d'EN LUTTE!

Opposons-nous à la tentative du Canada d'annexer les Iles Caicos et Turques

Ce n'est pas la première fois que le Canada parle d'annexer différentes parties du globe. Voilà à peine un an, des ministres fédéraux de tout acabit (des conservateurs jusqu'au NPD) s'égosillaient à réclamer une île au soleil pour le Canada.

Aujourd'hui, le réseau anglophone de Radio-Canada revient à la charge sur la même question. Ce réseau "apolitique" est allé dénicher certains des anciens partisans de cette idée (dont un ministre conservateur) pour donner du jus à son émission nationale **As It Happens** ("Comme ça se passe").

Plusieurs téléspectateurs croyaient que cette émission tranchait sur les autres émissions qu'ils sont habitués à voir à la télévision bourgeoise. En effet, cette émission s'est faite une réputation d'aller chercher la vérité au-delà des apparences, de respecter la voix de ceux qui font les nouvelles. Les quelques émissions sur les mouvements progressistes à travers le monde ont été d'une portée éducative particulièrement grande.

Pourtant, deux entrevues récentes (jeudi le 12 janvier et mercredi le 19 janvier 1978) ont terni (sinon complètement lavé) l'apparence de reportage démocratique dont se réclame l'équipe de **As It Happens** en général, et dont Mme Barbara Frumm (l'animatrice) se fait une gloire particulière. Ces entrevues portaient sur le sort des Iles Caicos et Turques dans les Caraïbes comme futur Hawaï du Canada.

Non seulement ces entrevues ont-elles servi à ressusciter la question discréditée de l'annexion des îles, mais en plus, Mme Frumm s'est faite le défenseur acharné d'un geste aussi rétrograde. Elle ne s'est pas gênée pour promouvoir des idées comme "se faire griller sur des plages canadiennes pour combattre la crise économique" ou "nous aimerions tant vous avoir comme province voisine". Elle cherchait probablement à mousser la "vente" de l'idée auprès du peuple canadien et du peuple turc et caicos. L'émission a même donné une adresse où toutes les personnes intéressées pouvaient envoyer leur lettre d'appui.

Il était impossible de discerner les intérêts cachés derrière l'intervention du

ministre fédéral et du ministre du Tourisme des Iles Caicos et Turques puisque Mme Frumm en a surtout profité pour présenter sa propre position sur la question. En effet, c'est Mme Frumm qui a amené le plus d'exemples concrets et a mis le plus d'enthousiasme à défendre l'idée de l'annexion.

On aurait pu croire à une erreur de passage, mais lorsque ce style d'entrevue se répète deux fois dans l'espace d'une semaine et que l'animatrice elle-même prend la peine de spécifier que ça ne fait que commencer, la vérité se dévoile peu à peu: Mme Frumm et ceux qu'elle représente profitent des heures subventionnées par la publicité pour faire passer un projet politique réactionnaire.

Il s'avère donc important de se rappeler des faits historiques démontrant la relation "amoureuse" que l'industrie du tourisme canadienne pourrait entretenir avec le peuple des Caraïbes. Premièrement, au Canada, les deux régions où les populations autochtones n'ont pas encore été disséminées, soit le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, ne sont pas encore reconnues comme provinces et encore moins comme partenaires à part entière des autres provinces canadiennes. Cette situation dure depuis plus de 100 ans, 100 ans pendant lesquels ces populations ont été réduites à l'esclavage du bien-être social. Le destin des futurs "Canadiens" des Caraïbes ne s'annonce pas très rose...

Il y a aussi la situation des autochtones dans le "paradis enchanteur" d'Hawaï aux Etats-Unis qui peut nous en dire long. Les Iles Caicos et Turques seraient modelées sur le même style. Or, quel est le rôle de l'Hawaïen autochtone? Hawaï fut reconnu comme un Etat après deux événements: la dépopulation de l'île (les Polynésiens qui l'habitaient sont passés d'un tiers de million en 1778 à 14,000 en 1948) et la repopulation de la région par des colons (voir Douglas Oliver, **The Pacific Islands,** Doubleday and Anchor Press, p. 225-282).

Les autochtones qui ont survécu à cette attaque politique ne se retrouvent aujourd'hui en grand nombre que dans un seul endroit: une petite île appartenant à un millionnaire philantrope. Est-ce qu'on prévoit "développer" le peuple turc et caicos en le reconnaissant comme partenaire à part entière ou ne le destine-t-on pas plutôt à l'exploitation colonialiste?

Deuxièmement, même si nos "nouveaux autochtones" se contentaient de la reconnaissance territoriale, est-ce que le tourisme à lui seul arriverait à améliorer les conditions de vie et de travail du peuple des Iles? Si on se base sur la situation existante dans les Caraïbes à l'heure actuelle, cela est fort peu probable. En effet, selon les statistiques, pour chaque dollar dépensé par un touriste, environ 77 cents retournent dans le pays d'origine. Mais ce retour ne sert pas les simples citoyens canadiens ou américains, mais bien un petit nombre de compagnies monopolistes qui contrôlent toute la chaîne de l'industrie touristique: les agences de voyages, les compagnies aériennes, les bateaux de croisières, les hôtels et les casinos, les agences de location d'automobiles et de bâteaux, etc. Toutes ces entreprises n'emploient qu'un nombre très restreint d'habitants et ce sur des bases saisonnières. En plus, elles leur offrent les emplois les moins payés et les plus difficiles (porteurs, servantes, etc.). La plupart des touristes n'achètent pas les produits locaux, ce qui avantagerait l'économie du pays, mais dépensent plutôt sur des spectacles d'artistes étrangers, des denrées de luxe, des caméras et des bijoux en vente dans les magasins dédouanés (voir L. Perez, **Tourism in the W.I.,** Science Society, Hiver 73-74). En plus, la spéculation foncière pour la construction de nouveaux hôtels et de nouveaux clubs de golf a engendré une telle inflation du prix des terrains que peu de gens des Caraïbes peuvent se payer une maison.

En plus, le peuple des Caraïbes est toujours dépeint comme un peuple-enfant, enjoué et insouciant, ne vivant que pour l'occasion où il pourra vendre son pays au tourisme. Certains sont alors tout à fait surpris de se rendre compte que les "autochtones" se révoltent aux Bermudes! Est-ce là les changements auxquels le peuple turc et caicos doit se préparer?

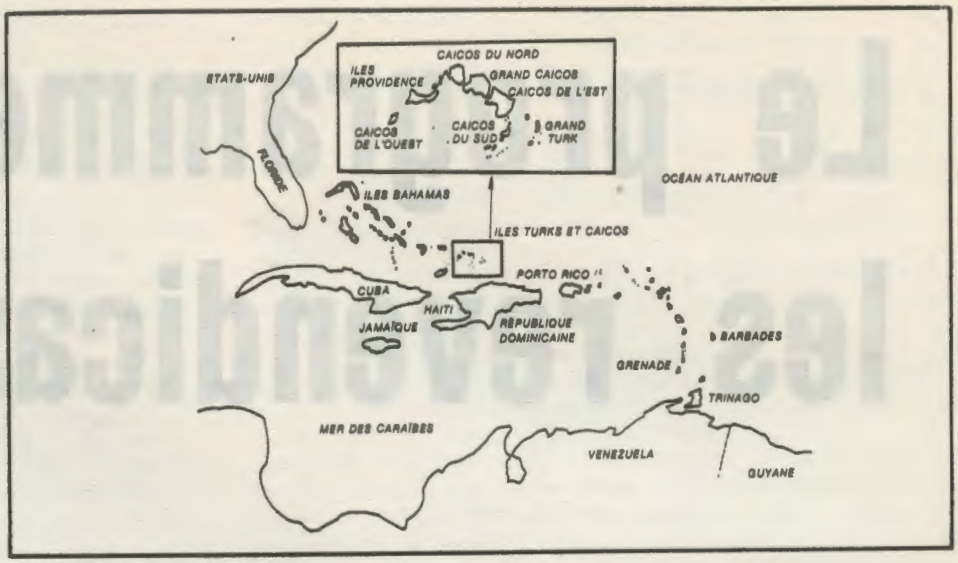
Troisièmement, il faut parler de la situation des Iles elles-mêmes. Les Iles de 70,000 habitants sont présentement sous le joug du colonialisme britannique. Ceci implique que l'économie du pays n'est pas orientée pour subvenir aux besoins de la population, mais vise plutôt à produire des denrées d'exportation comme le sel et, plus récemment,

les fèves de soya. Au niveau politique, le peuple se trouve régi par les lois des agents locaux de l'impérialisme britannique. En plus, au fil des années, d'autres gouvernements coloniaux locaux ont administré les Iles: les Bahamas en 1799 et la Jamaïque en 1848. Il est donc fort plausible que quelques éléments confondus du peuple soient tout à fait d'accord avec un changement de statut, surtout si cela implique briser les chaînes de l'impérialisme britannique.

Mais interviewer un ministre de cette même administration coloniale comme représentant du point de vue et des sentiments d'un peuple colonisé est non seulement une insulte lancée à la face du peuple turc et caicos mais aussi une insulte aux téléspectateurs, soit le peuple canadien. Bien sûr, les représentants d'un système exploiteur auraient intérêt à changer de maîtres, surtout lorsque cela représente un afflux de nouveaux capitaux (de profits par ricochet). Mais est-ce que le peuple turc et caicos y trouverait les mêmes intérêts compte-tenu des résultats généraux du tourisme?

Supposons en dernier lieu que B. Frumm n'ait à coeur que les intérêts du peuple canadien. Est-ce que l'annexion (la colonisation) de ce peuple et de son pays servirait à éliminer le poids de la crise économique du dos des travailleurs canadiens? Cette manigance apparaît plutôt comme une autre manoeuvre de "patchage" de la part de la même classe capitaliste qui nous a récemment gratifié des mises à pied de l'INCO, McMillan Bloedel et de Falconbridge. Pensez aux profits qu'ils pourraient tirer du cheap labor turc et caicos et des dépenses durement gagnées des travailleurs canadiens.

Mais on ne peut comprendre la portée de ce danger que si on l'envisage à partir d'une perspective historique. En 1919, le Premier ministre du Canada, Robert Borden, a réclamé la propriété de quelques îles des Caraïbes en échange de l'aide que le Canada avait apporté à la "mère-patrie" lors de la Première Guerre mondiale. Un peu plus tard, la compagnie montréalaise Mariget Investment a envoyé son représentant millionnaire, Ken Patrick, revendiquer une "entente monétaire et douanière" entre le Canada et les Caraïbes. Quant au sénateur Paul Morin, il a défendu devant la "Commission des affaires étrangères sur les Caraïbes" que les îles des Caraïbes devaient être



sauvées de la désagrégation de l'empire britannique en obtenant le rang "d'Etat associé" du Canada (voir **Les Caraïbes,** Toronto Last Post Staff, Last Post, Vol. 1, no 3).

Derrière toutes ces manoeuvres politiques se tiennent les banques et les compagnies d'assurance canadiennes. Depuis le milieu du siècle, elles resserrent leur emprise sur les investissements dans cette partie du monde. Elles ont pris l'habitude de participer pleinement au pillage en profitant des concessions douanières et tarifaires et des mesures anti-syndicales instaurées par les régimes locaux réactionnaires. C'est ainsi qu'elles ont pu rapatrier des superprofits à même le sang du cheap labor de ces pays. Et ces superprofits n'incluent même pas tout ce que l'industrie touristique a elle-même raclé avec des compagnies canadiennes comme le Holiday Inn.

Donc la question fondamentale qu'il faut se poser face à cette situation est: qui B. Frumm sert-elle, quels intérêts défend-elle? Est-ce les intérêts du peuple canadien et du peuple turc et caicos, ou les intérêts de la classe capitaliste monopoliste canadienne qui ne cherche constamment qu'à mettre la main sur de nouveaux marchés à l'étranger afin de mieux servir ses propres intérêts?

Une chose est certaine: la poursuite d'activités impérialistes dans les Caraïbes, que ce soit de la part des superpuissances ou de tout autre puissance impérialiste, ne fera qu'accélérer la marche du peuple vers la lutte révolutionnaire pour l'indépendance véritable et la démocratie du peuple.

African Carribean Progressive Study Group (Vancouver)

Le programme commu ni
les revendications im m

Au coeur de l'évolution historique du Canada se trouve la classe ouvrière canadienne. La grande majorité des gestes gouvernementaux impliquent le prolétariat d'une façon ou d'une autre: lois pour le réprimer (C-73, C-24, C-45), budgets bonbons pour l'amadouer, menaces, agressions et violences policières contre les grévistes, promesses électorales et réformes bidons, subventions à la formation syndicale à coup de millions pour récompenser les boss syndicaux de leurs loyaux services à la bourgeoisie.

Gouverner le Canada capitaliste et impérialiste c'est d'abord et avant tout, pour la bourgeoisie, gouverner, encadrer, réprimer et amadouer pour exploiter les masses travailleuses. Voilà où va l'essentiel de ses énergies politiques, idéologiques et, bien entendu, économiques.

Mais là ne s'arrête pas l'action de la bourgeoisie. Elle ne peut se satisfaire de ces seuls moyens de contrôle extérieurs sur les masses travailleuses; elle doit aussi agir *dans leurs rangs*, dans leurs organisations, là où elle peut mettre de l'avant des solutions destinées à émousser leur conscience révolutionnaire, à les affaiblir idéologiquement et organisationnellement, à les désunir devant le pouvoir bourgeois. Cette action, par essence contre-révolutionnaire, elle la mène de mille façons: dans les syndicats par l'entremise des boss syndicaux vendus, des réformistes et des collaborateurs de classe; elle la mène par l'entremise de partis socialistes bourgeois comme le Nouveau parti démocratique (NPD) et le "Parti communiste du Canada" ("PCC"); elle la mène par l'entremise de l'action de partis nationalistes comme le Parti québécois (PQ). De nombreuses organisations prétendument socialistes et révolutionnaires surgissent avec à la main *leur solution* aux problèmes des masses travailleuses. Les tendances socialistes pullulent. On retrouve de tout derrière ces nombreux masques soi-disant socialistes. On trouve la grimace social-fasciste du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(m.-l.); on trouve, maquillés de diverses façons, les visages du trotskysme; on trouve le nationalisme et le social-chauvinisme de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (LC(m.-l.)C) et du Red Star Collective de Vancouver. Bref, le prolétariat est sollicité par un nombre effarant de "socialistes" et de "révolutionnaires" qui se présentent tous avec leurs promesses devant la classe ouvrière!

Il n'est donc pas difficile de comprendre l'importance capitale et même l'urgence de mener à son terme la lutte pour l'élaboration du programme de la révolution canadienne et en particulier de démystifier ces fameuses promesses qui, sous

nu niste et
m médiates

prétexte d'appuyer les luttes de la classe ouvrière, ne visent qu'à les mener dans le cul-de-sac du réformisme ou de l'aventurisme. Indiquer clairement la voie de la révolution canadienne, définir les moyens essentiels de la lutte révolutionnaire, formuler les revendications immédiates du programme communiste; unir sur cette base l'avant-garde du prolétariat et créer le Parti prolétarien, voilà la tâche immédiate dont la réalisation permettra de mener à terme toutes les tâches de la révolution socialiste dans notre pays.

L'histoire du mouvement ouvrier démontre qu'unies et organisées les masses travailleuses peuvent imposer des concessions à la bourgeoisie et ainsi améliorer leurs conditions d'existence. A travers la lutte pour le droit de syndicalisation, pour la journée de 9 heures puis de 8 heures, pour la règlementation du travail des femmes et des enfants, pour le suffrage universel et le droit de vote pour les femmes, pour l'assurance-chômage, etc., la classe ouvrière a démontré qu'en établissant un nouveau rapport de forces avec la bourgeoisie elle peut lui arracher des concessions.

Ces multiples combats ont fait la preuve qu'ainsi le prolétariat créait de meilleures conditions pour sa lutte de classe contre la bourgeoisie. En élargissant le champ de ses droits démocratiques, il se donnait de meilleures conditions pour s'organiser aux plans économique et politique (droit d'association); il se donnait de meilleurs moyens de s'informer et d'établir des liaisons plus étendues entre divers groupes d'ouvriers (droit d'expression); il se donnait de meilleurs moyens pour résister à l'exploitation sauvage du capitalisme (droit de grève).

Ces combats sont indissociables du mûrissement de la conscience révolutionnaire des couches les plus conscientes du prolétariat. Les nombreux partis politiques ouvriers créés vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe en sont une manifestation. Avec la pénétration de la **conscience socialiste** dans le mouvement ouvrier canadien au début du XXe siècle, et en particulier avec la création du Parti communiste du Canada en 1921, s'opérait la fusion du socialisme scientifique (le marxisme-léninisme) et du mouvement ouvrier. Cette fusion allait cimenter les combats quotidiens des larges masses laborieuses de notre pays et l'action révolutionnaire destinée à renverser le pouvoir bourgeois. En effet, en fixant à ces combats multiples un but unique, celui du socialisme, le marxisme-léninisme introduisait une perspective révolutionnaire dans les luttes ouvrières et populaires; les revendications immédiates des masses étaient ainsi élevées au-dessus de l'ornière du réformisme pour être envisagées dans une perspective révolutionnaire.

Nous vivons une période historique semblable à celle qui a précédé la naissance du PCC dans les années 20. Le prolétariat n'a plus de parti ni de programme révolutionnaire depuis que le "Parti communiste du Canada" s'est sabordé dans les années 50. Les nombreuses luttes et revendications de la classe ouvrière sont en grande partie rabaissées et maintenues au niveau du réformisme et ne peuvent, de ce fait, contribuer comme elles le devraient au développement du mouvement révolutionnaire du prolétariat. La tâche du nouveau mouvement marxiste-léniniste est justement de rétablir cette fusion sabotée par les révisionnistes, en détachant l'avant-garde ouvrière canadienne de l'influence du réformisme et du nationalisme bourgeois qui dominent le mouvement ouvrier et syndical canadien depuis plus de 30 ans.

Cette tâche historique de la plus haute importance se réalise en particulier par l'élaboration et la diffusion dans les masses du programme de la révolution socialiste. Avec ce programme, l'avant-garde prolétarienne organisée en parti se donne le moyen indispensable pour diriger la lutte de la classe ouvrière sur la voie de la révolution socialiste: celle de la destruction du pouvoir de la bourgeoisie et de l'édification du pouvoir prolétarien. Armé de ce programme, le parti prolétarien sera en mesure de déployer dans tous les sens l'action révolutionnaire, de participer aux luttes immédiates dans une perspective unique et de développer ainsi le mouvement et la conscience révolutionnaires parmi les masses laborieuses.

Pour accomplir ce travail, le parti prolétarien plonge ses racines et développe ses activités dans les luttes concrètes des masses. C'est ainsi qu'il étend et approfondit la conscience de classe dans le mouvement ouvrier. C'est ainsi qu'il met de l'avant des revendications dont le but est de favoriser le développement des meilleures conditions possibles pour la lutte de classe du prolétariat et son mouvement révolutionnaire pour le socialisme.

Pourquoi des revendications immédiates dans un programme qui se fixe pour but, non pas de **réformer** le système capitaliste, mais de le **détruire?** Pourquoi lutter aujourd'hui pour la satisfaction de revendications dont on affirme par ailleurs qu'elles ne peuvent être pleinement satisfaites que sous le socialisme? Pourquoi des revendications si générales? Qu'est-ce qui distingue la lutte pour ces revendications immédiates du réformisme?
Ce sont à ces questions que le présent article veut répondre.

Pourquoi des revendications immédiates dans un programme révolutionnaire?

Depuis que le "PCC" a trahi la cause de la révolution prolétarienne dans notre pays, la bourgeoisie a eu les mains libres pour inculquer au peuple toutes sortes d'idées erronées sur le communisme et la révolution socialiste. Les écoles, les journaux, la radio, la télévision, les prêtres et les propagandistes bourgeois mènent une activité systématique pour discréditer la révolution et le communisme. Les marxistes-léninistes sont présentés comme des gens plus ou moins détraqués n'ayant qu'une chose en tête: semer la discorde, "faire du trouble" et détruire. La révolution socialiste est présentée comme un acte de sabotage perpétré par une "foule" ignorante et crédule ayant succombé à la démagogie habile de petits groupes "subversifs". Ainsi, selon les Trudeau, Clark, Broadbent, Lévesque, Kashtan et Cie, les marxistes-léninistes, tous les révolutionnaires, appuieraient les justes revendications des masses laborieuses dans le seul but de tromper les travailleurs et de les entraîner, sans qu'ils s'en rendent compte, sur une voie qu'au fond ils réprouveraient.

Impressionnés par l'anticommunisme délirant de la bourgeoisie, les différentes formations révisionnistes se sont mises à étouffer puis à taire complètement le programme révolutionnaire du prolétariat. Le "PCC" a capitulé devant la tâche d'éduquer la classe ouvrière dans un esprit révolutionnaire et de se mettre à la tête de ses luttes pour la conduire au socialisme. Il a remplacé la préparation de la révolution socialiste par un programme de **transition pacifique** vers le socialisme, rejoignant ainsi tout à fait le NPD dans le marais de la social-démocratie. Niant que pour construire le socialisme au Canada il faut renverser le pouvoir bourgeois, les révisionnistes et les sociaux-démocrates s'évertuent à présenter le chemin du socialisme comme une suite de réformes économiques et politiques qui mèneraient un jour ou l'autre au socialisme.

A l'ombre de ces courants majeurs du révisionnisme s'agitent ces autres révisionnistes que sont les trotskystes. Eux aussi prétendent de différentes manières qu'il faut un **programme de transition** pour passer au socialisme. A la différence du NPD et du "PCC", les trotskystes prétendent que ce programme de transition est nécessaire pour que les travailleurs réalisent que ce programme n'est pas suffisant et que, ayant subi la répression dans le cours de la lutte pour ce programme de réformes radicales, ils comprennent que seule la révolution socialiste permettra de résoudre à fond leurs problèmes. C'est ainsi que les trotskystes ont la prétention de "mettre du plomb dans la tête" des ouvriers... ce qui en fait conduit toujours à mettre du plomb dans la peau des travailleurs.

Il serait trop long ici d'exposer en détail le programme de transition proposé par les trotskystes. On peut cependant donner une idée de l'essence de ce programme à travers quelques-unes de ses revendications essentielles. Par exemple, ce programme revendique rien de moins que "le contrôle ouvrier" sur la production dans l'usine, le secteur économique, voire même sur la production nationale toute entière. Pour cela les trotskystes revendiquent "l'abolition du secret commercial", lequel est considéré comme "le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie" (1). L'idée de base est ici d'entreprendre **sous le capitalisme** la tâche de "reconstruire tout le système de production et de répartition sur des principes plus rationnels et plus dignes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie" (2). Mais les trotskystes ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Ils ajoutent à cela "l'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit" (3). Ecoutons-les:

> *"Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon* **un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier,** *il faut fusionner toutes les banques dans une institution nationale unique. Seules, l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit* **entre les mains de l'Etat** *mettront à la disposition de celui-ci les moyens nécessaires réels, c'est-à-dire matériels et non pas seulement fictifs et bureaucratiques, pour la planification économique" (4) (Souligné par nous).*

Détrompez-vous, ce n'est pas le Crédit social qui parle, c'est Léon Trotsky, un homme qui dit parler au nom du communisme et de la révolution prolétarienne! Les trotskystes prétendent ni plus ni moins qu'en plaçant entre les mains de l'Etat actuel, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois, de l'Etat des monopoles et du capital financier, **tout le capital bancaire,** on pourra mettre en pratique "un plan rationnel qui corresponde aux intérêts du peuple tout entier"! Dire aux ouvriers que leur contrôle de l'industrie est réalisable dans les conditions du capitalisme et que le monopole financier (le monopole total) peut servir les "intérêts du peuple tout entier", ce n'est rien moins que de la fumisterie dont le résultat pratique ne peut être autre chose que du réformisme ou de l'aventurisme. C'est du réformisme dans la mesure où la mobilisation des masses autour de telles revendications sème l'illusion que le capitalisme peut être réformé jusque dans ses fondements, ainsi que le prétendent les sociaux-démocrates et les révisionnistes. Mais puisque cela est impossible dans la pratique, cette action conduit dans bien des cas à des actions aventuristes de gens qui, en désespoir de cause, ayant essuyé échec sur échec dans la lutte stérile pour de telles revendications, ne verront plus la lutte révolutionnaire qu'à travers les actions d'éclat et désespérées. Mais n'en étant pas à une fumisterie près, les trotskystes font cette mise en garde:

> *"Cependant,* **l'étatisation des banques** *ne donnera ces résultats favorables que si le pouvoir d'Etat lui-même passe entièrement des mains des exploiteurs aux mains des travailleurs." (5)*

Ainsi, tantôt nous avions un **Programme de transition** dont la fonction est de conduire les masses à la révolution socialiste. Maintenant on nous dit que ce programme ne peut être réalisé que si la révolution a lieu, car le passage du pouvoir d'Etat "des mains des exploiteurs aux mains des travailleurs", qu'est-ce sinon la révolution socialiste? Ainsi s'efface la distinction essentielle entre la satisfaction de revendications immédiates dont le but est de créer de meilleures conditions pour la lutte de classe du prolétariat, d'une part, et le renversement effectif du pouvoir de la bourgeoisie d'autre part. En effaçant cette distinction, les trotskystes se placent sur le même terrain que les sociaux-démocrates et les révisionnistes, et ouvrent la porte à deux déviations: les illusions réformistes et l'aventurisme — dont la forme concrète est le terrorisme dans la plupart des cas.

Comme on le voit à travers les revendications immédiates des trotskystes, les trotskystes ont une conception bien parti-

culière de la révolution. En fait, les trotskystes ne comprennent rien à la révolution socialiste, ils ne comprennent pas que celle-ci est d'abord un acte politique consistant à renverser le pouvoir d'une classe exploiteuse, celui de la bourgeoisie, pour le remplacer par le pouvoir d'une autre classe, la classe ouvrière. C'est par ce geste politique seulement que l'expropriation économique des capitalistes, le contrôle des usines et de l'économie par la classe ouvrière au pouvoir et par l'entremise de l'Etat prolétarien sera possible, et pas avant. Prétendre le contraire ne revient qu'à semer des illusions parmi les ouvriers et les faire dévier de la voie révolutionnaire. C'est pour cette raison aussi que les trotskystes mettent de l'avant des revendications totalement irréalisables sous le capitalisme, tout simplement parce que le capitalisme devrait, selon les trotskystes, s'effondrer de lui-même par la seule magie de la lutte pour les revendications immédiates. C'est pour cette raison que leurs revendications portent d'abord sur les questions économiques, rehaussant ainsi leur caractère irréalisable sous le capitalisme, car jamais l'économie ne pourra être contrôlée par le prolétariat avant la révolution socialiste, qui elle est un geste politique.

Et comme si la classe ouvrière n'était pas assez bien servie par ces tactiques démagogiques et méprisantes, elle doit aussi subir les illusions non moins démagogiques et non moins méprisantes de soi-disant marxistes-léninistes qui tentent eux-aussi de l'entraîner dans le cul-de-sac des tactiques "par étapes", de la radicalisation coûte-que-coûte des luttes immédiates et des "plate-formes de lutte de classe" en lieu et place du programme de la révolution socialiste selon la méthode de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. De plus, la Ligue communiste et le Red Star Collective de Vancouver voudraient que le prolétariat se consacre d'abord à la lutte contre les deux superpuissances, autre **étape** supposément nécessaire pour parvenir au socialisme.

Tout ce monde dénature la fonction du programme du prolétariat en général, et en particulier le rôle des revendications immédiates.

Pour vaincre ces orientations erronées, il faut que les travailleurs conscients comprennent correctement le processus général de la révolution socialiste. Il faut en particulier bien comprendre le rapport entre les luttes immédiates et la révolution, le rapport entre le mouvement de lutte quotidien des masses travailleuses et la révolution, bref, le rapport entre la tactique et la stratégie révolutionnaires et surtout il faut bien comprendre que la tactique, tout comme la stratégie, n'a pas d'autre rôle que de renforcer elle aussi le camp de la révolution tout en affaiblissant celui de la réaction. C'est alors seulement qu'on aura une idée juste et claire du rôle et de la portée des revendications immédiates dans le programme communiste et ce qui les distingue des promesses électorales des révisionnistes, des réformistes et des sociaux-démocrates.

Les revendications sont une partie intégrante du programme communiste

Les revendications immédiates du programme communiste sont indissociables du programme dans son ensemble. Elles ne sont pas la somme de toutes les revendications partielles pour lesquelles les masses travailleuses peuvent lutter à différents endroits et à différents moments. Elles ne sont pas non plus la somme de toutes les réformes imaginables ou souhaitables pour obtenir les faveurs électorales des masses. Elles ne sont donc pas plus des promesses que les communistes font aux travailleurs.

Le programme du Parti prolétarien n'explique pas aux masses comment les communistes vont solutionner leurs problèmes à leur place aujourd'hui et sous le socialisme. Il indique la voie à suivre pour que les masses travailleuses, en particulier le prolétariat, s'organisent et prennent en main leur destin. C'est pourquoi le **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! (6) affirme: "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" (article 9); et plus loin: "Les masses font la révolution, le parti leur fait prendre conscience" (article 15-b).

En d'autres mots, les revendications immédiates doivent être comprises comme une partie intégrante du programme de la révolution socialiste canadienne. A ce titre, elles doivent concourir à la réalisation des tâches et des objectifs du programme dans son ensemble; elles doivent être des moyens de développer la stratégie et la tactique révolutionnaires dans notre pays.

L'article 13 du **Projet de programme** expose le principe de base de la stratégie et de la tactique révolutionnaires du programme communiste: "Pour conduire cette lutte de longue haleine à la victoire (il s'agit de la lutte pour la révolution prolétarienne — NDLR), le prolétariat appliquera un principe central de toute stratégie et de toute tactique révolutionnaires qui consiste à **construire et à renforcer constamment le camp de la révolution tout en affaiblissant celui de la réaction...**" (souligné par nous).

Voilà ce qui doit guider toutes les actions du prolétariat révolutionnaire, et ce qui est l'essence, le fil conducteur de la tactique et de la stratégie de son parti, le parti prolétarien. Voilà donc aussi ce qui doit guider le parti prolétarien au plan des revendications immédiates.

Mais si les revendications immédiates ont pour fonction de contribuer au développement de la stratégie et de la tactique révolutionnaires dans les conditions concrètes du Canada, elles ne sont pas le seul terrain d'action du parti prolétarien, elle ne sont pas en elles-mêmes sa stratégie et sa tactique. Ce parti est un parti révolutionnaire qui se fixe pour but le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, son expropriation, la destruction du capitalisme et la construction du socialisme. Par exemple, le parti se fixe pour tâche d'"unir le prolétariat des diverses nations et minorités nationales, unir les diverses couches populaires en lutte contre l'oppression et l'exploitation sur la ligne définie par le parti, et gagner à sa direction les organisations de masse, en particulier les syndicats" (article 15-b), et "d'armer les masses pour faire face à la violence réactionnaire et assurer la victoire de la révolution dans toute situation insurrectionnelle" (article 15-c).

Il saute aux yeux que pour accomplir ces tâches, le parti prolétarien ne peut s'en remettre uniquement aux revendications immédiates, lesquelles sont des exigences du prolétariat dans les conditions actuelles du régime bourgeois. Il ne viendrait à l'idée de personne, par exemple, d'exiger que la bourgeoisie arme les masses pour qu'elles puissent mieux l'abattre. Est-ce à dire que ces revendications ne contribuent pas à l'accomplissement de ces tâches? Bien au contraire, elles doivent être vues comme une partie intégrante des tâches du parti. Plus encore, la justesse du choix de ces revendications dépend en grande partie de leur capacité de concourir au développement de ces tâches, et ainsi d'impulser la lutte des masses dans une direction précise, celle de la révolution socialiste. Comment les revendications peuvent-elles jouer ce rôle? C'est ce que nous allons voir.

La fonction des revendications immédiates dans le programme communiste

Les programmes des partis bourgeois et révisionnistes offrent une grande variété de revendications, ou plus exactement de **promesses**, toutes destinées, selon les partis, à améliorer le sort du peuple. Trudeau avait promis la "société juste", la réduction des inégalités entre les régions et une répartition plus équitable de la richesse sociale entre les ci-

"Dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique, le prolétariat doit livrer un combat acharné en ne négligeant aucun moyen de lutte. Il doit mener des luttes et mettre de l'avant des perspectives destinées à affaiblir ses ennemis, à renforcer ses capacités de combat et à rassembler sous le leadership de son parti l'immense majorité des masses laborieuses de la ville et de la campagne. Le parti doit rattacher les revendications immédiates du prolétariat et des masses à leurs revendications essentielles que seule la révolution socialiste pourra pleinement satisfaire..." (Extrait de l'article 16 du Projet de programme **présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!)**

toyens, etc.; le NPD et le "PCC" veulent contrôler les monopoles et rétablir la libre entreprise en aidant les petits capitalistes, selon leur vision de la "transition au socialisme"; le PQ promet rien de moins que l'établissement "d'un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs" (7) tout en laissant intacte la base même de cette exploitation, la propriété privée des moyens de production.

En d'autres mots, il y a tout là-dedans. Tout le monde promet aux masses que tel parti va réduire dans différents domaines l'exploitation et l'oppression dont elles sont victimes. Et toutes ces promesses reposent sur l'illusion propagée par la bourgeoisie que l'évolution économique et politique d'un Canada capitaliste (ou d'un Québec capitaliste) peut être orientée vers un mieux-être progressif et ininterrompu des travailleurs, sans que soit remis en question les bases mêmes du système capitaliste.

Il arrive même que ces promesses présentent démagogiquement des solutions qui ne peuvent pas être appliquées dans le cadre du régime capitaliste. C'est le cas par exemple du "plein emploi" que le NPD dit pouvoir atteindre maintenant, que le "PCC" dit pouvoir réaliser sous son gouvernement de coalition anti-monopoliste, et que le PQ, plus subtilement, dit "viser à atteindre" (8). En fait, le "plein emploi", à moins qu'il ne s'agisse que d'une mesure conjoncturelle et d'un chômage déguisé, dans le style des Projets Canada au travail et autres mascarades, ne peut être atteint sous le capitalisme. A moins bien entendu que le capitalisme cesse d'être ce qu'il est pour se muer en son contraire comme par magie... Le preuve est faite que le capitalisme et le chômage vont ensemble comme le feu et la fumée. Affirmer le contraire n'est que pure démagogie.

Le programme communiste, lui, dit la vérité. Le plein emploi est incompatible avec les lois du système économique capitaliste; pour le réaliser, il faut construire le socialisme. Ceci ne veut pas dire que la lutte des chômeurs pour du travail et que la lutte contre la fermeture des usines et la réduction des services sociaux ne sont pas justes et qu'il ne faudrait pas les soutenir. Au contraire, il faut appuyer et même intensifier ces luttes de masse pour forcer les capitalistes et leurs gouvernements à offrir du travail. La tâche ici est d'établir un rapport de forces contre les capitalistes et leur Etat et les dénoncer. Cela est une chose. Mais c'est une toute autre chose de présenter cela comme une promesse ou comme une revendication compatible avec le système capitaliste.

Cet exemple nous amène évidemment à la question de la nature et de la fonction des revendications immédiates dans le programme de la révolution prolétarienne. En clarifiant cela on pourra mieux comprendre la raison du choix des revendications immédiates dans le programme proposé par EN LUTTE!

L'article 16 du **Projet de programme** d'EN LUTTE! formule de façon claire la fonction des revendications immédiates. Il dit: **"Dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique, le prolétariat doit livrer un combat acharné en ne négligeant aucun moyen de lutte. Il doit mener des luttes et mettre de l'avant des revendications destinées à affaiblir ses ennemis, à renforcer ses capacités de combat et à rassembler sous le leadership de son parti l'immense majorité des masses laborieuses de la ville et de la campagne".**

Comme on peut facilement s'en rendre compte, cela n'a rien à voir avec les promesses des partis bourgeois et révisionnistes. Le programme parle ici, comme partout ailleurs, **des tâches du prolétariat** et non de ce qu'un sauveur providentiel va faire pour lui.

Trois choses doivent ici retenir notre attention. Les revendications ont pour fonction:

1) **d'affaiblir les ennemis du prolétariat,**
2) **de renforcer sa capacité de combat,**
3) **de rassembler sous le leadership de son parti les masses laborieuses du Canada.**

Les revendications immédiates du programme communiste visent donc, en partant des conditions concrètes que vivent les masses dans notre pays, à identifier les terrains de lutte les plus importants, ceux qui vont permettre le meilleur développement possible de la lutte de classe du prolétariat. Pour y voir plus clair, reprenons les éléments qui servent à définir la fonction des revendications immédiates.

Affaiblir les ennemis du prolétariat et renforcer ses capacités de combat. Il peut sembler évident qu'un parti qui veut en finir avec l'oppression et l'exploitation capitalistes mette de l'avant des revendications destinées à affaiblir la bourgeoisie. Pourtant il n'est pas rare de voir de prétendus socialistes et de prétendus révolutionnaires, même que l'espèce qui se disent marxistes-léninistes, proposer des stratégies et des tactiques qui, sous prétexte de favoriser le mouvement vers le socialisme, contribuent dans les faits à renforcer l'ennemi de classe.

Prenons l'exemple du NPD et du "PCC". Ces gens se prétendent "socialistes" et même "communistes" (dans le cas du "PCC"). Tous deux affirment lutter pour un Canada socialiste. Tous deux affirment vouloir combattre l'exploitation capitaliste. Et pourtant, tous deux affirment du même souffle qu'ils sont les plus fermes défenseurs des "bons" capitalistes non-monopolistes contre les "méchants" monopoles. Ils sont prêts à subventionner encore et encore, pourvu qu'ils en retirent leurs faveurs électorales.

Voici comment le NPD voit les choses: "Les gouvernements des vieux partis entretiennent une autre illusion: ils font encore l'éloge de la "libre entreprise". En son nom, ils ont affaibli la croissance économique du Canada et celle de tous les canadiens (donc aussi des monopoles canadiens — NDLR). En réalité, l'économie est aux mains des grandes sociétés et la véritable liberté d'entreprise a été supprimée. Le Nouveau parti démocratique accordera de meilleures chances de réussite à l'entreprise authentiquement privée en assurant une croissance stable et en freinant la mainmise des corporations sur l'économie" (9). Prétendre combattre le capitalisme et promettre d'accorder "de meilleures chances de réussite à l'entreprise authentiquement privée", c'est-à-dire à l'entreprise authentiquement capitaliste, voilà comment les sociaux-démocrates expliquent ce qu'ils ont le culot de nommer une politique économique "socialiste". Qui a déjà observé que les succès des capitalistes ne se soient pas du même coup accompagnés d'une augmentation de l'exploitation des travailleurs? Mais cela, c'est la conception social-démocrate de l'affaiblissement de la bourgeoisie et du renforcement de la classe ouvrière!; renforcer ces petits et moyens capitalistes qui emploient 60% de la main-d'oeuvre canadienne et où les conditions de travail et les salaires sont parmi les pires au pays. Les ouvriers de la Commonwealth Plywood au Québec en grève depuis des mois contre un boss qui refuse de reconnaître leur syndicat, seront sans doute ravis d'apprendre que le NPD a une si haute opinion de leur boss réactionnaire.

Et comme si tout cela n'était pas suffisant, le NPD se fait le défenseur de tous les capitalistes canadiens, des gros comme des petits, sous prétexte cette fois de contrer la mainmise américaine sur l'économie. Ecoutons-le:

> *"De plus, le Nouveau parti démocratique adoptera une loi incitant les compagnies qui font des affaires au Canada à se "canadianiser". Ainsi un pourcentage minimum de leur capital devra être souscrit par des Canadiens résidents au Canada. De même, une certaine proportion des membres du conseil d'administration devront être canadiens et résider au Canada. Le gouvernement néo-démocrate fédéral et, dans la mesure du*

possible, les gouvernements provinciaux entreprendront des négociations échelonnées sur plusieurs années dans le but de rapatrier certaines ressources et industries canadiennes..." (10)

N'est-ce pas merveilleux? L'oligarchie financière canadienne peut dormir sur ses deux oreilles bien tranquillement car le NPD se charge de lui assurer des sources d'investissement encore plus alléchantes. Mais le NPD n'a pas attendu d'être au pouvoir pour se mettre à la tâche et d'en faire une revendication immédiate. Il a déjà entrepris de faire ses preuves et de se rendre aimable aux yeux des monopoles canadiens. En effet, lors des récentes négociations entourant le contrat de construction du pipeline du Mackenzie, le NPD s'est fait le plus acharné défenseur des revendications des "corporations" canadiennes, ce qui a inspiré la phrase suivante à un journaliste de Radio-Canada: "Les Corporate Welfare **bums** du NPD se sont transformés en Corporate Welfare **chums** du NPD." Ce qui décrit bien l'opportunisme de la social-démocratie.

Pour ne pas être en reste dans cette course aux faveurs de la bourgeoisie canadienne, le "PCC" entonne lui aussi le refrain de l'anti-monopolisme et de la canadianisation du capitalisme; tout cela, bien entendu, sous prétexte de servir les intérêts des travailleurs et "d'ouvrir la voie au socialisme". Ainsi déclare-t-il dans son programme:

"Les vieux partis (comme pour le NPD, les partis au pouvoir au Canada sont critiqués parce qu'ils sont "vieux" et non parce qu'ils sont bourgeois — NDLR) et leurs gouvernements sont les soutiens de la domination monopoliste, et les luttes populaires contre cette domination visent d'abord le gouvernement et l'Etat qui la soutiennent. La rupture de l'étreinte monopoliste du Canada libérerait l'économie de notre pays du contrôle étranger et de la domination du capitalisme monopoliste canadien. Elle constituerait à la fois une transformation démocratique nationale et radicale, une poussée de l'action démocratique populaire qui ouvrirait la voie à un progrès sur le chemin du socialisme." (11)

Bien sûr! Et pour s'en convaincre, on n'a qu'à s'inspirer du "glorieux" exemple du Chili, là où le "chemin du socialisme" à la manière révisionniste est pavé du sang de centaines de milliers de travailleurs!

Il est significatif que l'opportunisme adopte partout le même modèle tactique, la même façon de poser le problème de la voie de la révolution et des revendications immédiates pour lesquelles il faut lutter. Bien que leurs arguments et leurs justifications varient, leurs méthodes sont du pareil au même. Qu'il s'agisse du NPD avec son évolution graduelle et sans heurt vers le "socialisme démocratique", qu'il s'agisse du "PCC" avec son étape de gouvernement de coalition anti-monopoliste, qu'il s'agisse des trotskystes avec leur "programme de transition", ou encore du "PCC(m.-l.)" avec sa "révolution de masse démocratique anti-impérialiste" ou de la Ligue communiste avec ses "plate-formes de lutte de classes" et son étape anti-superpuissances, l'essence de la tactique est la même: justifier les compromis opportunistes avec la bourgeoisie sous prétexte que la révolution n'est plus ou n'est pas encore à l'ordre du jour; mettre de l'avant des revendications qui renforcent dans les faits l'ennemi de classe (soit économiquement, soit politiquement, soit militairement) et qui limitent la lutte de masse à des objectifs immédiats partiels.

Or le programme communiste ne mérite son nom que s'il fonde ses revendications sur le principe **d'affaiblir les ennemis du prolétariat et de renforcer sa capacité de combat**. Ces deux choses sont indissociables. On ne peut d'un côté aider au renforcement de l'ennemi et de l'autre prétendre renforcer la capacité de combat du prolétariat. Ce genre de pirouette est une marque de commerce de l'opportunisme et du révisionnisme.

Le **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! affirme de plus que les revendications immédiates doivent contribuer à **rassembler sous le leadership du Parti prolétarien l'immense majorité des masses laborieuses de la ville et de la campagne**. Ceci veut dire d'abord que les revendications immédiates doivent défendre les intérêts de l'ensemble du prolétariat canadien, et non d'une de ses couches. Ce sont des revendications qui concernent aussi d'autres fractions de classe qui, dans certaines circonstances, lutteront aux côtés du prolétariat pour contrer telle ou telle attaque de la réaction, comme c'est le cas présentement des démocrates qui s'élèvent de plus en plus contre la répression policière et l'extension des pouvoirs anti-démocratiques de la police politique (GRC).

C'est dans la lutte quotidienne contre toutes les formes d'oppression que le prolétariat fait la preuve qu'il représente vraiment les intérêts de tous ceux qui, de diverses façons, subissent l'oppression sous le capitalisme. Qu'il s'agisse des droits démocratiques fondamentaux, de la politique extérieure du Canada ou des conditions de vie générale des masses sous le capitalisme, le prolétariat est la seule classe capable d'offrir une direction et un soutien conséquents à tous ceux qui souffrent du capitalisme et de l'impérialisme dans notre pays. C'est notamment en se faisant le champion de la défense des revendications du programme communiste que le prolétariat parvient à unir sous le leadership de son parti l'ensemble des masses laborieuses. Comme on le verra plus loin, ces revendications sont enracinées dans la réalité concrète du Canada et la lutte pour les imposer à la bourgeoisie permet de développer, dans tous les domaines, tout mouvement d'opposition à l'oppression et à l'exploitation.

Est-ce à dire que le programme communiste cesse pour autant d'être le programme d'une classe déterminée, le prolétariat, et qu'à peu près tout le monde peut y trouver un remède à ses problèmes? Aucunement. Ces revendications concernent d'autres classes ou fractions de classes dans la mesure où, sur une question particulière et pour un temps déterminé, leurs intérêts coïncident avec ceux du prolétariat. Or, seul le prolétariat a intérêt à mener à terme l'ensemble du programme communiste, c'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie, à l'abolition de la propriété privée des moyens de production et à l'instauration du socialisme. Là-dessus le programme communiste est très ferme et jamais il ne fait de concession de principe aux autres classes. Mais en même temps il affirme que le prolétariat est le représentant authentique et naturel de tous ceux qui, sous le capitalisme, ont à subir les attaques de la réaction. C'est dans cette mesure que les revendications immédiates du programme du prolétariat concernent aussi d'autres couches et fractions de classe, et que dans la lutte pour imposer ces revendications à la bourgeoisie, le prolétariat démontre que lui seul peut assurer le passage à une société où l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme n'existeront pas.

Pourquoi lutter aujourd'hui pour des revendications qui ne peuvent être pleinement satisfaites que sous le socialisme?

Il peut sembler inconséquent d'affirmer d'un côté que seule la révolution socialiste permettra de résoudre à fond les problèmes des masses sous le capitalisme et, d'un autre côté, d'appeler le prolétariat à la lutte pour des revendications immédiates dont la satisfaction, même partielle, constitue une

amélioration certaine de ses conditions de vie. Tantôt nous avons critiqué les opportunistes qui tentent de réduire la lutte de classes à la lutte pour des réformes partielles et à des objectifs particuliers ou "transitoires". N'est-ce pas ce que fait le programme communiste quand il met de l'avant des revendications immédiates?

Rappelons d'abord quelques éléments examinés jusqu'ici. On a vu que les revendications immédiates sont une partie intégrante du programme communiste et qu'elles doivent, de ce fait, contribuer à la réalisation des tâches générales du parti prolétarien. On a vu aussi que ce sont des revendications qui ont pour fonction d'affaiblir les ennemis du prolétariat, de renforcer ses capacités de combat et de rassembler sous le leadership de son parti l'immense majorité des masses travailleuses de la ville et de la campagne. Voyons maintenant quelle est la place de la lutte pour ces revendications dans le processus général de la révolution socialiste au Canada.

Ces revendications ne sont pas l'invention de rêveurs qui, un beau matin, se seraient mis à la recherche de toutes les réformes et de toutes les améliorations souhaitables aux conditions de vie des masses travailleuses dans le cadre du système capitaliste. Ce ne sont pas non plus des mots d'ordre creux, irréalisables dans les conditions actuelles du Canada. Ce sont des revendications partiellement réalisables, mais que "seule la révolution socialiste pourra **pleinement** satisfaire." (article 16, souligné par nous).

Ce ne sont donc pas les marxistes-léninistes qui décident **selon leur bon vouloir** quelles sont les revendications qui peuvent le mieux contribuer au développement des conditions les plus favorables à la révolution socialiste. C'est en analysant les conditions historiques concrètes du pays en fonction des intérêts du prolétariat et de la révolution socialiste que l'on peut déterminer les revendications immédiates qui sont au coeur du développement de la lutte des classes dans ce pays.

Mais ce développement ne s'effectue pas d'une façon mécanique et linéaire. En d'autres mots, la façon dont évolue la société canadienne, la rapidité ou la lenteur de cette évolution, etc., sont déterminées principalement par la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est le rapport de forces entre ces deux classes qui détermine le degré d'oppression des masses, lequel sera plus ou moins grand selon la force du prolétariat, qui détermine les conditions générales d'exercice de la démocratie, les progrès ou les reculs des conditions de vie générales du peuple, etc. Le rapport de forces entre les deux classes fondamentales de la société canadienne affecte tous les domaines de la vie de notre pays: l'économie, l'idéologie, la politique nationale et internationale. Ainsi, par exemple, si le prolétariat est affaibli, la bourgeoisie aura beau jeu: pour imposer restriction sur restriction à l'exercice des droits démocratiques; pour réprimer davantage les couches les plus démunies du prolétariat, comme les immigrants, les chômeurs, les femmes; pour développer ses activités impérialistes dans le monde et contribuer aux préparatifs de la guerre mondiale.

C'est par **l'analyse scientifique de ces conditions concrètes** de la lutte des classes au Canada que les marxistes-léninistes parviennent à identifier les revendications immédiates les plus susceptibles de transformer le rapport de forces dans le sens des intérêts du prolétariat et de la révolution socialiste. On peut ainsi dire que les revendications immédiates expriment les tendances fondamentales de la lutte des classes au Canada et qu'elles sont, à ce titre, un aspect du processus général de la révolution canadienne. L'action du parti prolétarien est d'agir sur ces tendances pour favoriser le mûrissement des conditions de la révolution socialiste.

Ces revendications ne s'imposent pas spontanément. A une époque où les collectionneurs de revendications "à la mode" sollicitent le prolétariat avec leurs "Cahiers de revendications" et prétendent détenir ainsi le programme ouvrier, il est particulièrement important d'insister sur le fait que seule une **analyse scientifique**, menée d'un **point de vue de classe révolutionnaire conséquent**, peut permettre d'identifier correctement les revendications essentielles immédiates autour desquelles il faut unir les masses travailleuses du pays. Les romans fleuves du NPD et des groupes comme le Regroupement des militants syndicaux (RMS) au Québec (ce "front" pour les trotskystes du GSTQ), fourmillent de demandes et de revendications qui, totalisées, ne sont rien d'autre qu'un idéal de rénovation du système capitaliste, c'est-à-dire une illusion purement réformiste. Envisagée du point de vue de la création du parti prolétarien, du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, la méthode de collectionneur de revendications mise de l'avant par le GSTQ/RMS ne peut en aucune façon aboutir à un véritable programme du parti révolutionnaire, malgré les affirmations de ces trotskystes. La limite de ces programmes fleuve, où tout-le-monde-peut-trouver-satisfaction, est celle des vieux partis réformistes, sociaux-démocrates ou travaillistes, des programmes qui n'ont aucune force, des programmes qui diluent la lutte de classe dans une mer de revendications partielles et qui ne peuvent être autre chose que le programme sans vigueur d'un parti aux contours flous, incapable d'offrir la direction révolutionnaire dont les masses travailleuses ont besoin pour se libérer du joug capitaliste.

Ceci ne veut pas dire que les revendications du programme communiste ne seront pas un guide pour les revendications plus partielles et plus conjoncturelles de la classe ouvrière. Au contraire, les revendications du programme communiste sont justement un instrument essentiel permettant de lier les autres revendications partielles ou conjoncturelles qui surgissent dans les luttes de la classe ouvrière, aux revendications fondamentales du programme et à l'ensemble de ses perspectives révolutionnaires. Ainsi par exemple, l'article 16c du programme qui revendique l'égalité totale en droit et en fait des hommes et des femmes ouvre la porte à l'intervention des communistes pour soutenir la lutte que mènent les femmes du peuple pour des congés de maternité payés ou pour des garderies. Les revendications immédiates du programme communiste fournissent ici justement une arme tranchante pour soutenir toutes les luttes des masses qui vont justement dans le sens de l'égalité en droit et en fait des hommes et des femmes et faire en sorte que ces luttes, non seulement conduisent à des victoires, mais permettent de porter des coups de plus en plus solides à la bourgeoisie canadienne. Il en va de même de la revendication qui réclame l'abolition de toutes restrictions au droit de grève et d'association. Cette revendication, liée à l'ensemble du programme communiste ouvre un champ d'intervention extrêmement large aux communistes pour y diffuser leur programme et fournir une direction révolutionnaire aux luttes de la classe ouvrière.

Le point de vue communiste sur les revendications immédiates ne doit pas être confondu avec la conception révisionniste et réformiste de l'amélioration harmonieuse et ininterrompue des conditions de vie matérielle et culturelle des travailleurs. L'analyse générale du développement de la société canadienne montre qu'elle tend nécessairement vers un affrontement entre les forces du progrès et de la révolution, d'une part, et celles de la réaction, d'autre part. Cette analyse montre que toutes les victoires partielles du prolétariat sont conditionnelles, jamais acquises une fois pour toutes et constamment remises en question par la bourgeoisie. Cette situation permet de développer la conscience révolutionnaire, c'est-à-dire la conscience que pour vraiment réaliser les aspirations des masses travailleuses à la démocratie la plus large, à la justice et au bien-être matériel et moral, il faut en finir définitivement avec le capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie. Mais cette conscience ne se développe que si le programme

communiste est là pour l'orienter.

C'est pourquoi l'article 16 du **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! affirme que seule la révolution socialiste peut **pleinement** satisfaire les revendications essentielles des masses travailleuses.

Les revendications immédiates ont donc un double caractère. D'une part, elles reflètent les luttes quotidiennes menées par les travailleurs canadiens pour résister à l'exploitation et à l'oppression, et pour améliorer leurs conditions d'existence. D'autre part, elles permettent d'identifier les terrains de lutte les plus importants, ceux où l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie revêt un caractère décisif pour le déroulement de la lutte révolutionnaire au Canada.

A travers les luttes menées pour la satisfaction de ces revendications, les masses laborieuses développent leurs organisations et la conscience de la justesse du programme communiste. Les succès obtenus, comme jadis le suffrage universel, le droit de vote pour les femmes, la journée de 8 heures, le droit d'association et le droit de grève, etc., montrent qu'unies et organisées, les masses peuvent imposer un nouveau rapport de forces à la bourgeoisie. Les échecs ou les reculs temporaires, comme l'abolition du droit de grève dans certains secteurs, la limitation du droit d'association et d'expression, la baisse des salaires, l'extension du temps supplémentaire obligatoire, etc., démontrent concrètement que pour véritablement bâtir un monde meilleur, les travailleurs doivent arracher à la bourgeoisie le pouvoir qui lui permet d'imposer ses volontés à la majorité du peuple canadien.

Les revendications immédiates contenues dans le programme communiste sont donc à la fois réalisables sous le capitalisme mais ne sont **pleinement réalisables** que sous le socialisme. Elles sont compatibles avec le régime capitaliste, mais leur satisfaction dépend du rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie, lequel tend nécessairement vers son renversement complet en faveur du prolétariat.

Concrétisons cela maintenant en examinant les revendications immédiates contenues dans le **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! Ces revendications peuvent être regroupées en trois catégories: 1) les revendications démocratiques essentielles — (16a, b, c, d); 2) les revendications économiques essentielles — (16e, f); 3) les revendications qui expriment les devoirs internationalistes du prolétariat — (16g, h).

Les revendications démocratiques essentielles

Les revendications **16a, b, c,** et **d** concernent les droits démocratiques fondamentaux pour lesquels le prolétariat doit combattre dans le but d'affaiblir la bourgeoisie, de renforcer sa capacité de combat et ainsi d'établir un rapport de forces qui lui soit de plus en plus favorable dans la lutte de classes au Canada.

Les luttes démocratiques et la révolution socialiste au Canada

Il est inutile de s'étendre ici longuement sur la tendance marquée du pouvoir bourgeois à la réaction et à la négation des droits démocratiques, voire même au fascisme. La bourgeoisie impérialiste canadienne a abondamment fait la preuve qu'elle entend conserver le pouvoir coûte que coûte, et que ses intérêts, en particulier ses intérêts impérialistes, l'obligent à augmenter l'exploitation des travailleurs et à restreindre constamment leurs droits. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à rappeler l'avalanche de lois répressives et d'attaques qui se sont abattues sur la classe ouvrière canadienne ces dernières années: loi C-73 pour baisser les salaires et neutraliser le droit de négociation, loi C-24 contre les travailleurs immigrés, loi C-27 contre les chômeurs, mesures contre les assistés sociaux, expropriation des autochtones, agressions policières contre les grévistes, injonctions, emprisonnements, interdiction de l'affichage, loi anti-manifestation... et la liste pourrait s'allonger encore!

Dans ces conditions, la lutte pour préserver et étendre les libertés démocratiques revêt une importance vitale pour le développement de la lutte de classe du prolétariat en général, et en particulier de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Si on laisse la bourgeoisie sabrer comme elle le fait dans les libertés démocratiques, on prépare le jour où elle pourra imposer sa dictature de façon ouverte et brutale. Car la bourgeoisie sait très bien que la liberté d'expression, d'association, de grève, etc., sont des armes qui un jour ou l'autre se revirent contre elle. Elle sait très bien que si elle laisse les masses développer leurs organisations de résistance, comme les syndicats, si elle laisse se développer le travail d'organisation et d'éducation révolutionnaires dans les masses, si elle ne met pas un frein à la tendance au développement et à la radicalisation des actions de masse, elle sait très bien que dans des conditions d'affrontement plus décisifs elle risque de se voir détrôner. Elle aussi, n'en doutons pas, sait par expérience que ces jours d'affrontement révolutionnaire s'en viennent; elle sait que le pourissement de la crise économique et politique qui secoue le monde impérialiste aujourd'hui annonce une période de tempêtes révolutionnaires. C'est pourquoi elle a entrepris de mettre la hache dans les droits démocratiques fondamentaux des masses. Son but: les affaiblir et réduire le plus possible leurs capacités de combat. C'est en ce sens qu'on peut dire que les luttes démocratiques ont une portée stratégique, c'est-à-dire qu'elles concourent à favoriser les meilleures conditions pour le développement de la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Les luttes démocratiques ont aussi une portée de toute première importance dans la mesure où elles permettent de préparer les forces populaires à la gestion de l'économie et à la participation massive aux affaires de l'Etat socialiste.

Quand nous disons que les luttes démocratiques ont une **"portée stratégique"**, nous ne voulons pas dire qu'en les étendant à l'infini on parviendrait à la libération des travailleurs, ou que cette façon de voir les choses constitue la voie stratégique pour le socialisme. Il faut aussi mettre en garde contre la conception **étapiste** de la voie de la révolution, laquelle considère la lutte démocratique comme une étape entière **avant** la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme. Les luttes démocratiques ne sont pas une étape indispensable au sens où elles seraient des conditions **absolues** pour la révolution. Vues de cette façon, elles ne sont plus qu'un carcan qui limite la lutte de classe du prolétariat à l'horizon des réformes. Ces deux façons de voir les choses sont la version réformiste de la "portée stratégique" des revendications immédiates sur le terrain des droits démocratiques. Envisagé d'un point de vue révolutionnaire, le problème est celui de la fonction des luttes démocratiques que les masses doivent mener en régime capitaliste, dans le cadre plus général du processus de la révolution socialiste. En d'autres mots, les réformistes considèrent les réformes en elles-mêmes, sans les situer dans la perspective d'une transformation fondamentale et radicale de la société. Les révolutionnaires, eux, voient les réformes comme un aspect de la lutte de classes, aspect subordonné au tout qu'est la lutte de classe pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Les réformes ne sont pas un but en elles-mêmes, elles ne sont pas des étapes ni des conditions absolues à la lutte révolution-

naire. Une situation révolutionnaire peut très bien surgir alors que la lutte démocratique n'a pas atteint le développement qu'on aurait pu souhaiter. Est-ce là une raison pour refuser de s'engager dans le combat final pour renverser la bourgeoisie? Evidemment, non. Ce qui ne doit pas nous faire oublier pour autant que les luttes démocratiques ont une fonction dans le processus général de la révolution et que leur portée est non seulement tactique mais aussi stratégique.

a) Plein droit d'expression, d'association et d'organisation économique et politique du prolétariat et des couches populaires et entière indépendance de ces organisations, y compris des syndicats, face à l'Etat bourgeois;

S'il est un domaine où la bourgeoisie aime bien fourrer ses griffes, c'est bien le droit d'expression et d'association. La **vérité** et la **résistance organisée** des masses travailleuses sont deux choses dont elle se méfie comme de la peste. Par contre, la recherche de la vérité et sa propagation large, ainsi que l'organisation, sont deux armes que les masses laborieuses valorisent énormément.

Défendre le **droit d'expression** contre les attaques de la bourgeoisie, c'est défendre la possibilité pour les travailleurs d'exprimer leurs idées, leurs sentiments, leur colère et leurs exigences en tout lieu, en tout temps et par les moyens qu'ils jugent nécessaires. C'est défendre le droit des ouvriers à l'information et à la connaissance. C'est défendre le droit de diffuser ces idées et ces informations parmi les masses, dans la rue, aux portes des usines, dans les lieux de travail, dans les écoles.

Seuls la bourgeoisie et ses agents dans le mouvement ouvrier ont intérêt à limiter et même à interdire la circulation des idées parmi les masses. Ce sont les Drapeau (maire de Montréal), les juges, les patrons, les boss syndicaux qui font tout pour que les travailleurs soient tenus à l'écart de la vérité, et en particulier de cette grande vérité que seule la révolution socialiste peut balayer la pourriture du système capitaliste.

Nous assistons présentement à une escalade extrêmement dangereuse d'interdictions de toutes sortes qui limitent de plus en plus le droit d'expression: interdiction de pénétrer dans l'usine avec un journal communiste et même syndical jusqu'à la suppression des cours d'histoire et de philosophie dans les écoles; interdiction de l'affichage public et des manifestations jusqu'à la suppression des cours marxistes dans les universités. C'est toujours la même chanson: la tentative de la bourgeoisie de museler les masses, de les garder dans l'ignorance pour mieux les tromper. Entre ces gestes et la destruction massive de la littérature dite "subversive", il n'y a pas de différence essentielle mais seulement une différence de degré.

Les véritables communistes n'ont pas peur de la vérité ni de la confrontation des idées dans les masses. Au contraire, ils savent que la vérité est révolutionnaire et qu'elle finit toujours par triompher. Ils savent que les masses travailleuses finiront par discerner parmi les innombrables solutions qu'on leur propose laquelle indique le chemin qui conduit vraiment à leur émancipation. C'est pourquoi ils sont en tout temps les plus farouches défenseurs de la liberté d'expression et qu'ils en font une revendication essentielle du programme de la révolution prolétarienne.

Mais les attaques contre le droit d'expression sont insuffisantes pour assurer à la bourgeoisie le renforcement de sa domination sur les masses travailleuses. Pour cela elle doit absolument limiter, encadrer, neutraliser et même interdire les organisations vouées à la défense des intérêts économiques et politiques des travailleurs.

Nous vivons dans un pays où le droit d'association a été gagné de haute lutte par la classe ouvrière. De nombreux ouvriers ont dû subir la répression la plus féroce à l'époque des premiers syndicats. Emprisonnements, amendes, assassinats de chefs syndicaux, déportation d'ouvriers immigrés, tel était le sort que la bourgeoisie réservait aux pionniers du mouvement syndical canadien. Mais l'acharnement des masses, leur héroïsme et leur esprit d'organisation sont venus à bout de la réaction bourgeoise dans ce domaine, et le droit d'association a été arraché aux gouvernements.

Mais la bourgeoisie n'a pas pour autant abandonné la lutte. Ce qu'elle ne pouvait obtenir par l'interdiction pure et simple des syndicats elle tente constamment de l'obtenir par la neutralisation des organisations de masse, notamment par l'intégration de ces organisations à la machine d'Etat. C'est ce qui explique ses tentatives constantes de s'ingérer dans les affaires internes des syndicats, de contrôler leur fonctionnement, les scrutins de grève, les fonds syndicaux. etc. C'est dans ce but aussi qu'elle offre des fauteuils aux chefs syndicaux vendus dans certains appareils gouvernementaux, commissions et autres organismes d'Etat dans le but de rendre les syndicats complices de ses politiques répressives.

Il est inutile de rapporter ici toutes les mesures que prend la bourgeoisie pour limiter et neutraliser le droit d'association. Il faut par contre insister sur l'importance capitale du combat que mènent les travailleurs pour préserver et étendre ce droit. Imaginez un peu ce que serait le sort des masses travailleuses si la bourgeoisie parvenait à ses fins. Imaginez que les organisations ouvrières soient ou bien interdites ou bien entièrement placées sous le contrôle direct de l'Etat bourgeois. Non seulement il serait quasiment impossible de résister à l'oppression quotidienne du capital, mais il deviendrait extrêmement difficile de développer le mouvement pour la révolution socialiste au Canada. Il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit d'une question vitale pour le prolétariat, lui qui, devant la bourgeoisie, n'a que l'arme de l'organisation.

C'est pour toutes ces raisons que le programme communiste doit accorder beaucoup d'attention à la défense du **droit d'expression et d'association**. La portée pratique de cette revendication est énorme, tant pour la défense des intérêts économiques et politiques immédiats des travailleurs que pour la lutte révolutionnaire. C'est cette revendication essentielle que les ouvriers, les progressistes et tous ceux qui ont à coeur les intérêts démocratiques du peuple doivent défendre quand la bourgeoisie tente de museler et de neutraliser les masses et leurs organisations. C'est elle qu'il faut mettre de l'avant quand les boss interdisent la lecture de tel journal dans l'usine, quand le gouvernement interdit l'affichage, les manifestations et la distribution de tracts et de journaux, quand le Parti québécois veut museler l'opposition à son projet séparatiste, quand il oblige les organisations politiques à lui soumettre la liste de ceux qui les appuient financièrement.

Comme on le voit, bien que la revendication ne comporte pas littéralement toutes les revendications particulières qui sont du domaine du droit d'expression et d'association, elle les inclue toutes. Son caractère général et précis à la fois en fait un instrument de combat efficace qui peut unir sur ce terrain tous ceux qui peuvent être unis contre la réaction bourgeois. C'est en cela qu'elle joue pleinement son rôle pour affaiblir la bourgeoisie, pour renforcer la capacité de combat du prolétariat et pour unir autour de son parti tous ceux qui s'opposent à l'arbitraire policier, aux pratiques antidémocratiques de la police politique et à la limitation du droit d'expression et d'association.

b) reconnaissance de fait des droits nationaux de la nation québécoise, y compris le droit de sécession, et des autres minorités nationales, Inuit, amérindiennes et francophones; abolition de toutes formes de discrimination pour toutes les minorités et pour les immigrés;

La crise politique que traverse présentement le Canada illustre parfaitement l'importance du phénomène de l'oppression

nationale dans notre pays. Pour la bourgeoisie canadienne, l'oppression nationale est un moyen de domination sur les masses travailleuses. Pour les démagogues de "l'unité nationale" canadienne et pour ceux du séparatisme québécois, la question nationale est un objet de marchandage odieux derrière lequel se camouflent les intérêts économiques et politiques de différentes fractions de la bourgeoisie. Dans le cas de la bourgeoisie canadienne, il s'agit de préserver le statu quo dans le but de perpétuer la surexploitation de certaines couches de travailleurs grâce à l'oppression nationale du peuple québécois et des minorités inuit et amérindiennes. Dans le cas des bourgeois séparatistes au Québec, il s'agit d'une tentative de prendre à leur compte l'exploitation de la classe ouvrière du Québec, d'une part, et d'autre part de perpétuer à leur avantage l'oppression et l'exploitation des minorités nationales autochtones et des travailleurs immigrés de "la belle province".

Le prolétariat de notre pays est ainsi placé devant la tâche historique de présenter sa propre solution à la question nationale et de bâtir son unité et sa force dans la lutte contre l'exploitation démagogique de la résistance à l'oppression nationale par les différentes cliques bourgeoises. L'histoire du Canada montre que s'il ne parvient pas à réaliser cet objectif, le prolétariat canadien sera en position de faiblesse devant ses ennemis qui, eux, tirent leur force précisément des divisions nationales, du racisme et du chauvinisme qu'ils cultivent de diverses façons depuis l'origine du pays.

Cette revendication sur les droits nationaux du Québec et des minorités nationales de notre pays implique la reconnaissance pleine et entière de fait de tous les droits légitimes de ces différentes couches opprimées de la population canadienne. De quoi s'agit-il? Tout d'abord du droit inaliénable de la nation québécoise à l'autodétermination, y compris jusqu'à la sécession, si sa population en décide ainsi. Ceci signifie que le parti du prolétariat s'engage à respecter toute décision démocratique du peuple québécois concernant la séparation ou non d'avec le reste du Canada et cela même si le parti luttera pour convaincre le prolétariat du Québec que la séparation d'avec ses frères de classe du Canada anglais ne pourrait en aucun cas servir ses intérêts. Ainsi, le parti du prolétariat s'opposera à toute tentative d'enfreindre ce processus démocratique par la force ou autrement. Dans le domaine de la langue, cela implique la pleine reconnaissance des droits linguistiques de la nation québécoise et de toutes les minorités nationales de notre pays, francophones, inuit et amérindiennes. Ainsi, le programme communiste invite le prolétariat à lutter contre tout privilège linguistique d'une langue sur une autre; pour le droit des minorités nationales et de la nation québécoise d'étudier et de travailler dans leur langue; contre toutes les lois qui consacrent aujourd'hui cette inégalité jusque dans la Constitution canadienne. Pour réaliser cette revendication, le prolétariat sera justifié de prendre toutes les mesures nécessaires et de mener les luttes pour obliger par la force les capitalistes à respecter ce droit aujourd'hui bafoué dans tous les coins du pays. Et il en va de même pour les droits culturels des nations et minorités nationales.

La revendication mise de l'avant par le **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! s'attaque à la racine du mal et fournit une orientation de base claire et ferme pour lutter contre toute forme d'oppression nationale et pour bâtir dans cette lutte l'unité révolutionnaire du prolétariat et de toutes les masses opprimées.

Mais pour certains, cela ne serait pas suffisant. Il faudrait, selon les trotskystes de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), comme des divers tenants du mot d'ordre d'**indépendance et socialisme,** lutter **pour la division** effective du prolétariat canadien sous prétexte que la séparation du Québec ébranlerait le pouvoir de la bourgeoisie canadienne, ce qui faciliterait la révolution socialiste. Dans sa **Lettre ouverte aux militant(e)s d'EN LUTTE!,** ce groupe pose la question dans les termes suivants:

> *"Quel serait l'impact de l'indépendance du Québec sur l'Etat canadien? La bourgeoisie canadienne serait-elle affaiblie ou renforcée? L'unité des travailleurs et des travailleuses du Québec et du Canada exige-t-elle automatiquement le maintien du cadre actuel de l'Etat fédéral canadien, si chaudement défendu par la bourgeoisie? Les masses travailleuses ne peuvent-elles pas s'unir dans la lutte pour la destruction de l'Etat fédéral en appuyant pleinement la lutte contre l'oppression nationale par l'indépendance socialiste du Québec?" (13)*

Pour ces gens, la tâche du prolétariat canadien serait de "détruire l'Etat fédéral". Pourquoi? Mais parce que l'Etat fédéral canadien est "chaudement défendu par la bourgeoisie"!

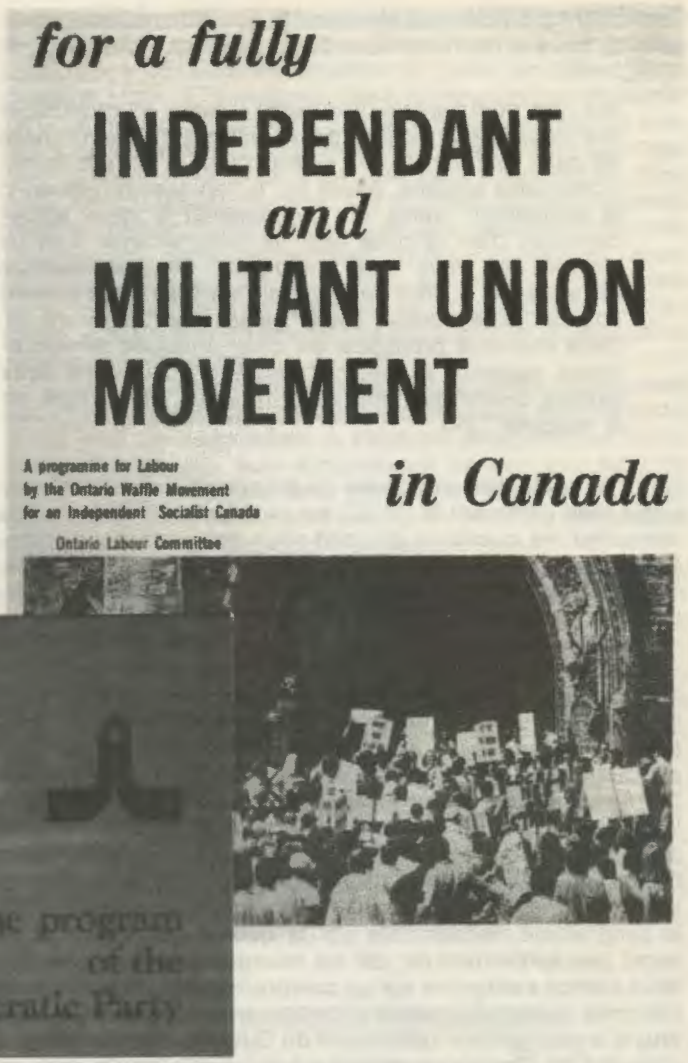
On a là un spécimen typique de la tactique trotskyste, laquelle est toujours agrémentée de concessions opportunistes à certaines fractions de la bourgeoisie et d'une tendance marquée à l'anarchisme petit-bourgeois.

A leur question il faut répondre d'abord que la tâche du prolétariat canadien n'est pas de détruire l'Etat **fédéral** mais l'Etat bourgeois, et de le remplacer par l'Etat socialiste, l'Etat prolétarien, qui, dans certaines conditions, pourrait lui aussi être "fédéral". Ensuite il faut dire que ce n'est pas en prônant la division du prolétariat canadien que l'on renforce sa capacité de combat contre la bourgeoisie. Parce qu'ils ajoutent le mot magique de "socialiste" dans la formule "d'indépendance du Québec", les trotskystes de la LOR s'imaginent que les conditions concrètes vont se modifier en conséquence et que ce sera chose facile, dans la situation actuelle du Canada, de réaliser le mot d'ordre d'indépendance et socialisme, plus "facile", en fait, que la lutte pour l'unité du prolétariat des deux nations. Si les trotskystes n'étaient pas des petits-bourgeois radicaux et doctrinaires incapables d'une analyse concrète le moindrement sérieuse, ils verraient que l'indépendance du Québec aurait pour conséquence non pas un affaiblissement de la bourgeoisie, mais surtout un affaiblissement considérable du prolétariat. Bien sûr la bourgeoisie canadienne qui profite de l'oppression nationale perdrait des plumes. Mais considérée dans son ensemble, c'est-à-dire incluant la bourgeoisie du Québec, et analysée dans son rapport avec le prolétariat, c'est la bourgeoisie qui sortirait plus forte et non le prolétariat.

La revendication telle que formulée dans le **Projet de programme** est la seule qui peut guider correctement la lutte contre l'oppression nationale en réalisant l'objectif central de consolider l'unité du prolétariat canadien contre la bourgeoisie canadienne, y compris celle du Québec. Par son caractère général et fondamental, elle situe sur le même terrain et dans la même perspective les droits des nations, des minorités nationales et des immigrés. Ce terrain, c'est celui des intérêts de classe du prolétariat, celui de son unité contre la bourgeoisie, et cette perspective, c'est celle de la révolution socialiste canadienne. Et c'est là-dessus qu'il faut appeler le prolétariat à s'unir.

Le programme n'a pas à chercher **la formule constitutionnelle** parfaite, **la** solution miracle pour assurer le respect des droits nationaux du Québec. Cela nous aurait éloigné du fond du problème pour nous maintenir sur le terrain des solutions de bout de chemin. Par ailleurs, en prônant la reconnaissance pour la nation québécoise de son droit de sécession, le programme communiste indique clairement qu'il faut s'opposer aux solutions qui nient ce droit fondamental, à la manière des révisionnistes. Voyons comment le Parti communiste du

Nombreux sont les programmes des partis bourgeois et révisionnistes qui sont présentés à la classe ouvrière avec une multitude de promesses ne visant qu'à tromper les masses. Pendant que les réformistes ne veulent que réformer le capital et que les trotskystes proposent les revendications les plus irréalisables, sous prétexte, disent-ils, de développer la conscience de classe du prolétariat, seuls les communistes offrent une perspective révolutionnaire aux luttes immédiates du prolétariat.



Canada ("PCC") prétend résoudre la question nationale québécoise dans le cadre de l'Etat bourgeois actuel réaménagé:

> *"Le Parti communiste propose la création d'une république confédérale dont le gouvernement serait composé de deux chambres: une semblable à la Chambre des Communes actuelle, basée sur la représentativité selon la population; l'autre, qui remplacerait le Sénat actuel, composé d'un nombre égal de représentants élus de chacun des deux Etats nationaux. Chaque chambre devrait avoir le droit de légiférer, mais les deux doivent adopter la législation avant qu'elle n'ait force de loi. Cette structure protègera les deux principes démocratiques suivants à savoir: l'égalité en droit des deux nations quelle que soit leur grandeur, et la règle de la majorité." (14)*

Cette revendication-promesse du programme révisionniste illustre bien comment le "PCC" est passé maître dans l'art de camoufler les questions de fond sous des apparences "progressistes". Que propose-t-il ici? Rien de moins que la consécration de la division nationale et le maquillage de l'oppression nationale par une "réforme de structure". Alors que le problème est la reconnaissance pleine et entière du droit à l'autodétermination, du droit pour le Québec de former un Etat indépendant, et l'élimination de toute forme de coercition dans le domaine culturel et linguistique, le "PCC" ramène le problème à une question de rénovation de l'Etat capitaliste oppresseur des nationalités et des minorités nationales. Donnons aux bourgeois chauvins la chance de faire valoir leurs intérêts dans le cadre d'un Etat fédéral "amélioré"; consacrons la division de la classe ouvrière canadienne et l'hégémonie de la bourgeoisie nationale des deux nations représentées toutes deux dans un "parlement renouvelé"! Voilà le programme révisionniste sur la question nationale. Il ne serait pas surprenant de voir les bourgeois nationalistes des deux camps s'entendre sur un compromis de la sorte. Par ses réformes constitutionnelles le "PCC" offre une alternative de plus à la bourgeoisie nationaliste du Québec et aux bourgeois chauvins du Canada anglais. La bourgeoisie du Québec ne demanderait rien de mieux que cette part du pouvoir politique accrue qui pourrait ainsi accroître sa domination sur la classe ouvrière au Québec. Ce serait aussi à la rigueur un compromis acceptable pour la bourgeoisie canadienne-anglaise au plan politique lui permettant d'éviter de reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination. Ainsi le "PCC" a accouché d'une solution mitoyenne de réajustement du rapport de forces entre deux fractions de la bourgeoisie, lesquelles sont considérées comme les représentantes authentiques du prolétariat des deux nations. Voilà ce que le parti révisionniste canadien a le front d'appeler une solution communiste au problème de l'oppression nationale du Québec. En fait ce n'est qu'une solution réformiste qui laisse de côté les intérêts prolétariens dans la question nationale.

c) égalité en droit et en fait des femmes et des hommes au travail comme dans tous les autres domaines de la vie politique, économique et sociale;

L'expérience de plus de cent ans de lutte a démontré que la lutte des travailleurs pour leur émancipation est indissociable de celle des femmes pour leur libération. Cette expérience montre que le pouvoir bourgeois sur la société ne peut se passer de l'infériorisation des femmes dans tous les domaines de la vie. Au travail, les femmes subissent la discrimination à l'embauche; elles sont moins payées que les hommes même si elles accomplissent un même travail; elles sont le plus souvent reléguées dans des tâches inférieures; dans les moments de crise, elles sont parmi les premières à rejoindre l'armée sans cesse grandissante des sans-travail.

Les statistiques montrent que le système scolaire est orienté de telle sorte que les femmes y sont conditionnées et cloisonnées dans des disciplines "de femme", ce qui perpétue et reproduit leur situation d'infériorité dans le travail social et dans la société en général.

Le système économique capitaliste ne peut admettre les chances égales, en fait, des hommes et des femmes. Il a besoin de la masse des femmes sans travail pour occuper les fonctions les moins bien rémunérées; il en a besoin pour faire pression sur les salaires de la classe ouvrière; il a besoin de l'armée de cuisinières, de femmes de ménage et de garde d'enfants pour entretenir la force de travail des ouvriers, sans frais pour les capitalistes. L'idéologie dominante est une force qui tient les femmes à l'écart de la vie économique et politique de la société.

C'est contre ces maux du capitalisme que la revendication du programme communiste s'élève. L'essence de cette revendication est d'exiger "l'égalité **en droit** et **en fait** des hommes et des femmes". L'égalité **en droit** signifie que le parti prolétarien exige l'abolition de toute loi, toute mesure administrative et juridique qui place les femmes au secong rang ou qui les rend dépendantes de leur mari, selon les régions et les provinces du pays. L'égalité **en fait** des femmes et des hommes signifie, par exemple, que le parti du prolétariat exige l'abolition des pratiques discriminatoires des patrons envers les femmes, au point de vue du salaire, des chances d'embauche et des emplois. Dans certains domaines, cette revendication s'accompagnera d'exigences particulières, comme celle des garderies gratuites pour que les femmes aient des chances égales de travailler et de participer à la vie politique et sociale de la société; comme les congés de maternité payés; comme des amendes et des mesures pénales pour obliger les patrons à respecter les droits que les masses travailleuses ont arrachés aux gouvernements bourgeois.

Comme il a été dit au début de cet article, les revendications immédiates sont enracinées dans les conditions historiques concrètes des masses travailleuses canadiennes. La revendication qui exige l'égalité en droit et en fait des femmes et des hommes se fonde sur une longue tradition de lutte des masses féminines de notre pays. Cette tradition couvre de nombreux terrains de lutte qui vont de celle menée pour le droit de vote des femmes, à la lutte pour l'égalité des salaires, tradition qui a démontré que la lutte des femmes constitue un aspect essentiel de la lutte pour le progrès, la démocratie et le socialisme au Canada.

Cette lutte, il faut le souligner, a un double caractère. C'est une lutte qui concerne toutes les femmes de la société et dont les acquis sont bénéfiques à toutes les femmes. Mais c'est aussi une lutte dont les effets sont énormes sur le processus général de la révolution au Canada.

En effet, l'égalité sur papier n'empêchera pas les capitalistes de pratiquer la discrimination envers les femmes. L'égalité en droit n'empêchera pas l'infériorisation idéologique et économique des femmes pour la simple raison que la propriété privée des moyens de production limite considérablement l'application des mesures progressistes dans ce domaine, d'une part, et que, d'autre part, l'oppression des femmes du prolétariat demeure, malgré les améliorations que l'on peut apporter à la situation spécifique des femmes en général sous le régime capitaliste.

Dans ce sens la revendication démocratique du programme communiste vise à impulser la lutte des femmes dans la direction du socialisme, libérant ainsi les énergies démocratiques et révolutionnaires des masses féminines de notre pays. Dans le cours de cette lutte, le parti du prolétariat a la tâche d'éduquer les femmes sur la cause de leur oppression et d'indiquer la seule solution qui peut vraiment permettre de

s'attaquer au fond du problème: la révolution socialiste.

Cette attitude s'oppose entièrement aux positions des réformistes pour lesquels la libération des femmes est uniquement une question de paperasse officielle et de "nananes" pour taire la colère des femmes, comme les allocations familiales déguisées en "salaire à la ménagère", revendication qui ne vise qu'à éliminer les femmes du travail social. Le point de vue du programme communiste s'oppose aussi au mouvement bourgeois selon lequel: s'il y avait plus de cadres féminin et plus de "femmes d'affaires", on aurait réglé le problème. Il s'oppose aussi aux divers courants petits-bourgeois et anarchistes selon lesquels les femmes doivent d'abord contrôler leur corps pour réaliser leur libération de la "domination mâle".

Le programme communiste prend appui sur le mouvement de masse des femmes; il assume pleinement les revendications légitimes des masses féminines en général, et il vise, en particulier, à canaliser ce mouvement sur la seule voie qui permette d'entreprendre véritablement la libération complète des femmes, celle de la révolution socialiste.

Voilà comment cette revendication ouvre un champ très vaste d'action unifiée pour les femmes canadiennes et pour la classe ouvrière. Cette revendication se base sur les principes de l'unité dans la lutte contre la bourgeoisie. Au lieu d'exiger des bonbons du type "salaire à la ménagère", elle indique la voie à suivre pour la participation pleine et entière des femmes à la transformation de la société canadienne. C'est un mot d'ordre de lutte et non de repliement sur soi.

d) suppression de toutes limitations au droit de grève et de négociation pour tous les travailleurs canadiens;

Les revendications démocratiques du programme communiste ne seraient pas complètes sans cette revendication sur le droit de grève et de négociation.

La grève est l'arme la plus répandue, la plus accessible et la plus efficace des travailleurs pour résister à l'exploitation capitaliste. Malgré ce qu'en disent les "sociologues du travail", les spécialistes en "relations de travail", les boss syndicaux vendus et les "nouveaux penseurs" de la bourgeoisie, la grève n'a pas cessé de jouer son rôle dans la défense des intérêts des masses travailleuses et dans la lutte pour le socialisme.

S'il en était ainsi, le formidable mouvement gréviste d'avant octobre 1975 au Canada n'aurait pas ébranlé la bourgeoisie comme il l'a fait. La bataille de l'indexation, c'est d'abord par le moyen de la grève que les ouvriers canadiens l'ont menée. Leurs succès ont obligé la bourgeoisie à recourir à une mesure d'exception, la loi C-73 du gel des salaires, laquelle a temporairement mis un frein à ce mouvement revendicatif de masse, mais qui n'a pas pour autant solutionné le problème chronique de l'inflation doublé d'un chômage massif. Elle n'a fait que mettre un pansement sur une plaie qui ne cesse de s'envenimer.

Non, la grève n'est pas un moyen de combat "dépassé", loin de là. Elle continue à faire mal à la bourgeoisie.

La grève n'est pas un moyen d'action purement économique. Les grèves sont aussi politiques quand elles servent de moyen de pression politique, comme la grève générale de 1976 contre la loi C-73. En période d'essor révolutionnaire, les grèves tendent à se radicaliser et à devenir massives.

En tout temps la grève est une école du combat prolétarien. C'est l'apprentissage permanent de la guerre de classe, un foyer où se regénèrent les traditions militantes et révolutionnaires du prolétariat. On a bien raison de dénoncer ceux qui voudraient limiter le prolétariat à l'action gréviste comme seul moyen d'action, mais on aurait tout aussi tort de sous-estimer son importance dans l'arsenal des moyens de combat de la classe ouvrière.

La bourgeoisie a bien compris cela, elle qui ne cesse d'inventer toutes sortes de moyens pour empêcher l'exercice du droit de grève et de négociation, elle qui est entrée dans une période de contestation ouverte du droit de grève dans plusieurs secteurs récemment. Elle a commencé par les travailleurs de la fonction publique. Elle déniche chaque jour de nouveaux services et de nouveaux secteurs "essentiels pour justifier l'abolition du droit de grève. Elle tente constamment d'imposer de nouvelles exigences, soit au niveau du vote de grève, de sa procédure, du pourcentage de voix nécessaire pour déclencher une grève "légalement" et du pourcentage (beaucoup moins élevé) pour la terminer, etc. Non, la bourgeoisie ne chôme pas dans ce domaine. Là où ses profits sont en cause, elle veille au grain avec une constance et un esprit d'invention peu ordinaire.

Il n'est donc pas étonnant que le programme communiste accorde une place particulière à la défense du droit de grève et du droit de négociation. Il s'agit de défendre une forme d'action de masse dont l'importance ne doit pas faire de doute, ni dans les combats immédiats, ni dans les luttes encore plus importantes qui s'annoncent et où elle est appelée à jouer un rôle encore plus important.

Dans sa formulation, cette revendication inclut non seulement la lutte pour défendre le droit de grève et de négociation là où il est menacé, mais aussi pour l'étendre là où il n'existe pas. Entraîner à l'action des masses encore plus grandes du prolétariat, grossir l'armée des travailleurs organisés, implique cette extension du droit de grève et du droit de négociation à tous les travailleurs canadiens de la ville et de la campagne, des services publics et de l'industrie privée.

Il ne s'agit donc pas d'une chose formelle, qui va de soi ou qui serait dépassée. Il s'agit d'une question pratique d'une extrême importance, dont dépend en bonne partie la capacité de riposte du prolétariat à l'exploitation quotidienne du Capital, ainsi que sa préparation matérielle à passer un jour à l'assaut du pouvoir bourgeois.

Les revendications économiques essentielles

La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie prend racine dans les rapports économiques du système capitaliste et elle se développe aussi sur cette base. La conscience de classe du prolétariat, le développement de ses organisations économiques et politiques, le mûrissement de l'idée de la révolution socialiste sont indissolublement liés aux conditions économiques de l'exploitation de la classe ouvrière par le capital. Sans cette base objective qui chaque jour impulse le mouvement de résistance de la classe ouvrière, l'idée du socialisme, en admettant même qu'elle aurait pu se développer, ne serait jamais devenue une force matérielle capable de changer le monde. C'est précisément parce qu'elle exprime la tendance fondamentale du mouvement de la classe ouvrière et qu'elle en fixe clairement le but que l'idée du socialisme est devenue cette force matérielle révolutionnaire.

C'est au XIXe siècle que cette conception matérialiste du socialisme a été élaborée par Karl Marx et Friedrich Engels, conception connue sous le nom de **socialisme scientifique**. Avant eux, différents théoriciens et idéologues avaient élaboré des théories et des plans de rénovation de la société dans le sens du socialisme. Ces théories, que l'on nomme le **socialisme utopique**, pensaient la transformation de la société d'une façon idéale, en dehors des forces matérielles et des

conflits de classes. Le socialisme scientifique, lui, démontra que la transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme résulterait de l'action d'une classe déterminée: le prolétariat. Marx et Engels démontrèrent en effet que la lutte qui oppose la classe ouvrière et la classe capitaliste est le moteur du passage du capitalisme au socialisme, et que la lutte de la classe ouvrière pour se libérer de l'exploitation capitaliste conduit à l'abolition de cette dernière et à la société communiste, sans classes sociales. Les fondateurs du socialisme scientifique montrèrent ainsi que le destin de l'humanité toute entière est indissociable de celui du prolétariat, lequel, pour se libérer, doit en même temps libérer l'humanité entière de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils montrèrent ainsi que c'est dans l'opposition entre le capital et le travail sur le terrain économique que se trouve la base objective de la lutte politique du prolétariat pour le socialisme.

Il ne s'agit pas ici de donner crédit à la thèse bourgeoise et réformiste selon laquelle les ouvriers ne sont capables que de mener des luttes économiques ou suivant laquelle il s'agirait simplement de "politiser les luttes économiques" des ouvriers pour parvenir au socialisme. Il s'agit au contraire de reconnaître que l'existence même de la bourgeoisie trouve sa source dans l'exploitation économique de la classe ouvrière et l'extorsion de la plus-value. Il s'agit de reconnaître, au contraire de ce que prétend l'infantilisme "de gauche", que si seule la lutte politique du prolétariat dirigé par son parti révolutionnaire, permettra de détruire l'Etat bourgeois et d'instaurer le socialisme, les communistes n'ont pas pour autant à rejeter les luttes économiques de la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions de vie. Il n'y a en effet que les pires opportunistes pour affirmer que "plus la classe ouvrière est exploitée jsuqu'à la gorge par les capitalistes, plus cela est profitable pour la révolution". Il n'y a que les opportunistes pour penser que ce qui renforce le pouvoir économique de la bourgeoisie et l'exploitation de la classe ouvrière pourrait favoriser la révolution socialiste et l'organisation de la classe ouvrière.

Voilà pourquoi le programme communiste assume pleinement les intérêts des masses laborieuses sur le terrain de la lutte quotidienne qui les oppose aux capitalistes. Ce faisant, le programme communiste affirme que son action et son but sont inséparables des luttes et du sort quotidien des travailleurs sous le capitalisme.

e) égalité des salaires pour tous les travailleurs canadiens qui accomplissent un travail égal, sans discrimination d'âge, de sexe, de race ou de différence nationale;

Sous le capitalisme, la force de travail de l'homme est une marchandise au même titre qu'une paire de souliers ou une voiture, à la seule nuance près que cette force de travail est créatrice de valeur. Mais comme toute marchandise, la valeur de la force de travail est déterminée par la somme des valeurs nécessaires à sa production — ou plutôt, dans le cas de la marchandise force de travail, à sa **reproduction**: loyer, nourriture, transport, vêtements, etc. En d'autres mots, la force de travail de l'homme est soumise à la loi de la valeur, comme n'importe quelle autre marchandise. C'est là une loi fondamentale de l'économie politique sous le capitalisme.

Si le programme communiste ne revendique pas que le capitalisme cesse d'être ce qu'il est, pourquoi alors exiger l'égalité des salaires pour tous les travailleurs canadiens qui accomplissent un travail égal? Le programme lui-même donne la réponse à cette question quand il ajoute "sans discrimination d'âge, de sexe, de race ou de différence nationale".

Cette revendication du programme communiste ne demande donc pas que le capitalisme cesse d'être ce qu'il est; elle s'attaque à des formes particulières d'exploitation et d'oppression par lesquelles les capitalistes surexploitent certaines couches de travailleurs et entretiennent ainsi la division et la concurrence parmi les ouvriers. Le programme ne revendique pas que le capitalisme mette fin à son existence; il appelle le prolétariat à y mettre fin en renversant la bourgeoisie et en détruisant le système capitaliste. Ce que le programme exige, par contre, c'est que les capitalistes mettent fin à ces pratiques discriminatoires au plan économique, pratiques qui sont un ferment de division des travailleurs en raison de différences sexuelles, d'âge, de race ou de nationalité.

Avec cette revendication, donc, le programme du prolétariat oriente la lutte économique des ouvriers dans la voie de l'unité de la classe ouvrière et dans celle de l'affaiblissement économique et politique de la bourgeoisie. C'est une revendication qui doit servir de base commune pour l'action revendicative des syndicats d'un bout à l'autre du pays. C'est une revendication pour laquelle la classe ouvrière peut et doit mener une agitation politique dans le but de forcer les gouvernements à légiférer dans ce domaine. A travers cette lutte, le prolétariat forge des bases plus larges et plus solides afin de consolider son unité de classe devant la bourgeoisie. Il dit non au sort que les capitalistes réservent aux couches les plus opprimées dans ses rangs.

Dans un pays où l'oppression nationale constitue un atout politique et économique de la bourgeoisie pour semer la division et le racisme, et pour tirer plus de profits de l'exploitation de certaines couches d'ouvriers, cette revendication doit être vue comme une arme contre les divisions nationales, contre l'infériorisation économique dont sont victimes les travailleurs de la nation québécoise, ceux des minorités nationales et des groupes ethniques ainsi que les femmes sur le marché du travail et la jeunesse. Ne pas appeler à une lutte unifiée de la classe ouvrière canadienne sur ce terrain équivaut à laisser le champ libre à la bourgeoisie et à miner les capacités de combat du prolétariat.

f) indexation des salaires et de tout autre revenu des travailleurs, assurance-chômage, pensions, allocations familiales, assistance sociale; établissement d'un revenu minimum garanti pour tous et indexé au coût de la vie; totale protection de la santé au travail;

Cette revendication comporte trois éléments vitaux pour lutter contre la réduction des salaires et pour améliorer les conditions de travail des ouvriers.

La classe ouvrière canadienne doit faire face à la baisse constante de ses revenus. Les crises économiques périodiques du système capitaliste ont pour effet de réduire les revenus des travailleurs, à cause, notamment, de l'inflation. Les prix montent plus vite que les salaires et les autres revenus de la classe ouvrière. Les plus durement touchés par ce phénomène sont sans doute les couches non organisées et dont les salaires sont bas, les chômeurs, les travailleurs à la retraite et les assistés sociaux.

Les mesures exceptionnelles adoptées par la bourgeoisie canadienne pour mettre fin à la lutte pour l'indexation qui l'avait si durement touchée il y a quelques années illustrent bien comment il s'agit pour elle d'un point extrêmement sensible. Elle ne peut en effet tolérer que les travailleurs exigent l'indexation de leurs revenus au coût de la vie.

Cette revendication s'oppose entièrement à l'argument fallacieux selon lequel l'indexation des salaires fait monter les prix. En fait, c'est à l'avidité sans borne de la bourgeoisie, à sa soif insatiable de profits que s'en prend cette revendication, et c'est en cela qu'elle est si intolérable pour la bourgeoisie. Car les capitalistes, ne l'oublions pas, n'existent que pour s'enrichir toujours davantage. Il ne saurait être question d'équité entre les capitalistes et les ouvriers. Le capitaliste est un homme qui accumule du capital, donc qui ajoute toujours plus à ce qu'il possède déjà. C'est un peu comme un cancer, dont

la loi est le développement anarchique et sans borne. Il en est exactement de même pour l'accumulation capitaliste, laquelle exige toujours un développement plus grand. C'est pourquoi la bourgeoisie est une classe pour qui le statu quo économique est synonyme de banqueroute. Or l'accumulation capitaliste est rendue possible précisément parce que le capitaliste extorque à l'ouvrier plus de valeur qu'il ne lui en coûte pour acheter la force de travail nécessaire à la production des marchandises. L'accumulation capitaliste n'est rien d'autre que l'exploitation grandissante de la classe ouvrière. On comprend donc facilement que toute lutte ouvrière pour freiner ce processus d'exploitation économique soulève la colère des exploiteurs, qui sont prêts à tout pour contraindre les ouvriers à plus de "modestie" dans leurs demandes salariales.

Imaginez maintenant la grimace des capitalistes devant la revendication qui exige l'indexation de tous les revenus des travailleurs. Il n'y a pas pour eux plus grande folie que cette exigence pourtant minimale de la classe ouvrière — car, ne l'oublions pas, il s'agit de **rattraper** la hausse du coût de la vie. Mais pour une classe parasitaire comme la bourgeoisie, toute volonté de résistance des masses à l'exploitation capitaliste est purement "déraisonnable".

Considérée maintenant du point de vue du prolétariat, cette revendication joue un rôle éminemment positif. D'une part, elle pose des exigences précises devant la détérioration constante des conditions d'existence des ouvriers. D'autre part, elle joue un rôle unificateur, non seulement dans les rangs des travailleurs organisés, mais aussi dans ceux de cette armée de sans-travail que le capitalisme condamne à une existence marginale. Le programme communiste appelle ainsi à l'action unifiée des organisations du prolétariat. Il indique la voie à suivre pour que la classe ouvrière prenne en charge le sort des sans-travail que le capitalisme veut détacher du mouvement ouvrier et qu'il tente par tous les moyens de "monter" contre les ouvriers actifs.

Il y a présentement au Canada plus d'un million de chômeurs "officiels", ce qui veut dire le double, voire même le triple de sans-travail réels. Il ne peut y avoir de progrès significatifs du mouvement ouvrier s'il n'assume pas pleinement les intérêts de toutes les masses laborieuses, celles qui travaillent et celles que le capitalisme a exclues du travail social, étant incapable de satisfaire les besoins essentiels du peuple.

C'est dans cette même perspective aussi que le programme communiste exige "l'établissement d'un revenu minimum garanti pour tous et indexé au coût de la vie". Etant donné que le système capitaliste ne peut fournir du travail à tous, nous exigeons de la bourgeoisie un revenu pour tous, et un salaire décent pour ceux qui travaillent. En adoptant cette revendication, le prolétariat organisé assume ses responsabilités envers l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier envers ceux qui n'ont pas les moyens d'obliger la bourgeoisie de satisfaire leurs besoins économiques essentiels. N'oublions pas que ceux-ci constituent la majorité des travailleurs canadiens. En effet, si l'on additionne les millions de travailleurs non syndiqués, les chômeurs, les assistés sociaux, les travailleurs à leur retraite, les femmes du prolétariat rejetées en dehors de la production sociale, les jeunes sans-travail, on arrive à des chiffres énormes qui constituent l'écrasante majorité des travailleurs canadiens. Il n'est pas besoin de longues démonstrations pour expliquer l'absolue nécessité de faire de cette revendication une exigence commune de tous les travailleurs canadiens, en particulier de ceux qui sont organisés.

Mais cette revendication a aussi une autre caractéristique importante: celle de contribuer à unifier ces différentes couches du prolétariat et du peuple qui souvent vivent dans les conditions les plus misérables. En effet, la bourgeoisie s'évertue, lorsqu'elle est obligée de répondre à leurs revendications, à diviser les luttes du prolétariat et du peuple. C'est pour cette raison que l'Etat met en place des mesures sociales différentes pour chacune de ces couches; assistance sociale pour les assistés sociaux, chômage pour les chômeurs "officiels", compensations pour les accidentés du travail, pensions pour les vieillards, allocations pour les handicapés etc., contribuant ainsi à diviser et à isoler les luttes du prolétariat et du peuple. La revendication du Projet de programme contribue quant à elle à unifier ces différentes luttes, donc à resserrer les rangs du prolétariat et renforcer ses capacités de victoires.

On pourrait probablement prétendre que le revenu minimum garanti a été utilisé par la bourgeoisie de certains pays sociaux-démocrates pour permettre aux capitalistes de payer les travailleurs en-dessous du salaire minimum, l'Etat étant là pour compenser ces salaires inférieurs avec les impôts du peuple. Mais une telle affirmation serait applicable à presque toutes les revendications du programme. Il est clair en effet que les capitalistes tenteront toujours de récupérer à leur avantage les revendications de la classe ouvrière, comme c'est le cas aujourd'hui même avec les différentes mesures sociales que le prolétariat a pu imposer à la bourgeoisie. C'est d'ailleurs pourquoi nous disons que les revendications ne pourront jamais être **pleinement** réalisées que sous le socialisme.

Cette même revendication exige de plus la "totale protection de la santé au travail". Il pourrait sembler que c'est bien peu de choses comparé aux programmes élaborés des syndicats dans ce domaine. Mais ne nous laissons pas impressionner par les apparences. Exiger la "totale protection de la santé au travail" constitue la base de toutes les revendications particulières que différents groupes d'ouvriers mettent de l'avant selon leurs conditions concrètes. On n'en finirait pas d'énumérer les mesures particulières s'il fallait toutes les inscrire.

Ce que fait le programme communiste ici, c'est d'élever cette revendication de base au niveau d'une exigence fondamentale de toute la classe ouvrière canadienne et non seulement des travailleurs syndiqués. Il en fait une question par laquelle la classe ouvrière doit s'attaquer à la bourgeoisie dans un domaine où elle manifeste le mépris le plus total des masses travailleuses. Il n'est pas exagéré de dire, en effet, que pour "ses piastres", la bourgeoisie est disposée à rendre infirme, à tuer à petit feu, à immoler sur l'autel du profit des milliers et des milliers d'ouvriers. Les masses laborieuses ne doivent pas et ne peuvent pas tolérer que le capitalisme décime ainsi leurs rangs.

* * *

Les revendications économiques essentielles du programme communiste ont donc pour fonction de lutter contre la dégradation matérielle et morale qu'engendre le système capitaliste. Le cercle vicieux du chômage, de l'assistance sociale et de la mise au rancart des travailleurs usés par les conditions de travail insalubres engendre la division et la désillusion parmi certaines couches du prolétariat. Le prolétariat révolutionnaire ne peut tolérer que le capitalisme sape ainsi ses capacités de combat. La lutte contre cet effet de la dégénérescence du capitalisme sur les masses laborieuses doit se mener sur le terrain même des conditions d'existence matérielles des travailleurs. Lutter pour assurer des conditions de vie plus dignes est une nécessité dans la lutte contre le capitalisme. On ne doit jamais en sous-estimer l'importance. Sinon on risque de s'éloigner dangereusement des conditions concrètes de la vie des masses travailleuses, c'est-à-dire de la base même de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat, base sans laquelle la conscience socialiste ne deviendrait jamais cette force matérielle capable de transformer le monde.

Les devoirs internationalistes du prolétariat canadien

Les revendications **g** et **h** du **Projet de Programme** proposé par EN LUTTE! abordent une question aussi importante que celles qui concernent les droits démocratiques et les besoins économiques des masses travailleuses.

Les événements politiques et militaires qui ont façonné l'histoire du XXe siècle démontrent que les pays sont liés entre eux comme les maillons d'une seule chaîne. Les bouleversements qui ébranlent les pays sont indissociables de la situation d'ensemble qui prévaut à l'échelle du monde. Les faits montrent que les conditions de la révolution dans chaque pays sont affectées par les conditions de la révolution à l'échelle mondiale.

Rappelons pour illustrer ce phénomène, que la victoire de la révolution en Russie, en 1917, ainsi qu'en Chine et en Albanie dans la période de la Deuxième Guerre mondiale était directement liée à la situation de crise qui à ce moment avait ébranlé le système impérialiste mondial. Les crises économiques et politiques du système capitaliste ne sont plus des phénomènes nationaux mais internationaux. Ainsi, la crise économique des années 30 a ébranlé le système capitaliste dans tous les pays, et dans tous les pays la riposte du prolétariat à cette crise a considérablement développé le mouvement de la révolution socialiste.

Ces quelques exemples montrent que la révolution dans chaque pays est une partie de la révolution prolétarienne mondiale. Il en découle que la lutte pour le socialisme dans chaque pays doit être comprise et menée dans la perpective de la révolution mondiale. C'est pourquoi le programme communiste doit, sur ce terrain aussi, mettre de l'avant des revendications destinées à affaiblir les ennemis du prolétariat, à renforcer ses capacités de combat et à rassembler sous le leadership de son parti toutes les masses laborieuses du pays. En agissant à ce niveau, le prolétariat contribue non seulement à son propre renforcement mais aussi à celui des peuples du monde; en affaiblissant sa propre bourgeoisie impérialiste, il affaiblit un maillon de la chaîne impérialiste mondiale.

g) retrait du Canada des alliances militaires et interdiction de toute ingérence du Canada à l'étranger; reconnaissance de tous les pays socialistes et suppression de toutes restrictions aux échanges avec ces pays;

Ainsi qu'on a pu le constater dans les pages qui précèdent, le processus de la révolution n'est pas une chose abstraite, un souhait ou une utopie. C'est un phénomène concret dont l'évolution est déterminée par la lutte que se livrent des forces contradictoires, parmi lesquelles le prolétariat et la bourgeoisie sont les principales. Les revendications immédiates ont pour fonction d'agir sur les conditions générales de la lutte de classes dans le but de créer les meilleurs conditions pour le triomphe de la révolution sur la réaction. Ces conditions, ce sont d'abord et avant tout l'affaiblissement du camp de la réaction et le renforcement de celui de la révolution.

Au plan international, le prolétariat contribue à affaiblir la réaction quand il nuit aux entreprises impérialistes de sa bourgeoisie, quand il dénonce la participation de la bourgeoisie de son pays au renforcement de la réaction mondiale, notamment dans le cadre des blocs impérialistes et des alliances militaires. C'est la tâche que se fixe le programme communiste quand il exige le "retrait du Canada des alliances militaires et l'interdiction de toute ingérence du Canada à l'étranger."

En pratique, cette revendication appelle les masses travailleuses du pays à exiger que le Canada se retire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de NORAD, ce pacte de défense aérien qui place le Canada sous le commandement militaire de l'impérialisme américain; elle appelle aussi à exiger le retrait des installations militaires étrangères du territoire canadien et le rapatriement des troupes canadiennes stationnées un peu partout dans le monde (en Allemagne, à Chypres, en Palestine, etc). Cette revendication vise donc à contrecarrer la participation de la bourgeoisie impérialiste canadienne à la consolidation du bloc impérialiste dominé par l'impérialisme américain et aux préparatifs d'une autre guerre mondiale. C'est donc une revendication dont la portée est internationale dans la mesure où elle vise à affaiblir la réaction à ce niveau.

A cela il faut ajouter sa contribution au renforcement du camp de la révolution en exigeant, notamment, la "reconnaissance de tous les pays socialistes et la suppression de toutes restrictions aux échanges avec ces pays." Le programme communiste reconnaît donc en pratique que la victoire du socialisme dans des pays particuliers est une victoire commune du prolétariat de tous les pays et qu'il est du devoir de tous de contribuer au développement du socialisme dans ces pays.

On sait que la bourgeoisie impérialiste, elle, a tout fait pour détruire les bastions du socialisme dans le monde. Immédiatement après la victoire de la révolution Russe, en 1917, elle s'est empressée d'y envoyer des troupes contre-révolutionnaires pour détruire le premier Etat prolétarien de l'histoire, ce à quoi la bourgeoisie canadienne a participé activement. En Chine, les impérialistes ont tout fait pour écraser le Parti communiste qui, dans la foulée de la lutte de libération nationale, avait entrepris de détruire les forces militaires et politiques chinoises soutenues par les impérialistes occidentaux. Après la victoire communiste en Chine, les pays impérialistes ont tenté de l'étouffer par le blocus économique et par l'encerclement militaire, situation à laquelle l'Albanie socialiste doit toujours faire face.

C'est pour contrer ces manoeuvres réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste que le programme communiste revendique la reconnaissance des pays socialistes. Il s'agit de défendre le socialisme là où il a vaincu la bourgeoisie et de faciliter l'établissement de rapports plus nombreux entre la classe ouvrière de notre pays et celle des pays où elle est au pouvoir, de manière à ce que les leçons de la lutte du prolétariat victorieux soient assimilées par celui de notre pays.

Voilà donc, dans ses grandes lignes, la signification concrète de cette revendication.

Certains se demandent pourquoi le **Projet de programme** proposé par EN LUTTE! ne va pas plus loin dans ce domaine. Pourquoi, par exemple, n'exige-t-il pas l'abolition des échanges et de l'aide aux régimes réactionnaires, comme celui de Pinochet au Chili? Ne serait-ce pas un moyen efficace de lutter contre la réaction mondiale?

Oui, en effet, il se peut que, dans certains cas, le Parti prolétarien exige la rupture des rapports du Canada avec certains pays. Mais on ne peut faire de cela une revendication générale du programme, car tout dépend ici de la situation concrète et de son évolution, laquelle peut être extrêmement rapide. Le programme ne peut envisager toutes ces situations concrètes à l'avance. Il est impossible, par ailleurs, de trancher par une formule générale, dans quels cas il faudra lutter pour la rupture des rapports économiques, politiques et militaires parmi une grande variété de régimes bourgeois qui sont tous, à des degrés divers, des régimes réactionnaires. Une revendication immédiate et générale sur cette question aboutirait à exiger que la bourgeoisie impérialiste canadienne se retire complètement de tous les rapports impérialistes mondiaux. Ce ne serait plus alors une revendication im-

médiate mais une utopie réformiste. Il serait impossible d'unir concrètement les masses travailleuses dans une action systématique pour exiger la satisfaction d'une telle revendication. Par contre, la revendication politique mise de l'avant dans le **Projet de programme** s'attaque à un aspect particulier, militaire et politique, de l'impérialisme canadien, et elle est en ce sens parfaitement compatible avec les conditions concrètes de la lutte politique dans notre pays.

h) droit d'asile politique pour tous ceux qui luttent pour la liberté, la démocratie et le socialisme où que ce soit dans le monde;

A une époque où les luttes révolutionnaires se multiplient et où la réaction se déchaîne dans de nombreux pays, il est du devoir internationaliste du prolétariat de venir en aide aux combattants de la révolution dans le monde. Cette aide peut prendre plusieurs formes qu'il est impossible de présenter sous forme de revendications immédiates. Le boycottage de navires en provenance de pays où la réaction est en train d'écraser la révolution, l'aide matérielle, (médicaments, argent, vêtements), l'aide militaire par l'envoi de volontaires, etc., sont autant de moyens concrets pour aider les forces révolutionnaires dans d'autres pays.

Mais il est une action à caractère politique qui peut et qui doit être menée sous forme de revendication immédiate: celle du "droit d'asile politique".

Cette forme de soutien est monnaie courante pour la bourgeoisie quand il s'agit de récupérer les débris de la réaction mondiale. Les pays impérialistes, en particulier le Canada, se sont toujours montrés extrêmement généreux pour accueillir les réactionnaires, surtout quand ils s'amènent au pays avec des cargaisons de trésors et de richesses pillés avant qu'ils ne soient contraints de s'exiler pour sauver leur peau. C'est ce qu'on a pu observer il y a quelques temps quand les réactionnaires vietnamiens ont cherché refuge aux Etats-Unis et au Canada.

Mais c'est une toute autre histoire quand il s'agit de travailleurs et d'intellectuels révolutionnaires chassés de leur pays par les réactionnaires. Dans ce cas, les réfugiés ont droit aux interdictions, aux contraintes et aux tracasseries sans nombre de la machine bureaucratique de l'Etat bourgeois.

Certains se demandent si la formulation de cette revendication n'ouvre pas la porte à sa récupération par la bourgeoisie, en particulier dans le cas des termes de "liberté" et de "démocratie" contenus dans la revendication. N'est-ce pas cautionner la démagogie réactionnaire contre le socialisme et la dictature du prolétariat? N'est-ce pas accorder un appui implicite au droit d'asile politique de ceux qui, sous le couvert de "liberté" et de "démocratie", luttent contre la révolution?

Il sera toujours possible à la bourgeoisie d'utiliser une revendication particulière du programme communiste et de la tourner à son avantage. Ne voit-on pas la bourgeoisie chercher à neutraliser les syndicats sous prétexte de préserver la "démocratie" contenus dans la revendication. N'est-ce pas ouvrière de prôner la démocratie la plus large, y compris dans les syndicats? Evidemment, non! Il faut faire la différence entre une revendication générale et son application concrète dans une situation donnée. En elles-mêmes les revendications immédiates ne peuvent venir à bout de la bourgeoisie. Le prolétariat doit mener toutes sortes de luttes dans des conditions et pour des buts variés. C'est d'ailleurs ce que nous indique le programme communiste quand il affirme, à la toute première phrase de l'article sur les revendications immédiates: "Dans sa lutte pour la conquête du pouvoir politique, le prolétariat doit livrer un combat acharné **en ne négligeant aucun moyen de lutte"** (article 16, souligné par nous.). Il ne faut donc pas voir les revendications immédiates comme un espèce de texte de loi qui devrait prévenir toutes les situations et les possibilités de "contravention." Les revendications sont des mots d'ordre de combat qui indiquent sur quels terrains et dans quelle direction orienter la lutte de classe du prolétariat dans ses affrontements avec le capital.

Le programme communiste n'est pas une utopie

Le programme communiste n'est pas une utopie, un rêve creux que rabâchent des révolutionnaires patentés en attendant le "grand soir". Ce n'est pas non plus un plan de rénovation du système capitaliste destiné à satisfaire tout un chacun, y compris les différents groupes bourgeois. Le programme communiste est l'arme de combat du prolétariat pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie et construire le socialisme. Il est le guide pratique de la lutte de classe du prolétariat et il oriente cette lutte dans un but déterminé: celui de la révolution socialiste.

Au cours de cette lutte, le parti prolétarien met de l'avant des revendications destinées à affaiblir la bourgeoisie, à renforcer les capacités de combat du prolétariat et à unir sous son leadership les masses laborieuses du Canada. En d'autres mots, ces revendications ont pour but de créer les conditions les plus favorables à la lutte de la classe ouvrière aux plans politiques et économiques. Elles sont basées sur la conviction, confirmée par toute l'histoire du mouvement ouvrier international, que plus elle pourra se développer librement, plus la lutte de classe du prolétariat sera puissante.

Ces revendications reflètent les besoins et aspirations essentielles du prolétariat et des classes exploitées au Canada. Elles indiquent les terrains où l'affrontement entre la classe ouvrière et les capitalistes revêt un caractère important pour l'avenir de la révolution canadienne. Elles expriment donc les courants principaux qui animent les luttes des masses dans les conditions concrètes du Canada, celles du capitalisme parvenu à son stade pourrissant, l'impérialisme. A ce titre, elles indiquent certains terrains à partir desquels peuvent être développées la conscience de classe et la conscience révolutionnaire parmi les masses laborieuses canadiennes.

En inscrivant ces revendications dans son programme, le Parti prolétarien affirme qu'il s'identifie totalement à la lutte de la classe ouvrière pour résister à l'oppression et à l'exploitation capitalistes. Il montre concrètement qu'il en assume pleinement les intérêts immédiats tout aussi bien que ceux à long terme.

En tant que guide pratique pour la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, le programme communiste éclaire la lutte de classe du prolétariat sous toutes ses formes et dans tous les domaines, y compris ceux des revendications immédiates que les conditions concrètes de la lutte de classes au Canada mettent à l'ordre du jour. En d'autres mots, ce programme est celui du parti dont la mission est de diriger la lutte de classe du prolétariat sous toutes ses formes, dans les luttes défensives et dans les luttes offensives.

C'est dans ce sens que les revendications immédiates sont une partie intégrante du programme communiste. C'est dans ce sens aussi qu'elles se distinguent des multiples recettes opportunistes et réformistes qui orientent les luttes des travailleurs dans toutes les directions, sauf dans celle de la révolution socialiste.

Elles sont une partie intégrante du programme communiste, et non un "programme de transition" à la manière trotskyste et révisionniste. Elles sont une partie intégrante du programme communiste, et non le programme d'une **étape** préa-

lable à la révolution socialiste, à la manière du "PCC(m-l)" ou de la LC(m.-l.), pour qui la révolution socialiste n'est plus envisagée qu'en paroles, au terme de la "révolution démocratique de masse anti-impérialiste" dans le premier cas, et celle de la "lutte contre les superpuissances" dans l'autre.

Appeler le prolétariat canadien à s'unir autour des revendications immédiates du programme communiste, c'est l'appeler à s'unir et à se renforcer dans la lutte pour affaiblir ses ennemis et à unir autour de lui toutes les masses travailleuses du pays. Dans la lutte quotidienne pour la satisfaction de ces revendications, le Parti prolétarien élève le niveau de conscience des masses; il attire à lui leurs combattants les plus dévoués et les plus conscients. C'est ainsi qu'il s'édifie, qu'il étend ses racines dans les masses et qu'il tisse avec elles des liens indissolubles. Pour cela il doit s'appuyer sur les besoins concrets des masses du Canada. Les revendications immédiates expriment ces besoins. Elles expriment les tendances esentielles de la lutte des classes, tendances sur lesquelles le parti prolétarien doit agir pour développer le mouvement du prolétariat vers le socialisme.

---

(1) **Léon Trotsky,** Programme de Transition, **Collection Ecrits de Léon Trotsky, Présenté par le Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), Montréal, 1977, p. 34.**
(2) **Léon Trotsky, ouv. cité, p.35**
(3) **Léon Trotsky, ouv. cité, p.37**
(4) **Léon Trotsky, ouv. cité, p.37**
(5) **Léon Trotsky, ouv. cité, p.38**
(6) Projet de Programme pour le Parti prolétarien canadien **présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!**
(7) Un gouvernement du Parti québécois s'engage..., **Programme officiel, 1973-1974, p.38**
(8) Un gouvernement du Parti québécois s'engage..., **ouv. cité, p.38**
(9) **Nouveau parti démocratique (NPD), Congrès fédéral, 1961, dans** Politiques néo-démocrates, 1961-1976, **p.1**
(10) **Nouveau parti démocratique (NPD), ouv. cité, p. 3.**
(11) La voie vers le socialisme au Canada, **programme du Parti communiste canadien, 1971, p. 21.**
(12) **Lénine,** Réponse à Kievski, **Oeuvres, tome 23, pp. 23-24.**
(13) **Ligue ouvrière révolutionnaire,** Lettre ouverte aux militant(e)s d'EN LUTTE!, **p.6**
(14) **"PCC",** La voie vers le socialisme au Canada, **p. 16.**

"... le Projet de programme précise que le parti doit rattacher les revendications immédiates du prolétariat et des masses à la lutte pour le socialisme. En disant cela, le Projet de programme exprime l'idée que la lutte pour ces seules revendications est insuffisante pour conduire à l'émancipation complète des travailleurs. Il exprime aussi l'idée que dans le cours de la lutte pour la réalisation de ces revendications, le parti fait l'éducation de la classe ouvrière sur la seule revendication qui peut véritablement permettre l'émancipation complète des travailleurs canadiens: l'abolition de la propriété privée des moyens de production, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et la construction d'une société socialiste. Mais cela, ce n'est déjà plus une revendication au sens précis du mot, c'est la tâche fondamentale de la révolution socialiste." (extrait des commentaires au Projet de programme, **p. 109)**

Lutter pour un Canada indépendant, c'est lutter pour renforcer la bourgeoisie canadienne

**Critique du livre *Le Canada des libéraux*,
Pierre Elliot Trudeau et la survivance de la Confédération,
James Laxer et Robert Laxer,
éditions Québec-Amérique, Montréal 1978.**

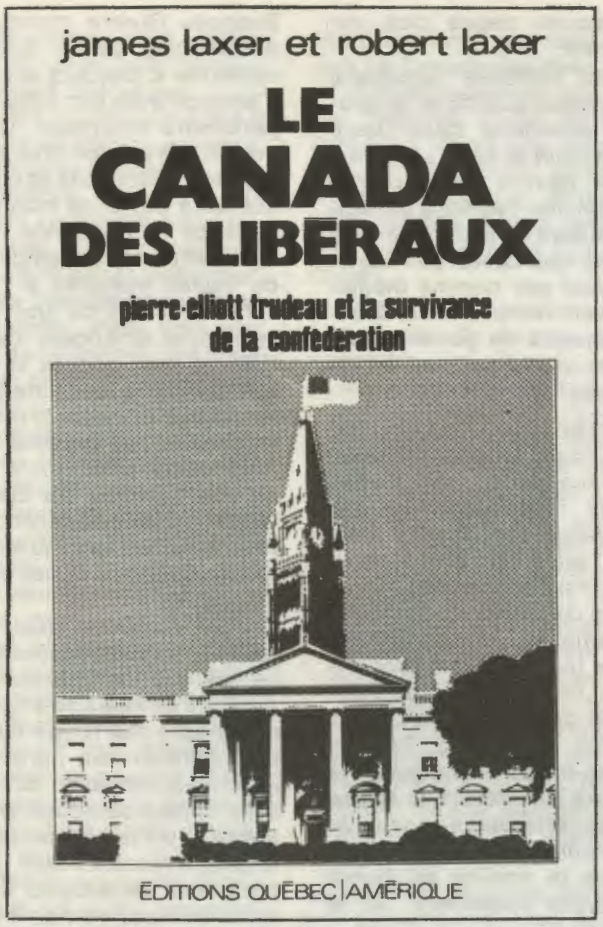
Si quelqu'un d'autre avait écrit le livre, *Le Canada des libéraux*, la publication de ce dernier aurait pu certainement passer inaperçue. Contrairement à ce qu'affirme l'introduction à l'édition anglaise de Georges Grant, un progressiste conservateur nationaliste, le livre est ennuyant, pauvrement organisé, et souvent, il n'est que la répétition mot pour mot de ce que les auteurs ont déjà écrit dans des publications précédentes.

Les auteurs, toutefois, ne sont pas seulement des académiciens parmi d'autres, mais les idéologues d'une tendance bien définie dans la vie politique canadienne-anglaise. Robert (Bob) Laxer, un important chef de file intellectuel du Parti communiste révisionniste canadien, jusqu'à sa démission en 1956, fut, en coulisse, le leader du *Waffle* dès sa naissance en 1969. Son fils, James (Jim) Laxer, fit parler de lui dans tout le pays au début des années 1970 à titre de représentant du mouvement *Waffle* au sein du NPD, et plus tard comme chef de l'organisation Waffle après son exclusion du NPD en 1972.

C'est en fonction de cela que nous pouvons comprendre la véritable signification du *Canada des libéraux* qui n'est qu'un prolongement direct des idées essentielles du *Waffle*, ainsi que la manifestation d'une tendance importante au sein du NPD, à laquelle se sont récemment joints les Laxer.

Plus encore, le livre des Laxer n'a pas été seulement diffusé au Canada anglais, mais aussi au Québec où il a été traduit en français depuis quelques mois et se retrouve sur tous les étalages des librairies. Et par qui ce livre, représentant d'un courant nationaliste au Canada anglais, a-t-il été préfacé au Québec? Par nul autre que Gérald Godin, député nationaliste au Québec, qui s'est toujours affiché sous les couleurs du mot d'ordre "d'indépendance et socialisme".

En fait, comme le démontre cette curieuse affinité entre les nationalistes québécois et canadiens-anglais, le livre des Laxer dépasse de beaucoup les barrières nationales, pour devenir un des exemples les plus typique du nationalisme qui se présente sous le masque du socialisme, et cela, tant au Canada anglais qu'au Québec. Bien sûr, nous dira-t-on, le livre des Laxer n'aura probablement pas une grande diffusion dans la classe ouvrière canadienne. Cela est vrai. Mais, il n'en demeure pas moins que les points de vue qui y sont exprimés inspirent aujourd'hui de nombreux boss syndicaux canadiens et représentent de façon concentrée des idées réformistes nationalistes largement véhiculées dans le prolétariat sur la question de l'indépendance du Canada face à l'impérialisme américain ainsi que sur la question nationale québécoise. C'est pour ces raisons que nous invitons nos lecteurs à débusquer dans leurs moindres repères les positions nationalistes et réformistes dont les Laxer se sont faits les théoriciens et qui aujourd'hui encore n'ont d'autre rôle que de diriger la lutte du prolétariat canadien vers des voies de garage.



"Le Canada des libéraux", représente, sous un nouveau visage, le même courant nationaliste sur la voie de la révolution au Canada que développa le Waffle, une organisation née à l'intérieur du NPD, au début des années 1970.

Comme le titre l'indique, la question qui préoccupe le plus les Laxer est sans doute celle de la survivance du Canada comme pays, laquelle serait menacée, selon eux, par la domination économique des compagnies américaines. La domination des multinationales américaines sert aux Laxer à expliquer toutes les manifestations politiques et économiques de la crise: le chômage, l'inflation, le mouvement séparatiste au Québec, même le contrôle des salaires; tout cela, c'est la faute de l'oncle Sam.

Comment le Canada en est-il à une telle situation? Suivant les Laxer, c'est l'idéologie libérale, le "système libéral canadien" qui est la source des malheurs de ce pauvre Canada:

"Les libéraux, par contre, partagent les thèses essentielles du libéralisme américain, à savoir que l'homme du peuple est un être de sagesse et que la volonté populaire est une bonne base de gouvernement. Les libéraux canadiens croient dans le progrès et acceptent l'idée que l'ambition individuelle est le moteur de la société." (1)

"Au Canada, par contre, c'est précisément la même tendance universaliste du libéralisme qui le rend anti-nationaliste. Dans un petit pays dont l'économie est dépendante, la promotion d'un système de marché libre est une invitation aux investisseurs étrangers à dominer l'économie." (2)

"En optant pour la doctrine libérale à la fin de la guerre, le gouvernement choisissait de lier le destin matériel du Canada à celui des Etats-Unis. Trois politiques fondamentales se dégageaient naturellement de cette théorie: la libéralisation de l'échange entre le Canada et les Etats-Unis, l'encouragement à l'investissement américain dans l'industrie primaire de manière que le Canada puisse satisfaire une bonne partie de la demande américaine de matières premières et l'encouragement aux sociétés manufacturières américaines à multiplier leurs installations de production au Canada." (3)

Le marxisme-léninisme nous apprend que les idéologies ne sont que le reflet des intérêts opposés des différentes classes, et que c'est la lutte de ces différentes classes entre elles qui est la force motrice de l'histoire.

Par leur méthode idéaliste, les Laxer renversent complètement la réalité. Selon eux, la pénétration économique américaine au Canada n'est pas le résultat d'une alliance conclue par les impérialistes canadiens en fonction de leurs propres intérêts, une alliance que leur idéologie ne sert qu'à justifier. Les auteurs tentent de nous faire croire que les pauvres rois de la finance au Canada auraient été les **victimes inconscientes** de leur propre idéologie, "le système libéral canadien", incapable de représenter correctement autant leurs propres intérêts que ceux du Canada.

Comment sauver le Canada de ce terrible dilemne? La solution que nous proposent les Laxer, c'est de renverser le système, non pas le système bourgeois qui permet à une minorité de capitalistes de vivre de la force du travail de la classe ouvrière mais le "système libéral canadien" qui empêche nos hommes d'Etat de reconnaître les véritables intérêts du Canada. C'est ici, toujours selon les Laxer, que la classe ouvrière entre en scène: sa noble mission est de faire entrer dans la tête de la bourgeoisie canadienne au moins quelques sentiments nationalistes.

Le livre décrira amplement la collaboration de classes qui découle d'une telle position, et de là, les Laxer feront de leur mieux pour camoufler l'antagonisme fondamental entre les intérêts de classe de la bourgeoisie canadienne et ceux du prolétariat.

Tous les ouvriers se souviennent d'octobre 75 lorsque les capitalistes canadiens, utilisant leur pouvoir d'Etat, imposèrent le contrôle des salaires pour réprimer le mouvement gréviste des travailleurs, pour protéger leurs profits menacés et pour renforcer leur position concurrentielle dans la lutte entre impérialistes pour s'emparer des marchés mondiaux. En même temps, le contrôle des salaires profitait évidemment aussi aux entreprises américaines au Canada. Mais à entendre les Laxer, il semblerait que nos "pauvres" capitalistes n'aient rien gagné avec le contrôle des salaires.

"Le gouvernement présenta le programme de contrôle comme mesure anti-inflationniste, mais ce qu'il espérait avant tout du point de vue économique, c'était de contenir les importations canadiennes de produits manufacturés... Le véritable objectif des mesures de contrôle était de contenir le pouvoir d'achat des Canadiens et **les véritables destinataires étaient les emprunteurs new-yorkais.**" *(4)*

Les fondements de l'analyse politique des auteurs apparaissent encore plus

clairement quelques pages plus loin lorsqu'ils affirment:

> *"Les premiers ministres canadiens ont la tâche unique et difficile de gouverner une économie dépendante dans un pays dont le tissu social est celui d'une nation industrielle avancée et dont les traditions de législation sociale sont considérablement plus poussées que celles des Etats-Unis. Il leur faut agir comme* **médiateurs entre leurs mandants et les véritables détenteurs du pouvoir politique et économique qui sont à l'extérieur du pays.**"*(5)*

Dans ces quelques lignes, les Laxer expriment de la façon la plus claire et presque déconcertante, les thèses essentielles des nationalistes et des sociaux-démocrates. Ces thèses nient complètement l'existence de la bourgeoisie impérialiste canadienne, de ces voleurs de grand chemin protégés par la loi, tels Paul Desmarais (Power Corporation), E.P. Taylor (Argus Corporation), la famille Weston (Weston et Loblaws), etc. cette classe dominante qui en fait détient le pouvoir au Canada. Par ces tours de passe-passe, l'antagonisme fondamental entre les intérêts de classe de la bourgeoisie canadienne et ceux du prolétariat disparaît, et ainsi les principaux conflits de la société se jouent entre les "citoyens canadiens" et le pouvoir étranger.

Les Laxer cachent totalement le rôle de l'Etat comme instrument de la classe dominante et de domination d'une classe sur une autre quand ils affirment que l'Etat doit jouer le rôle d'un "médiateur" dans les conflits sociaux.

Même si **Le Canada des libéraux** ne met pas de l'avant un programme concret d'action politique, ce programme apparaît implicitement dans les raisonnements des auteurs, et par les activités des Laxer eux-mêmes. De l'affirmation suivant laquelle tous les Canadiens sont les victimes de ceux qui possèdent le pouvoir économique et politique hors du Canada, il s'ensuit que tous les Canadiens, quels qu'ils soient, doivent travailler ensemble pour reprendre le contrôle de leur pays. Et si le gouvernement intervient maintenant en faveur des étrangers, qu'est-ce qui nous empêche d'élire un nouveau gouvernement qui lui, interviendrait en faveur des Canadiens?

La signification de ce point de vue nationaliste ne peut être comprise qu'en regard de l'alliance entre l'impérialisme américain et canadien. Parce qu'elle s'est transformée tardivement en bourgeoisie impérialiste, la bourgeoisie canadienne s'est toujours alliée avec les puissances impérialistes les plus fortes pour se partager le monde. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne a toujours suivi une politique d'alliance avec son voisin plus fort, l'impérialisme américain. Cette alliance a permis à la grande bourgeoisie de développer ses pouvoirs et d'étendre son influence à travers le monde sous le parapluie de la puissance militaire américaine, et en même temps d'avoir accès à de vastes marchés à l'intérieur de la sphère d'influence américaine, incluant le marché américain. De leur côté, les USA se sont gagnés la confiance d'un allié sûr dans leur lutte contre les pays socialistes et contre le mouvement révolutionnaire des peuples du monde. Les Américains selon toute vraisemblance se sont assurés du contrôle d'importantes sections de l'économie manufacturière canadienne et aussi de vastes territoires canadiens riches en matières premières.

Dans n'importe quel troupeau, c'est toujours le plus costaud qui l'emporte. Le fait que les impérialistes canadiens aient été un allié fidèle depuis trente ans, n'empêche pas l'impérialisme américain de maltraiter son partenaire canadien. Avec l'intensification de la crise impérialiste, et plus particulièrement depuis les mesures protectionnistes introduites par le gouvernement Nixon en 1971, les impérialistes américains ont imposé une série de mesures visant à faire porter le fardeau de la crise par leurs alliés, incluant le Canada.

Les Laxer, ont en effet raison quand ils expliquent que:

> *"Le 15 août 1971, le président annonça que les Etats-Unis ne reconnaissaient plus l'étalon-or de sorte que les dollars américains détenus par l'étranger ne pouvaient plus être échangés contre de l'or. En décrétant que les dollars américains n'étaient plus échangeables que contre d'autres monnaies de papier ne reposant pas non plus sur l'or, Nixon refusait en somme d'hononer l'énorme dette des Etats-Unis. Il répartissait entre toutes les nations occidentales le coût des opérations militaires américaines."(6)*

Une autre conséquence de la politique protectionniste de l'impérialisme américain est la fermeture de nombreuses usines manufacturières, plus précisément dans le domaine de l'auto et des pièces d'auto.

Le résultat final de ces politiques américaines est d'aggraver la crise de l'impérialisme au Canada et chez les autres pays alliés à l'impérialisme américain. Cependant, en fin de compte, ce ne sont pas les maîtres impérialistes canadiens qui paient pour la crise, c'est la classe ouvrière, les fermiers et les autres

ouvriers dont les salaires sont rongés par l'inflation, et qui sont jetés dans la rue avec la fermeture des usines.

La classe ouvrière, toutefois n'a rien à gagner du plan que leur proposent ceux qui tentent de résoudre la crise en renforçant l'impérialisme canadien aux dépens de son allié américain. Au coeur de tout cela, la crise actuelle n'est pas une question de "survivance nationale" ni une question de domination des gros bonnets sur les petits, mais bien une crise du capitalisme lui-même, une crise que la bourgeoisie canadienne est incapable de résoudre.

Renforcer la position du capital canadien sur le plan économique — soit par des tarifs ou par des nationalisations — ne peut en aucune façon alléger la crise de surproduction qui étreint le monde impérialiste, et mène à des mises à pied non seulement dans les filiales américaines, mais aussi dans les usines "purement canadiennes" telles Massey Ferguson et le Canadien national. Sur le plan politique, toute mesure positive visant à renforcer "l'indépendance canadienne" aux dépens de l'impérialisme américain ne peut signifier que le renforcement de la puisance politique et militaire de la classe capitaliste canadienne ainsi que le renforcement de sa dictature sur la classe ouvrière. Ainsi, nous pouvons constater que l'ordonnance que nous prescrivent les Laxer pour soigner les maux du Canada n'est autre chose que le programme de la bourgeoisie, plus précisément, du secteur de la classe dominante dont les intérêts sont menacés par l'alliance étroite entre la bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain. Leur programme vise à mettre à profit les ressources de l'Etat pour briser l'alliance avec l'impérialisme américain d'une part, et d'autre part, pour renforcer le Canada comme puissance impérialiste en utilisant l'Etat pour nationaliser les industries de propriété américaine. Ainsi, ces "grands patriotes", ces messieurs du pétrole, ces éditeurs, ces manufacturiers seraient "libres" de s'enrichir du travail des ouvriers... sans être embarrassés par leurs rivaux américains. En fait, leur projet de "briser l'alliance" entre l'impérialisme américain et canadien ne semble pas avoir recueilli beaucoup de sympathie chez la majorité de leurs collègues, qui profitent assez bien de l'arrangement actuel. En conséquence, ces "bons" bourgeois comme Eric Kierans, Walter Gordon (et leurs fidèles compagnons, les Laxer) tenteront d'habiller leur projet d'un brin de socialisme pour mieux servir d'appât à la classe ouvrière.

Cette évaluation du programme politique des Laxer est tout à fait confirmée dans leur livre. Les plus grands héros dont **Le Canada des libéraux** a entrepris de brosser le tableau sont précisément des hommes d'Etat capitalistes réactionnaires de la pire espèce, devenus des héros parce qu'ils ont défié "l'idéologie libérale" et utilisé l'appareil d'Etat bourgeois pour renforcer la position économique de l'impérialisme canadien.

> *"Dans les années 1930"*, par exemple, *"la Banque du Canada, la société Air Canada et la Société Radio-Canada virent le jour pour les mêmes raisons, c'est-à-dire dispenser par l'intermédiaire de la Couronne des services vitaux que ne pourraient dispenser les institutions privées. Sans ces entreprises, qui sont toutes contraires aux notions libérales de l'économie de marché, le Canada ne pourrait compter avoir une politique monétaire cohérente, un service aérien national ou un système national de radiodiffusion. Il est significatif qu'aucune des trois initiatives ne soit venue du coeur de l'orthodoxie libérale, le parti de M. Mackenzie King, mais du* **régime conservateur de R.B. Bennett qui, sur sa fin, improvisa avec l'énergie du désespoir.**" *(7)*

Certes nous pouvons affirmer que l'auteur James Laxer, chef du département des sciences politiques au collège d'Atkinson, connaît très bien la carrière du treizième premier ministre canadien, mais dans le cas précis du portrait qu'il dresse de R.B. Bennett et de sa prétendue position "progressiste", on ne peut le considérer que comme un simple escroc incitant le lecteur peu renseigné à accepter le point de vue nationaliste de l'auteur.

Ce que les auteurs passent sous silence, ce sont en effet, les "improvisations créatrices" les mieux connues du gouvernement Bennett durant les années 1930-35: la création de "camps de secours" dans des comtés éloignés où les chômeurs étaient forcés de travailler dans les conditions les plus inhumaines; la répression violente de la marche des chômeurs vers Ottawa ainsi que le refus total d'accéder à leurs modestes demandes; le meurtre des grévistes d'Estevan en Saskatchewan en 1933 exécutés par les mitraillettes de la GRC; la répression de la grève générale des ouvriers de Stratford en Ontario par la milice canadienne équipée de tanks; l'emprisonnement et les tentatives de meurtre en prison des leaders du parti communiste, etc.

Les Laxer sont obligés de fausser ainsi l'histoire honteusement parce que précisément l'exemple historique qu'ils ont choisi démontre que, sous la férule de la bourgeoisie, l'indépendance du Canada ne peut se développer qu'en renforçant la dictature de la classe dominante canadienne sur les ouvriers. L'histoire elle-même démontre clairement que le chemin des Laxer est diamétralement opposé aux intérêts de la classe ouvrière du Canada.

Division de la classe ouvrière, unité des nationalistes

Envisageant la question nationale québécoise, les Laxer n'ont pas manqué de l'analyser à leur manière, celle du nationalisme canadien-anglais. Et que se passe-t-il quand des nationalistes canadiens-anglais analysent l'oppression nationale du Québec? On pourrait résumer la position des Laxer comme suit:

> *Les Laxer reconnaissent l'existence d'une "communauté nationale québécoise francophone tout en ne parlant pas de son droit à l'autodétermination. Analysant avec intérêt le développement du mouvement nationaliste québécois, les Laxer critiquent le PQ pour sa politique proaméricaine mais en concluent que les projets nationaux du Québec et du Canada anglais doivent composer pour la "survie du Canada."*

Commençons par le commencement et la position de fond des Laxer sur la question du Québec. Malgré leurs allures sympathiques aux droits nationaux du Québec, les Laxer n'ont pu parvenir à cacher leur analyse profondément chauvine de l'oppression nationale que subit le Québec. Ainsi, ayant nié le caractère impérialiste de la bourgeoisie canadienne, les Laxer s'attarderont-ils dans toute la troisième partie de leur livre à cacher ce fait que l'oppression nationale du Québec est avant tout le résultat du développement de cette même bourgeoisie impérialiste, une bourgeoisie qui a édifié son pouvoir entre autres en niant les droits nationaux du Québec et des minorités nationales depuis plus de 100 ans.

Mais pour ces théoriciens du nationalisme canadien-anglais, l'oppression nationale n'est pas maintenue par la bourgeoisie canadienne, elle n'est pas irrémédiablement liée au développement du capitalisme canadien. En effet:

> *"Suivant les prémisses du système libéral canadien, les Canadiens anglais ont une* **conception individualiste de la démocratie** *qui ne tient pas compte du droit des communautés nationales." (8)*

Donc, plus de 200 ans d'oppression na-

tionale au Québec, d'abord sous le régime britannique, ensuite au sein de la Confédération, la négation totale du droit à l'autodétermination du Québec et de ses droits linguistiques, la discrimination à l'égard des ouvriers québécois dans les salaires et les conditions de travail, tout cela aurait pour cause "une conception individualiste de la démocratie".

Non seulement une telle affirmation est-elle profondément idéaliste, mais elle est profondément chauvine dans la mesure où elle tente de justifier l'oppression du Québec en camouflant la source véritable de cette oppression aujourd'hui, soit la nécessité pour la bourgeoisie canadienne de surexploiter des couches de plus en plus grandes de la classe ouvrière, et de diviser le prolétariat en bafouant les droits démocratiques des nations et minorités nationales, afin aussi de sauvegarder l'unité déjà fragile du marché capitaliste canadien par tous les moyens. Décidément, cette "conception individualiste" a la particularité de bien servir les **intérêts collectifs de la bourgeoisie impérialiste canadienne!**

On ne s'étonnera pas après cela d'entendre les Laxer nous dire que "l'envoi de troupes à Montréal et l'arrestation de centaines de Québécois sous prétexte d'une "insurrection appréhendée" constituaient une riposte **excessive** au terrorisme d'une petite clique d'individus" (9).

Ainsi, l'envoi de l'armée au Québec en octobre 70 pour préserver "l'unité nationale", ne serait qu'un "excès" de la part de la bourgeoisie canadienne.

Ces "excès", les Laxer les connaissent fort bien: 500 arrestations au Québec seulement et même à Vancouver lors d'une manifestation en faveur du droit à l'autodétermination du Québec, négation des droits démocratiques les plus élémentaires, le droit d'arrêter quiconque sans mandat et de le détenir 48 heures sur la base de simples présomptions, l'occupation de l'armée au Québec et l'interdiction de toute manifestation à Montréal; tout ça, ce ne sont que des excès pour les nationalistes canadiens-anglais et non pas les conséquences inévitables du capitalisme canadien. L'analyse que font les nationalistes de la bourgeoisie canadienne ne pouvait que les mener à appuyer ouvertement le chauvinisme canadien-anglais. En effet, lutter aujourd'hui pour dégager la bourgeoisie canadienne de la domination impérialiste américaine, cela revient ni plus ni moins, dans un pays impérialiste comme le Canada, à appuyer le développement du capital monopoliste, et avec lui, la politique d'oppression nationale de la bourgeoisie canadienne.

Dans aucune des 260 pages de leur traité nationaliste, les Laxer ne trouveront la place pour reconnaître le droit inaliénable de la nation québécoise à l'autodétermination. A l'image d'Ed Broadbent et des résolutions adoptées au dernier congrès du CTC, les Laxer se contenteront d'exprimer un préjugé favorable au Québec. Certes, ils reconnaîtront "que le Québec français est une communauté nationale" (10), mais cela s'arrêtera là. La question du Québec n'étant qu'une question économique, une question d'indépendance économique face à l'impérialisme US.

Le mouvement national au Québec ne s'expliquant que parce que les Québécois ont perdu confiance dans le nationalisme et qu'ils ont "cessé d'espérer que les Canadiens anglais se soucient assez de leur propre survivance nationale pour faire contrepoids à la pénétration américaine..." (11). A quoi alors cela pourrait-il bien servir de reconnaître le droit à l'autodétermination?

Ne serait-ce pas permettre la division de notre pays, la destruction du marché national d'une bourgeoisie déjà tellement mal en point, ne serait-ce pas l'affaiblir davantage face à l'impérialisme américain? C'est de ce point de vue que les Laxer ont décidé d'envisager la question nationale québécoise, c'est-à-dire du point de vue de la préservation de "l'unité nationale", de l'unité de la bourgeoisie canadienne dont le seul intérêt est de maintenir sa dictature sur l'ensemble du prolétariat canadien.

Le prolétariat quant à lui ne voit pas les choses de cette façon. La préservation de "l'unité nationale", celle du marché canadien et de l'exploitation capitaliste ne fait pas partie des intérêts du prolétariat. Bien au contraire, pour souder l'unité des prolétaires, pour raffermir la lutte commune des ouvriers canadiens-anglais et québécois contre la bourgeoisie canadienne, le prolétariat ne craint pas de reconnaître le droit à l'autodétermination du Québec et il ne se contente pas de formules floues pour en affirmer la nécessité. Pour s'engager en rangs serrés dans la lutte contre la bourgeoisie, les ouvriers canadiens ont besoin d'un programme qui affirme clairement l'égalité totale des nations de notre pays et qui leur reconnaît pleinement et entièrement le droit de décider de leur propre sort. Pourquoi cela? Parce que le prolétariat n'a aucun intérêt à opprimer quelque nation que ce soit, contrairement à la bourgeoisie et aux sociaux-démocrates chauvins. Les intérêts du prolétariat résident dans son unité la plus grande face à la bourgeoisie canadienne, une unité qui ne se réalisera pas par la force, mais au prix de la reconnaissance totale des droits

nationaux du Québec par les ouvriers du Canada anglais.

Mais le chauvinisme des Laxer est d'une variété bien particulière; comme le caméléon, il sait se transformer à l'occasion en nationalisme étroit. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les Laxer ont senti la communauté d'intérêts qui unissait les nationalistes canadiens-anglais et les nationalistes du Québec et ils savent même être plus nationalistes que le PQ quand cela fait leur affaire. Cette communauté d'intérêts réside dans le fait que le nationalisme et le chauvinisme s'appuient tous deux sur les intérêts de la bourgeoisie nationale pour qui la nation est au-dessus des classes. Chauvins et nationalistes ont tous, malgré leurs divergences, le même intérêt fondamental, celui de diviser la classe ouvrière en fonction des barrières de langue et de nationalité au profit de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de la bourgeoisie canadienne ou de sa fraction nationaliste québécoise.

C'est ainsi que les Laxer analyseront avec admiration le développement du mouvement nationaliste au Québec et surtout ce qu'ils appelleront le passage d'un nationalisme réactionnaire et corporatiste à un "néo-nationalisme" quant à lui, "tourné vers l'avenir".

Les Laxer ont compris que le nationalisme québécois a subi certaines transformations depuis plus de 50 ans et ils ne peuvent que s'en réjouir. Citant René Lévesque, les Laxer diront:

> *"M. Lévesque prit comme point de départ le fait que la société rurale traditionnelle du Canada français était morte et que la nouvelle société urbaine ne pouvait survivre sans faire face aux menaces et aux défits nouveaux qui se posaient à elle." (12)*

De quoi s'agit-il ici, sinon des transformations que devait subir le nationalisme québécois au cours des années 60? C'est à ce moment en effet que les nationalistes québécois formuleront un projet adapté aux "réalités nouvelles". Ce projet dont se réjouissent les Laxer, c'est celui du développement d'une bourgeoisie monopoliste québécoise par l'entremise d'un Etat indépendant, projet qui n'avait jamais été aussi clair dans la bouche d'Henri Bourassa ou du Chanoine Groulx (*) que dans celle de René Lévesque.

On ne s'étonnera pas non plus de voir par ailleurs les Laxer, non seulement exprimer un sentiment favorable au PQ et admirer le nationalisme québécois, tout en déplorant que le nationalisme canadien-anglais soit moins "articulé" et plutôt "moribond" (13), mais aussi critiquer le PQ pour son manque de nationalisme à l'égard de l'impérialisme américain.

Ainsi, le problème n'est pas que le PQ, tout comme les chauvins, divise la classe ouvrière canadienne face à son ennemi principal, le problème n'est pas que le projet de classe du PQ est essentiellement le projet d'une fraction de la bourgeoisie qui aspire à une plus grande mainmise sur la classe ouvrière québécoise, au contraire, cela est très positif pour les Laxer, mais le problème réside plutôt dans le fait que le PQ, pour réaliser son projet, tente d'aller chercher ses appuis du côté de l'oncle Sam.

Evidemment, cela a de quoi préoccuper les nationalistes canadiens, eux dont le rêve consiste à voir notre pays dominé et dirigé par une bourgeoisie vraiment indépendante, eux qui veulent lever toutes les barrières qui se trouvent sur le chemin de la bourgeoisie canadienne.

Mais quelle solution nous proposeront alors les Laxer? D'abord, ils feront semblant de n'en proposer aucune, adoptant l'attitude de ces intellectuels bourgeois qui regardent les événements se dérouler du haut de leur chaire d'université. Mais en pratique, la solution est toute trouvée. Plutôt que d'unir la classe ouvrière canadienne contre la bourgeoisie canadienne et dans le respect des droits nationaux du Québec, ils proposeront d'unir les nationalistes de tout poils afin qu'ils puissent sauvegarder l'indépendance économique du Canada.

> *"La vérité, c'est que les projets nationaux du Canada anglais et du Québec sont trop forts pour être niés aisément. Toute union des deux Canada dépend du succès avec lequel les deux projets pourront se fondre en vue d'objectifs communs tout en respectant leurs objectifs particuliers." (14)*

L'appel des Laxer, c'est l'appel à l'unité des nationalistes afin de libérer la bourgeoisie canadienne des entraves de l'impérialisme américain, c'est l'appel à l'unité des chauvins du Canada anglais avec les nationalistes bourgeois du Québec, c'est l'appel à revêtir cette unité d'une couleur socialisante, c'est l'appel à l'unité entre la nationalisation de l'amiante au Québec et la nationalisation de la potasse en Saskatchewan. Bref, l'unité de tous les bourgeois nationalistes, de tous ceux dont la profession est de diviser la classe ouvrière canadienne et de la mener dans le cul-de-sac de la social-démocratie, que ce cul-de-sac se trouve au Québec ou au Canada anglais.

* * *

Ainsi, le vieux courant autrefois représenté par le Waffle n'est pas mort. Il renaît au contraire de ses cendres tout en reprenant le même projet nationaliste de développement d'un Canada indépendant, d'une bourgeoisie impérialiste canadienne libérée des entraves de l'impérialisme américain. Ce projet a d'autant plus la vie dure qu'il constitue un choix possible qui s'offre à la bourgeoisie canadienne pour corrompre le prolétariat et l'amener à soutenir ses visées impérialistes à travers le monde. Ce projet a d'autant plus la vie dure qu'il se présente depuis plus de 20 ans sous les couleurs du socialisme, ou plutôt, du "socialisme et de l'indépendance". Ce projet s'est même trouvé des alliés au Québec au sein même des forces nationalistes au pouvoir comme en témoignent les éloges de Gérald Godin à l'oeuvre des Laxer. La communauté d'intérêt qui unit les nationalistes du Québec et du Canada anglais n'est pas différente en fait de l'unité fondamentale qui existe au sein de la bourgeoisie lorsqu'il s'agit de raffermir sa domination sur le prolétariat canadien. Alors que les Laxer terminent leur livre sur cette phrase pathétique:

> *"Sur cette base, une vieille idée, l'idée du Canada, garde son charme envoûtant." (15)*

Nous dirons quant à nous que "Sur cette base, une vieille idée, l'idée d'un Canada capitaliste, garde son charme envoûtant pour tous les capitalistes".

Notes

(*) Leaders nationalistes québécois. H. Bourassa était plutôt le défenseur de l'indépendance du Canada face à la couronne britannique alors que Groulx fut un défenseur de la "race canadienne-française" et un admirateur de Salazar.

(1) James et Robert Laxer, *Le Canada des libéraux*, Pierre Elliot Trudeau et la survivance de la Confédération, Editions Québec/Amérique, Montréal 1978, p. 95.
(2) Ouv. cité, p. 96.
(3) Ouv. cité, p. 26.
(4) Ouv. cité, p. 76, c'est nous qui soulignons.
(5) Ouv. cité, p. 117, c'est nous qui soulignons.
(6) Ouv. cité, p. 37.
(7) Ouv. cité, p. 257, c'est nous qui soulignons.
(8) Ouv. cité, p. 250, c'est nous qui soulignons.
(9) Ouv. cité, p. 212. Souligné par nous.
(10) Ouv. cité, p. 264.
(11) Ouv. cité, p. 264
(12) Ouv. cité, p. 210.
(13) Ouv. cité, p. 259.
(14) Ouv. cité, p. 268.
(15) Ouv. cité, p. 269.

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE

Communisme versus opportunisme

**Extrait du livre de F.McKean,
Communism and Opportunism**

En juillet 1977, le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! rééditait le livre *Communism Versus Opportunism* de Fergus McKean, ancien membre du Parti communiste canadien et secrétaire-général de son aile provinciale en Colombie-Britannique. Publié pour la première fois en 1945, cet ouvrage fait état de la lutte de lignes au sein du Parti communiste canadien (PCC) avant et pendant sa dégénérescence révisionniste, lorsqu'il devait alors prendre le nom de Parti ouvrier progressiste (POP). Il s'agit de la première tentative de faire une critique approfondie de la faillite du PCC, d'en retracer l'origine et d'indiquer la voie à suivre pour reconstruire le parti révolutionnaire du prolétariat canadien.

Nous savons que McKean n'a pas réussi à jeter les bases de ce parti. Nous savons aussi que cette lutte a dû attendre les années 70 pour être enclenchée véritablement. Mais cela n'enlève rien au mérite de ce document historique. Il s'agit d'un témoignage de toute première importance dans la lutte pour reconstruire le parti prolétarien, dans la mesure où son étude nous renseigne sur l'histoire du mouvement communiste canadien, histoire que nous devons absolument assimiler de façon critique si nous voulons que la création du parti révolutionnaire de la classe ouvrière opère une rupture totale avec toutes les formes de révisionnisme. Sans cette rupture, il serait impossible de reconstruire le parti sur des bases solides.

Comprendre la nature et les sources du révisionnisme dans le mouvement communiste canadien est une tâche d'autant plus importante que l'on assiste aujourd'hui à la naissance d'un nouveau courant, reprenant sous un nouveau masque les thèses conciliatrices des vieux partis révisionnistes dégénérés. En effet, la " théorie des trois mondes" est un des visages contemporains de la dégénérescence révisionniste. A moins de bien comprendre la nature du révisionnisme et ses manifestations historiques dans notre pays, nous ne pourrons pas anéantir complètement ce nouveau courant opportuniste qui, comme celui qui a gangrené le PCC, vise à saboter la révolution socialiste canadienne.

L'extrait que nous publions aujourd'hui porte sur la nécessité de reconstruire le parti prolétarien. S'appuyant sur les leçons de la lutte contre le dégénérescence du PCC, Fergus McKean présente une analyse remarquablement juste de la situation internationale à cette époque, situation dont les contradictions fondamentales n'ont pas été modifiées, pour l'essentiel, jusqu'à aujourd'hui. Il situe clairement l'impérialisme canadien dans ce contexte et il montre comment la bourgeoisie canadienne prend une part active dans les rivalités impérialistes qui agitent l'impérialisme mondial après la Deuxième Guerre mondiale. L'auteur insiste ensuite sur la nécessité de reconstruire le parti prolétarien. Il résume certains principes marxistes-léninistes qui doivent être à la base de son organisation, de son action et de sa vie interne.

Le lecteur trouvera donc dans cet extrait un résumé extrêmement précieux des leçons à tirer de la lutte contre le révisionnisme, en particulier en ce qui touche la reconstruction du parti prolétarien. Ce texte est d'autant plus précieux qu'il fait partie de l'héritage du prolétariat canadien. Il s'appuie sur d'abondants faits et sur une analyse sérieuse du révisionnisme dans les conditions du Canada, un pays impérialiste où la corruption d'une mince couche d'ouvriers, l'aristocratie ouvrière, est la base économique et sociale de la collaboration de classes et de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Il revient à ceux qui ont repris le drapeau du marxisme-léninisme, de traduire dans la pratique ce que McKean a fixé dans ce document historique. Il nous revient en particulier de nous appuyer sur les leçons qu'il dégage pour contrer les manoeuvres démagogiques des carriéristes qui veulent usurper encore une fois la direction du prolétariat révolutionnaire. Qu'il s'agisse de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, LC(m.-l.)C, avec son triomphalisme puéril et son social-chauvinisme, ou du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), PCC(m.-l.), le prolétariat n'a rien à espérer de ces gens. L'édification du parti prolétarien n'est ni un concours de vitesse, ni une entreprise de charme tapageur pour épater la gallerie nationale et internationale. Inspirons-nous de l'exemple et du courage de McKean qui s'en est tenu fermement au marxisme-léninisme et qui n'a pas eu peur d'aller à contre-courant. C'est à ce prix seulement que la ligne marxiste-léniniste authentique triomphera dans notre pays. Le prolétariat n'attend rien de moins du parti qui affirme en représenter les intérêts de classe et pouvoir le diriger dans la lutte pour le socialisme.

Fergus McKean devint membre du Parti communiste du Canada en 1932. Secrétaire de l'organisation de Colombie-Britannique en 1938, il fut emprisonné en juin 1940 au début de la Deuxième Guerre mondiale. Son oeuvre, **Communism versus Opportunism,** représente une critique approfondie du révisionnisme qui devait gangrener le PCC lors de la Deuxième Guerre mondiale et le mener à renier totalement les intérêts du prolétariat révolutionnaire. Ce livre a été réédité en anglais par EN LUTTE! en juillet 1977.

Que faire et pourquoi

La Deuxième Guerre mondiale est terminée depuis plusieurs mois. La tentative des Allemands, des Italiens et des Japonais de dominer le monde et d'asservir tous les peuples, de créer un système mondial du fascisme a été vaincue. Tandis que les peuples du monde épris de liberté ont contribué à la défaite de la tentative fasciste d'un pouvoir mondial, la contribution décisive à cette victoire provient du sacrifice sans précédent, de l'héroïsme et de la ténacité du peuple du premier et seul Etat socialiste du monde, l'URSS, au prix de plus de 10 millions de morts. L'Union socialiste soviétique est sortie de la guerre avec un prestige et une influence grandement accrus.

Dans un grand nombre de pays, des gouvernements démocratiques ont été établis, particulièrement dans les pays adjacents aux frontières de l'URSS. Ces gouvernements, dans pratiquement tous les cas, sont formés d'une coalition de partis politiques des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie urbaine, en excluant les partis politiques des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie.

Toutefois, depuis le début de la période de paix, certains événements ont démontré d'une façon concluante que les contradictions mondiales fondamentales de l'époque d'avant-guerre demeurent. Quelles sont-elles? On peut les énumérer de la façon suivante:

1) *L'antagonisme entre le Capital et le Travail*, entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, qui surgit de l'opposition irréconciliable des intérêts de deux classes découlant de la contradiction de nature économique entre la production socialisée et l'appropriation capitaliste des produits de l'industrie, c'est-à-dire: la richesse de la société provient de l'effort commun de milliers d'ouvriers, en fait de la société dans son ensemble, tandis que la richesse produite n'appartient pas à ceux qui la produisent, mais demeure la propriété privée d'une petite poignée d'éléments de la population, la classe capitaliste.
2) *L'antagonisme entre le Capitalisme et le Socialisme*, entre le système social et économique capitaliste dans les cinq-sixièmes du monde et le système social et économique socialiste dans le sixième du monde — l'URSS.
3) *L'antagonisme entre les puissances impérialistes et les pays coloniaux et semi-coloniaux*, dont les peuples sont exploités, dont l'indépendance nationale est supprimée et niée par les pays impérialistes dominants.
4) *L'antagonisme entre les puissances impérialistes rivales*, qui surgit de la lutte pour les marchés, pour les matières premières à bon marché et pour les colonies.

Ces quatre antagonismes mondiaux fondamentaux ont été confirmés partout dans le monde pendant les mois qui ont suivi immédiatement la fin des hostilités et vont continuer à l'être aussi longtemps que le capitalisme existera. De plus, le chômage, l'insécurité, les injustices, les crises économiques cycliques, les soulèvements coloniaux et les menaces de guerre entre nations vont continuer à naître inévitablement de ces antagonismes et de ces contradictions du capitalisme.

La vie elle-même a démontré que les *tableaux idylliques de la période d'après-guerre peints par Tim Buck et Earl Browder étaient entièrement faux*. Les peuples coloniaux *n'ont pas obtenu leur indépendance*; dans plusieurs pays, *les peuples n'ont pas eu le droit " de décider de leur forme de gouvernement sans interférence de l'étranger"*; les soi-disant capitalistes "à longue vue" *n'ont pas collaboré avec le monde ouvrier* pour résoudre les problèmes de la reconstruction; *le plein-emploi ne s'est pas matérialisé*; la sécurité sociale et la prospérité durable *ne sont toujours pas des réalités concrètes* et "le progrès démocratique en profondeur" reste toujours une promesse vide.

L'impérialisme demeure essentiellement le même; sa caractéristique de base étant *"la réaction sur toute la ligne"*. L'impérialisme américain est sorti de la guerre incroyablement renforcé et, précisément à cause de sa position dominante, déterminé à étendre plus encore sa puissance et son influence aux dépens de ses rivaux beaucoup plus affaiblis.

L'impérialisme canadien, aussi fortement renforcé par la guerre à cause de ses inter-relations économiques et de

ses intérêts financiers avec le capital monopoliste américain, est d'une part étroitement lié à l'impérialisme américain, tandis que, d'autre part, il garde ses liens économiques et politiques avec l'impérialisme britannique afin de partager l'exploitation des colonies britanniques. L'écrasement de l'impérialisme germano-italo-japonais et le recul ressenti par l'impérialisme français ont placé le Canada en position de *troisième puissance impérialiste mondiale*, du moins pendant les premières années de l'après-guerre. Tout cela sert à démontrer la justesse de l'analyse suivant laquelle l'accord de Téhéran était une entente diplomatique, comme l'a dit Duclos, plutôt qu'une plateforme de paix entre les classes comme le soutient Browder ou "une alliance de classe internationale" à être complétée par "la poursuite d'une unité nationale après la guerre", tel que l'affirme Buck, ce qui signifie exactement la même chose que ce que disait Browder: la paix entre les classes.

Tandis que le capital monopoliste canadien entre dans la période d'après-guerre extraordinairement renforcé, le mouvement ouvrier canadien entre dans cette période désuni organisationnellement et politiquement, et sans programme. *Plus encore, la confusion idéologique est plus grande dans les rangs de la classe ouvrière à plusieurs égards qu'à la fin de la Première Guerre mondiale, il y a vingt-huit ans.* Ceci est dû avant tout à la trahison complète du marxisme par la direction nationale du POP, à la défense de l'identité des intérêts du capital et du monde du Travail, au soutien de la coalition des Libéraux et du monde du Travail, et à la pratique de la collaboration de classes. Tout cela a conduit à subordonner les intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière à ceux du capital monopoliste. La classe ouvrière elle-même se retrouve sans direction politique.

Dans une société moderne, les intérêts de classes sont représentés par des partis politiques. Excepté des différences mineures, les partis politiques bourgeois représentent et servent toujours et partout les intérêts de la classe capitaliste. Il n'existe que deux classes fondamentales: la classe ouvrière et la classe capitaliste ou, comme Marx les a plus précisément appelées, la bourgeoisie et le prolétariat.

La soi-disant classe moyenne ou la petite-bourgeoisie, n'étant pas une classe fondamentale ni homogène, ne peut pas créer et ne crée en pratique pas de partis politiques capables de représenter de façon conséquente les intérêts de la petite-bourgeoisie, *même quand ces partis arrivent à former des gouvernements*, ils ne peuvent *certainement pas représenter les intérêts de la classe ouvrière.* Sous le capitalisme, tout parti politique de la petite-bourgeoisie est obligé de maintenir le système de la soi-disant entreprise privée et en conséquence, il se met sous la domination du capital monopoliste pour presque toutes les questions essentielles.

La nécessité d'un parti marxiste de la classe ouvrière

La classe ouvrière ne peut exercer sa direction politique que par le moyen d'un parti de classe absolument indépendant dont les membres et la direction proviennent en grande majorité des rangs de la classe ouvrière elle-même. Un tel parti, de toute nécessité, doit être un parti marxiste, un parti marxiste-léniniste, un parti du socialisme scientifique. La théorie marxiste-léniniste *"est la science du développement de la société, la science du mouvement de la classe ouvrière"*. Sans un tel parti, "libéré de l'opportunisme, intraitable à l'égard des conciliateurs et de ceux qui font des compromis, et en opposition à la classe capitaliste et à son pouvoir d'état", les intérêts de la classe ouvrière sous le capitalisme ne peuvent être défendus, ni le socialisme réalisé. Par conséquent, la première tâche qui incombe à la classe ouvrière canadienne est celle de créer immédiatement un authentique parti politique marxiste-léniniste, un parti communiste, à l'échelle nationale.

Un tel parti devrait et doit être le parti indépendant de la classe ouvrière. Cela ne signifie pas que l'adhésion à ce parti soit interdite aux éléments d'autres classes, mais signifie plutôt que les éléments des autres classes devraient être acceptés dans la mesure seulement où, comme l'indique Lénine, "ils adoptent le point de vue du prolétariat", c'est-à-dire, s'ils reconnaissent le rôle de direction autonome de la classe ouvrière dans la lutte de l'ensemble du peuple travailleur et exploité contre le capital monopoliste. Ils doivent aussi reconnaître qu'elle est la classe historiquement destinée à prendre le pouvoir politique en accord avec la majorité des fermiers, à abolir la société capitaliste, à construire une société socialiste et à mettre fin à toutes formes d'exploitation de l'homme par l'homme. Afin qu'un tel parti soit un parti de classe ouvrière, il s'ensuit que ce parti doit, en majorité, contenir des membres de la classe ouvrière et être soumis à une direction ouvrière. Un tel parti doit former et développer ses propres intellectuels prolétariens capables d'interpréter et d'appliquer la science du marxisme-léninisme.

La structure organisationnelle d'un tel parti doit s'appuyer sur la démocratie et l'auto-critique internes les plus larges possible. Toutes les questions politiques importantes, quand cela est possible, doivent être soumises à un *vote consultatif auprès des membres.* Toutes les questions politiques relatives aux actions concernant les membres du parti ou la classe ouvrière doivent être discutées au moyen de projets de résolutions et non par des discours de "dirigeants", comme cela se pratique au POP. Les questions politiques importantes, même si elles n'affectent qu'une partie des membres, doivent être discutées à fond, non seulement lors de conférences de délégués, *mais par tous les membres intéressés,* quand cela est possible. Toujours, au moment de prendre des décisions sur des questions politiques et tactiques, le parti doit être guidé par le mot d'ordre de Lénine: "L'organisation est une absurdité sans l'unité de pensée."

La structure organisationnelle d'un tel parti doit être fondée sur le principe du centralisme démocratique et non seulement sur des paroles, c'est-à-dire, l'autorité doit être démocratique et non bureaucratique. Tout cadre et comité supérieur doit pouvoir être destitué en tout temps. L'ajout de nouveaux membres à un comité existant ou la nomination de comités spéciaux doivent permettre de voter pour des individus et non pour des listes préparées ou des groupes de candidats. Les candidats à des postes de cadre ou officiels doivent être élus par scrutin secret et non pas à main levée. La sélection de ceux qui se préparent à devenir des dirigeants doit se faire principalement en raison de leur attachement avoué aux masses, de leur capacité de se lier à elles et de leur lien avec elles, et non pas en raison de leur habileté *"à bien parler et à bien écrire."* L'application constante du principe de l'auto-critique doit être encouragée et

mise en pratique dans tous les organismes du parti, du plus élevé jusqu'au moins élevé.

Tandis que le parti doit se servir de toutes les formes d'organisation, la forme de base doit s'appuyer sur les industries et non sur le territoire; les "cellules d'entreprises" doivent être la base du parti.

La discipline doit être consciente et librement consentie et non mécanique et imposée aux membres par des méthodes bureaucratiques. Comme Lénine l'a défini, la discipline signifie "unité d'action, liberté de discussion et de critique". Toutefois, "la discussion de questions controversées est permise seulement avant la prise de décision. Une fois qu'on en est arrivé à une décision démocratique sur une question, après que la discussion ait eu lieu, notre principe doit être que "la minorité se soumette totalement à la majorité". Ceci est un principe fondamental de discipline prolétarienne et de démocratie qui doit être strictement observé. L'admission des membres dans le parti doit sélectionner les "ouvriers ayant la conscience de classe la plus poussée, les plus courageux et ayant une vision à long terme". Un tel parti doit " se distinguer de la masse des ouvriers en ce qu'il a une vue d'ensemble de la voie historique de toute la classe ouvrière, et qu'il s'efforce, à tous les tournants de cette route, de se faire le champion, non pas de groupes individuels, non pas de métiers particuliers, mais des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble". Il doit devenir "le levier organisationnel et politique à l'aide duquel les sections les plus progressistes de la classe ouvrière dirigent les masses du prolétariat et du semi-prolétariat sur le bon chemin". *(Thèses du 2e Congrès de l'I.C.).* Le parti doit entretenir les liens les plus étroits avec les travailleurs afin non seulement "de guider les masses" mais aussi, "afin d'apprendre des masses". On doit se rappeler qu'un parti qui veut guider les masses doit apprendre d'elles. L'auto-critique doit être un moyen pour le parti "d'apprendre de ses propres erreurs" et de ce fait, d'éviter la répétition des mêmes erreurs.

Le parti peut, selon la situation, comprendre seulement *une minorité* de la classe ouvrière. Il doit partout et en tout temps être prêt et capable de fournir une direction à toutes les couches du peuple qui souffrent de l'injustice et de l'oppression. Sinon, il ne pourra survivre. Comme Lénine l'indique:

> *"Un parti politique ne peut englober que la minorité de la classe ouvrière, de même que les ouvriers qui ont une réelle conscience de classe forment les minorités des ouvriers dans chaque société capitaliste. C'est pourquoi nous sommes contraints de reconnaître que la grande masse des ouvriers peut être conduite et guidée par la minorité consciente. Si cette minorité a une réelle conscience de classe et réussit à conduire les masses, si elle peut répondre à toutes les questions qui sont à l'ordre du jour, elle est à proprement parler un parti. Si la minorité ne s'entend pas à diriger les masses, à se mettre en liaison avec les masses, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien, même si elle s'intitule parti." (Lénine et l'organisation*, réédité par les Editions du Centenaire, 1972, Paris, pp. 21-22).

Pourquoi la création d'un nouveau parti fondé sur le principe mentionné ci-haut est-elle nécessaire actuellement? Elle est nécessaire parce que la classe ouvrière du Canada ne possède pas de parti avec un programme, des tactiques, une forme et des méthodes organisationnelles qui découlent de discussions démocratiques et de critiques et s'appuiyant sur les principes formulés par Marx, Engels, Lénine et Staline. En d'autres termes, la classe ouvrière canadienne n'a pas de parti marxiste. Lénine a expliqué pourquoi un nouveau parti était nécessaire lorsqu'il a déclaré:

> *"Une organisation sans idéal est un non-sens qui, dans la pratique, transforme les ouvriers en misérables auxiliaires de la bourgeoisie dominante. C'est pourquoi le prolétariat, sans liberté de discussion ni de critique, ne reconnaît aucune unité d'action. C'est pourquoi les ouvriers qui ont conscience de leur classe ne doivent jamais oublier qu'il y a des violations de principes qui sont si sérieuses, qu'elles font une obligation de rompre avec tous les rapports d'organisation." (Ibid., p. 25).*

"De sérieuses violations des principes" sont survenues dans le supposé "Parti marxiste des travailleurs canadiens", le Parti progressiste ouvrier, comme les citations tirées des déclarations politi-

ques du POP l'ont prouvé de manière concluante, ce qui nécessita une rupture avec ce parti et la formation d'un nouveau parti. En fait, le Parti progressiste ouvrier a violé pratiquement tous les principes qu'un parti marxiste doit suivre, comme le démontre l'étude des conclusions auxquelles arrive *l'Histoire du Parti communiste bolchévique de l'Union soviétique*, publiée en 1939 et éditée par Staline.

Les attributs d'un parti marxiste

La conclusion nous enseigne les leçons de l'histoire:

> *(1) "L'histoire du Parti nous apprend, tout d'abord, que la victoire de la révolution prolétarienne, la victoire de la dictature du prolétariat est impossible sans un parti révolutionnaire du prolétariat, exempt d'opportunisme, intransigeant vis-à-vis des conciliateurs et des capitulards, révolutionnaire vis-à-vis de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat." (Histoire du PCUS*, p.391)

Comme on l'a déjà démontré, loin d'être libéré de l'opportunisme, le Parti progressiste ouvrier *est saturé d'opportunisme*, les principaux dirigeants eux-mêmes étant les principaux défenseurs de l'opportunisme: "L'unité nationale signifie l'unité de tous les individus de la nation sous la bannière de la démocratie". (Sam Carr)

Au lieu d'être intraitable envers ceux qui font des compromis, ce qui serait une qualité, le POP a fait des compromis avec la bourgeoisie, ce qui constitue une trahison complète du socialisme: "...Nous devons accepter les "compromis", non seulement comme des questions tactiques temporaires, mais aussi comme nécessaires au maintien de l'unité nationale (un compromis entre deux classes) au cours de toute une période historique..." (John Weir, Editeur du journal du Parti, la Tribune...)

Weir est même allé jusqu'à interpréter la Confédération comme un compromis entre deux classes antagonistes. Ces deux classes, selon lui, sont les capitalistes marchands et les capitalistes industriels. Dans quel gouffre le marxisme est-il tombé pour interpréter l'histoire de manière à justifier la collaboration de classes?

Au lieu d'être "révolutionnaire dans son attitude à l'égard de la bourgeoisie", le POP déclare:

> *"La politique d'Etat après la guerre comme pendant la guerre peut arriver à de très grands résultats en faisant fonctionner le système, et il est essentiel que la classe ouvrière appuie une telle politique. Mais ceci ne peut avoir de sens que lorsqu'on la comprend comme une entente entre le monde du travail et les parties importantes du capital monopoliste."*(Stewart Smith).

Et quant au caractère "révolutionnaire du parti dans son attitude face au pouvoir d'Etat", nous obtenons:

> *"...concentrer les principaux coups de la population contre le gouvernement de King et le parti libéral à l'époque historique actuelle signifierait aussi que la lutte pour pousser le gouvernement King à promulguer des lois progressistes serait affaiblie."* (Tim Buck).

Donc, les déclarations des dirigeants eux-mêmes du POP prouvent d'une manière concluante que ce dernier est loin de réunir les attributs d'un parti marxiste tels que la conclusion (1) les énumère.

> *(2) "L'histoire du Parti nous apprend encore que le parti de la classe ouvrière ne peut pas remplir le rôle de dirigeant de sa classe, ne peut pas remplir le rôle d'organisateur et de dirigeant de la révolution prolétarienne, s'il ne s'est pas assimilé la théorie marxiste-léniniste."*(Ibid., p. 393).

Comme notre examen des déclarations des dirigeants du POP le révèle, la direction du POP, non seulement ne s'est pas emparée elle-même de la théorie du marxisme-léninisme, mais par sa politique organisationnelle visant à empêcher toute discussion sur les questions politiques majeures par les organismes inférieurs jusqu'à ce que la politique ait été adoptée, a empêché les membres de se servir de la théorie pour s'emparer des questions politiques. En plus, l'étude de la théorie marxiste-léniniste non seulement n'a pas été encouragée mais a même été mise au rancart. Tout comme Browder l'affirmait: "Vous ne trouverez pas les réponses dans les vieux livres", Buck déclarait" les vieux arguments rongés par les mites ne suffisent plus à rencontrer les conditions actuelles". Le service d'éducation national du POP a constamment refusé de fournir aux comités provinciaux des guides d'étude pour les groupes d'étude marxiste et a soutenu que chaque province aurait dû en préparer en dépit du fait que les Comités provinciaux ne pouvaient même pas, dans la plupart des cas, se permettre d'avoir un directeur de l'éducation à plein temps. Les quelques guides pour les groupes d'étude qui furent préparés renvoyaient les étudiants aux écrits révisionnistes de Buck et de Browder comme textes de base. Les tentatives des Comités provinciaux de préparer des guides d'étude fondés sur les classiques du marxisme-léninisme furent condamnées par la direction nationale comme "académiques et représentant des méthodes d'étude "en vase clos" du marxisme-léninisme". Par conséquent, nous voyons que la direction du POP non seulement n'a pas maîtrisé la théorie, mais l'a révisée et est même allée jusqu'à dissuader ses membres d'étudier les classiques. Elle y a plutôt substitué ses propres écrits révisionnistes.

> *(3) "L'unité du prolétariat, dit Lénine, à l'époque de la révolution sociale, ne peut être réalisée par le parti révolutionnaire extrême, le parti du marxisme, que par une lutte implacable contre tous les autres partis."* (Ibid., p. 398)

En vertu de cette conclusion, "l'unité de la classe ouvrière a été impossible parce qu'une couche de la classe ouvrière a suivi la bourgeoisie, se scindant ainsi en deux". Cependant, selon le POP, l'unité des ouvriers signifie la division des sièges entre la petite-bourgeoisie du Parti CCF et le POP aux élections parlementaires. En d'autres termes, le POP a, en pratique, fait complètement le contraire. Au lieu d'arracher la classe ouvrière à l'influence des partis petits-bourgeois, le POP a tenté de s'unir avec ces partis, non pas sur la base d'un programme prolétarien commun, *mais seulement au moyen de la division des sièges*.

Non seulement, la direction du POP n'a pas empêché la classe ouvrière de suivre la bourgeoisie, *mais elle l'a jetée elle-même " dans les bras de la bourgeoisie "*, plus encore que ne l'a fait le CCF. L'activité pratique et les mots d'ordre du POP le prouvent hors de tout doute: "L'unité de toutes les forces progressistes; le Front démocratique;

l'unité de chaque individu de la nation sous la bannière de la démocratie; la collaboration des ouvriers, des patrons et du gouvernement; la poursuite de l'unité nationale pendant l'après-guerre; le Front national; une entente entre le monde ouvrier et la section décisive du capital monopoliste; l'unité nationale est la politique par laquelle les intérêts de classe des ouvriers dans l'ensemble seront servis par la collaboration avec les cercles démocratiques de toutes les classes et de toutes les parties du peuple canadien, *y compris une partie importante de la classe capitaliste;* un gouvernement représentant une association des ouvriers avec cette partie de la classe capitaliste qui désire appuyer une politique fondée sur les principes énoncés dans la déclaration commune de Téhéran; un gouvernement de coalition libéral-ouvrier".

Par conséquent, il s'ensuit que le POP est lui-même un parti social-démocrate petit-bourgeois qui divise la classe ouvrière en en poussant certaines couches "dans les bras de la bourgeoisie".

> *(4) "L'histoire du Parti nous apprend encore que sans une lutte intransigeante contre les opportunistes dans ses propres rangs, sans écraser les capitulards dans son propre milieu, le parti de la classe ouvrière ne peut pas sauvegarder l'unité et la discipline dans ses rangs, ne peut pas remplir son rôle d'organisateur et de dirigeant de la révolution prolétarienne, ne peut pas remplir son rôle de bâtisseur de la nouvelle société socialiste."* (Ibid., p. 398)

Comme toute son histoire le démontre, la lutte à l'intérieur du POP n'a pas été dirigée contre les opportunistes puisque *les hauts dirigeants eux-mêmes étaient archi-opportunistes.* Au contraire, la lutte s'est menée contre tous ceux qui se sont opposés aux politiques opportunistes en les qualifiant de "sectaires", "gauchistes", "anarchistes", "syndicalistes", "trotskystes", "imbéciles", "dégénérés", et ainsi de suite...

Donc, la discipline à l'intérieur du Parti n'était pas et ne pouvait pas être une "discipline consciente et librement consentie", mais une discipline mécanique et aveugle venant des méthodes bureaucratiques de la direction du Parti. Et l'unité du Parti n'était pas fondée sur "l'unité de pensée" acquise par la conviction idéologique, mais sur une unité artificielle maintenue par l'acceptation aveugle de la politique. On a présenté l'unité du Parti comme l'objectif principal indépendamment de la justesse ou non des politiques. En fait, le simple fait de remettre en question la justesse des politiques opportunistes entraînait l'accusation "de diviser l'unité du Parti", et ceux qui ont osé le faire ont été traités "d'éléments anti-parti".

Les membres n'ont pas été mis au courant du mot d'ordre de Lénine: "Sans la liberté de discussion et de critique, le prolétariat ne peut connaître l'unité d'action".

> *(5) "L'histoire du Parti nous apprend encore que le Parti ne peut remplir son rôle de dirigeant de la classe ouvrière si, grisé par ses succès, il se laisse aller à la présomption, s'il cesse de remarquer les insuffisances de son travail, s'il craint de reconnaître ses erreurs, s'il craint de les corriger à temps, ouvertement et honnêtement.*
>
> *Le Parti est invincible s'il ne craint pas la critique et l'autocritique, s'il ne voile pas les erreurs et les insuffisances de son travail, s'il instruit et éduque les cadres en les éclairant sur les erreurs commises dans le travail, s'il sait corriger ces erreurs à temps.*
>
> *Le Parti périt s'il cache ses erreurs, escamote les questions névralgiques, dissimule ses déficiences sous de fausses apparences de santé, s'il ne souffre pas la critique ni l'autocritique, s'il se pénètre d'un sentiment de suffisance, s'adonne au culte de soi-même et s'endort sur ses lauriers."* (Ibid., p. 400).

Un parti ne peut jouer son rôle de direction s'il craint la critique, glisse sur ses erreurs, les cache, n'en tire pas les leçons qui s'imposent et prétend que tout va bien. Et c'est précisément ce que le POP a fait: cacher ses fautes et prétendre que "tout va bien".

Par conséquent, il ne faut pas s'étonner que les membres et les sympathisants aient déserté le Parti. Il ne pouvait pas en être autrement, parce *"qu'un parti régresse s'il cache ses erreurs"*. Cependant, opportuniste jusqu'à la moelle, la direction du POP devait, ou bien dissimuler et couvrir ses erreurs, ou bien se voir démasquée à la vue de tous et discréditée devant ses propres membres; d'où les mesures draconiennes auxquelles elle a

dû recourir pour garder son leadership. Ce qui explique qu'elle ait qualifié ceux qui la critiquaient "d'ivrognes", "de dégénérés", "de trotskystes", "de traîtres", "de fauteurs de troubles", etc.; qu'elle ait mené elle-même toutes les discussions sur le révisionnisme afin de mieux cacher sa propre trahison du marxisme; qu'elle ait annoncé que "le Conseil exécutif provincial a décidé qu'il ne devait pas y avoir de discussions sur le révisionnisme à ce meeting", qu'elle ait proposé que le parti "déracine toutes les tendances à..." et "toutes les réflexions sur le révisionnisme".

(6) "Enfin, l'histoire du Parti nous apprend que, faute d'avoir d'amples liaisons avec les masses, faute de raffermir constamment ces liens, faute de savoir écouter la voix des masses et comprendre leurs besoins urgents, faute d'avoir la volonté, non seulement d'instruire les masses, mais aussi de s'instruire auprès d'elles, le parti de la classe ouvrière ne peut pas être un véritable parti de masse, capable d'entraîner avec ses millions d'hommes, la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs." (Ibid., p. 401).

La direction du POP était très désireuse "d'éduquer les masses", particulièrement de leur apprendre que "le socialisme n'est pas une solution", que "les intérêts de classe de la classe ouvrière dans son ensemble seront mieux servis par la coopération avec une partie décisive de la classe capitaliste", que "le plein-emploi peut être maintenu dans cette époque d'après-guerre", qu'un "gouvernement de coalition libéral-ouvrier, avec la pleine participation des ouvriers à ce gouvernement, permettrait de passer à une nouvelle étape plus avancée du progrès national au Canada".

Ainsi, les dirigeants du POP étaient loin d'apprendre des masses. Ils se sont perçus comme les "meneurs" que les pauvres masses ignorantes doivent suivre. S'ils ne pouvaient faire accepter leur politique, cela signifiait pour eux qu'ils devaient se préparer et s'organiser mieux encore pour une prochaine rencontre et gagner une majorité de voix à leur politique.

Ils ne pouvaient comprendre qu'un vote majoritaire dans un meeting ne signifiait pas qu'ils avaient convaincu les masses: ils n'ont pas compris que la bureaucratie n'est pas synonyme de démocratie; ils n'ont pas compris que pour éduquer les masses, ils doivent aussi "prêter l'oreille à la voix des masses" afin "d'apprendre des masses"; ils n'ont pas compris l'unité dialectique des *enseignements* et *des leçons à tirer* parce qu'ils n'étaient pas marxistes mais opportunistes.

Ils ne savaient pas que:

(7) "Le Parti périt s'il se confine étroitement dans sa propre coquille, s'il se détache des masses, s'il se couvre d'un enduit de bureaucratisme." (Ibid., p. 401).

Une étude des principes organisationnels nécessaires à un vrai parti marxiste des ouvriers, tels que les révèle l'Histoire du PCUS (bolchévique), démontre que les principes organisationnels sont tout aussi importants que les principes tactiques ou de programme, et qu'à moins de posséder de tels principes organisationnels et d'y adhérer, le parti de la classe ouvrière disparaîtra. Alors que la constitution d'un parti marxiste peut assurer dans une large mesure "la protection et le respect des principes organisationnels", les buts et les objectifs d'un parti représentent aussi des questions de première importance qui doivent figurer sans équivoque dans le programme du parti.

VIENT DE PARAITRE

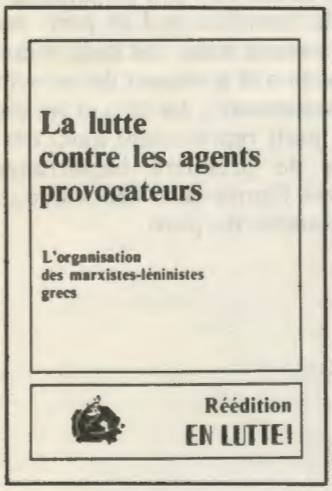
LÉNINE: SUR LA SITUATION INTERNATIONALE
(Documents du IIe Congrès de l'Internationale communiste)

Dans ces documents, Lénine analyse la situation politique et économique des pays du monde au sortir de la Première Guerre mondiale. Cette situation est celle de l'exploitation la plus féroce du prolétariat par les puissances impérialistes qui se sont partagées le globe et par les capitalistes financiers américains, français et anglais qui ont soumis à leur volonté de nombreux pays capitalistes d'Europe ainsi que les pays coloniaux et semi-coloniaux. Lénine nous montre comment la guerre impérialiste conduit à l'asservissement des peuples et à la mainmise toujours plus grande de quelques puissances impérialistes sur un grand nombre de pays réduits à l'état de dépendance ou de colonie.

Mais Lénine ne s'arrête pas à cette constatation, il s'attache surtout à identifier la voie du prolétariat international afin qu'il sorte victorieux de cette crise révolutionnaire.

Quel est cet appel que lance Lénine au prolétariat international? C'est celui de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat qui doit être selon ses propres termes un travail "immédiat et systématique". Loin de se joindre aux voix plaintives des réformistes de tout poils, Lénine appelle le prolétariat des pays capitalistes à la révolution, il les appelle à utiliser les contradictions entre les puissances impérialistes afin de renverser leur propre bourgeoisie et prendre le pouvoir.

(extraits de la présentation)

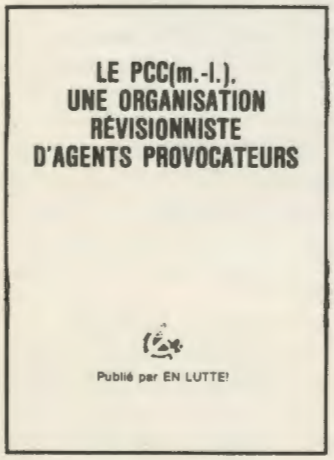


LA LUTTE CONTRE LES AGENTS PROVOCATEURS
L'organisation des marxistes-léninistes grecs

Cet article fut publié pour la première fois à Athènes en Grèce, en novembre 1972 par la revue Drapeau rouge, organe théorique de l'Organisation des marxistes-léninistes grecs et qui est maintenant devenue l'organe théorique du Parti communiste de Grèce, marxiste-léniniste.

La lutte contre les agents provocateurs et toutes les tactiques policières visant à détruire le Parti du prolétariat ou à entraver son action est une question fondamentale que les communistes doivent étudier s'ils veulent un jour être en mesure de mener le prolétariat à l'assaut final du pouvoir bourgeois.

Retenons donc ces enseignements précieux et sachons surtout voir que les leçons que tirent nos camarades grecs ne s'appliquent pas seulement en Grèce ou au Chili mais aussi au Canada, où, faut-il le rappeler, la bourgeoisie est au pouvoir et exerce là aussi sa dictature sur le prolétariat. (extraits de la présentation)



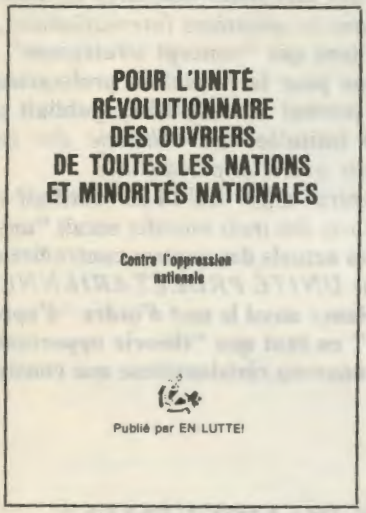
Paraîtra bientôt
LE PCC(m.-l.): UNE ORGANISATION RÉVISIONNISTE D'AGENTS PROVOCATEURS

Le prétendu Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait aujourd'hui beaucoup parler de lui. Après près de 10 ans de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière canadienne, cette organisation se présente aujourd'hui sous un nouveau visage, celui de la lutte contre le révisionnisme et contre la "théorie des trois mondes". Mais l'analyse rigoureuse de la ligne politique du PCC(m.-l.) nous démontre que derrière ce nouveau maquillage, le programme du PCC(m.-l.) n'a guère changé depuis sa création. Ce programme, en est un qui révise tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, un programme qui ne s'est jamais démarqué du révisionnisme, un programme profondément nationaliste qui ne peut mener qu'au renforcement de la bourgeoisie impérialiste canadienne et à la défaite du prolétariat.

Non seulement, le PCC(m.-l.) s'est-il autoproclamé le parti d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne en 1970, non seulement a-t-il mis, depuis ce temps, toute son énergie à saboter la lutte pour l'unité des véritables marxistes-léninistes au Canada et même dans le monde, mais nous sommes en mesure d'affirmer que cette organisation n'est rien d'autre qu'une organisation de contre-révolutionnaires et d'agents provocateurs professionnels.

C'est par l'étude rigoureuse de la ligne politique et des pratiques du PCC(m.-l.), ainsi que de son histoire, que nous invitons nos lecteurs à approfondir la critique de cette organisation qui a beaucoup plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme-léninisme.

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES



POUR L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DES OUVRIERS DE TOUTES LES NATIONS ET DES MINORITÉS NATIONALES
Contre l'oppression nationale

EN LUTTE! a publié récemment, une brochure sur la question nationale au Canada. Depuis plusieurs années, la lutte contre l'oppression nationale a pris de plus en plus d'ampleur parmi la nation québécoise et les minorités nationales du Canada. De son côté, la bourgeoisie canadienne n'a pu se développer qu'en bafouant les droits les plus élémentaires des Québécois, des Inuit, des Amérindiens et des francophones hors Québec. Plus que jamais, aujourd'hui elle brandit l'arme du chauvinisme afin de nier le droit à l'autodétermination du Québec et les droits des minorités nationales. Devant une telle situation, quelle est la réponse du prolétariat révolutionnaire? Est-ce l'indépendance telle que le veut le Parti québécois? Est-ce la division du prolétariat par le chauvinisme et le nationalisme étroit? C'est à ces questions déterminantes pour l'avenir de la révolution canadienne que veut répondre la brochure d'EN LUTTE!, en mettant de l'avant le programme communiste qui seul garantira l'égalité des nations et les différentes nationalités et l'unité du prolétariat canadien et québécois contre la bourgeoisie canadienne.

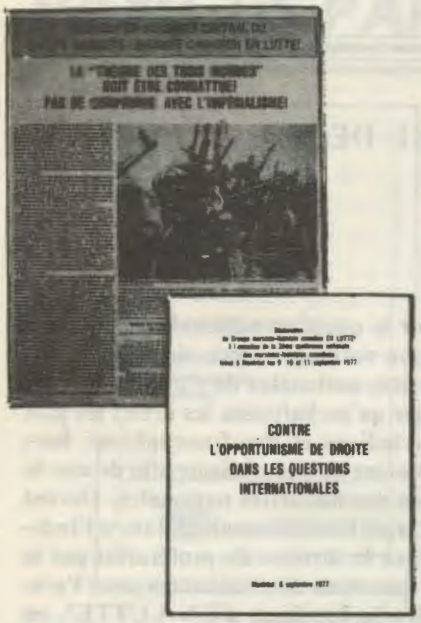
Cette brochure, intitulée: *Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et des minorités nationales*, est disponible en anglais et en français à nos librairies (prix: $0.50).

ÉTUDIONS LES OEUVRES DE STALINE

Nous célébrons cette année le 25e anniversaire de la mort de Joseph Staline. A une époque où la trahison révisionniste de l'idéal révolutionnaire du socialisme et du communisme a créé un tort immense au prolétariat et aux peuples du monde, il est de la plus haute importance de faire connaître la vie et l'oeuvre de ce grand dirigeant prolétarien que fut Joseph Staline. Cela est d'autant plus important que les révisionnistes et leurs frères jumeaux, la racaille trotskyste, ont toujours sali l'oeuvre de Staline pour trahir la cause de la révolution prolétarienne. Toute la bourgeoisie s'entend pour faire de Staline un épouvantail destiné à éloigner les masses de la révolution. Nous, qui avons repris le drapeau de la révolution, celui du marxisme-léninisme, devons établir entre nous et les traîtres, entre nous et la bourgeoisie une ligne de démarcation claire et nette. L'attitude à adopter envers la vie et l'oeuvre de Staline est dans ce domaine une question primordiale.

"La vie de Staline fut celle d'un grand marxiste-léniniste, d'un grand révolutionnaire prolétarien". "Après la mort de Lénine, Staline non seulement fut le dirigeant du Parti et du gouvernement de l'Union soviétique, mais aussi le guide universellement reconnu du mouvement communiste international".

C'est en ces termes que le Parti communiste chinois exprimait il y a quelques années son appréciation de la vie de Staline. C'est en ces termes aussi que nous invitons nos lecteurs à étudier les oeuvres de Staline et ainsi à s'approprier les leçons précieuses de la lutte pour la révolution socialiste et de l'édification du socialisme dans le premier Etat prolétarien de l'histoire de l'humanité.
(Staline, Oeuvres, Nouveau bureau d'édition, Paris — En tout 18 tomes, dont les suivants sont déjà parus: 1, 2, 3, 14, 16).



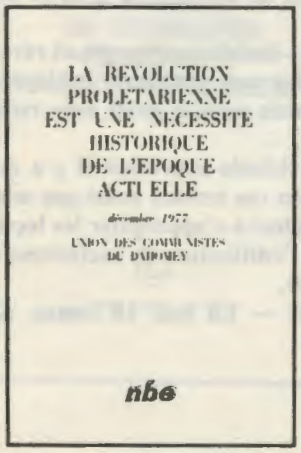
DÉCLARATIONS DU GROUPE MARXISTE-LÉNINISTE CANADIEN EN LUTTE! SUR LA THÉORIE DES TROIS MONDES

Le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! a publié deux déclarations condamnant la *théorie des trois mondes*. La première, publiée le 6 septembre 1977, quelques jours avant la 3e Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens, était intitulée: *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, et elle s'attaquait à la théorie des trois mondes en tant que "concept stratégique" — c'est-à-dire en tant que prétendu guide stratégique pour le révolution prolétarienne dans les différents pays. Le 2 mars dernier, le journal EN LUTTE! publiait une deuxième déclaration, celle du Comité central intitulée: *La "théorie des trois mondes" doit être combattue! Pas de compromis avec l'impérialisme!*

Avec la déclaration du 2 mars, le Comité central d'EN LUTTE! rectifiait une position antérieure du groupe selon laquelle la *théorie des trois mondes* serait "une expression synthétisée des principaux développements actuels des quatres contradictions fondamentales de l'époque de l'impérialisme" (voir *UNITÉ PROLÉTARIENNE* no 2, décembre 76, p. 29). La déclaration du 2 mars lance aussi le mot d'ordre "d'approfondir la critique de la *théorie des trois mondes*" en tant que "théorie opportuniste pourrie" dans le but d'extirper "les germes d'un nouveau révisionnisme que constitue la *théorie des trois mondes*."

DÉBAT SUR LA LIGNE GÉNÉRALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL, (1963-1964), Editions Eugène Varlin, Paris, 1977, 610 pages.

Voici réunis en un volume des textes historiques très importants produits au cours de la polémique entre les marxistes-léninistes chinois et les révisionnistes soviétiques dans les années 60. Cette réédition est une contribution importante à la lutte contre le révisionnisme moderne. En effet, pour qu'elle porte ses fruits, cette lutte doit reposer sur une connaissance approfondie de la nature, des racines et des conséquences du révisionnisme. Quiconque veut s'armer pour cette lutte à mort contre la trahison de la révolution, en particulier, aujourd'hui, contre sa version à la mode de la "théorie des trois mondes", doit prendre la peine de s'informer et d'étudier l'histoire du mouvement communiste international. Cette étude est essentielle à l'acquisition du point de vue et de la méthode du marxisme-léninisme. Or, il n'y a pas de meilleure école pour acquérir ce point de vue et cette méthode que les grands moments de la lutte contre les points de vue anti-marxistes.



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EST UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE DE L'ÉPOQUE ACTUELLE Décembre 1977, Union des communistes du Dahomey

La démagogie éhontée de ceux qui adhèrent à la "théorie des trois mondes" est étalée au grand jour dans ce texte des marxistes-léninistes du Dahomey. De nombreux partis et organisations marxistes-léninistes des pays d'Afrique et d'Amérique latine ont rejeté fermement la "théorie des trois mondes". Ce document du Dahomey apporte une contribution essentielle en ce qu'il démasque le caractère anti-populaire de cette théorie dans les conditions concrètes de l'Afrique. On y dénonce en particulier le prétendu "rôle progressiste" des pays impérialistes du "deuxième monde", comme la France, dans leurs anciennes colonies. De nombreux faits sont rapportés qui illustrent parfaitement que la voie stratégique de la "théorie des trois mondes" constitue en fait une capitulation devant l'impérialisme, sous prétexte de lutter contre les superpuissances, en particulier contre la superpuissance dite la plus dangereuse, l'URSS. Nouveau bureau d'éditions, Paris (en français seulement).

Publications du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Brochures Disponibles

- *Pour le parti prolétarien*, octobre 1972 ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975 ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, Contre le sectarisme de la LC (m.-l.)C, juillet 1976 ($1.00)
- *Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, octobre 1976 ($1.50)
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977 ($0.25)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle*, (réédition du discours du Deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977 ($0.25)
- *Statuts du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, avril 1977 ($0.30)
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977 ($0.15)
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977 ($0.75)
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, avril 1977 ($0.75)
- *Le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, brève présentation de son histoire et de sa ligne politique, août 1977 ($0.40)
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977 ($0.25)
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977 ($1.50)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 11 à 15, octobre 1977 ($0.75)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 16, 17, 19, 20, décembre 1977 ($0.75)
- *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, novembre 1977 (le Projet de programme seulement: $0.50, le Projet avec les commentaires: $1.50)
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, janvier 1978 ($0.75)
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat!*, février 1978 ($0.75)
- *Contre l'oppression nationale: Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, mars 1978 ($0.50)
- *Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978

Rééditions EN LUTTE!

- *La libération des femmes en Chine*, recueil de textes (en français seulement) ($1.00)
- *Notes critiques sur la question nationale et faut-il une langue officielle obligatoire?*, Lénine, juin 1977 ($0.75)
- *Communism versus opportunism*, Fergus McKean, juillet 1977 (disponible en anglais seulement) ($4.00)
- *Lénine: Sur la situation internationale*, juin 1978, ($1.25)
- *La lutte contre les agents provocateurs*, l'Organisation des marxistes-léninistes grecs, juin 1978 ($1.25)

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français, sauf indication contraire.

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI À EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque deux semaines, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. En août 1978, EN LUTTE! va se transformer en un journal hebdomadaire, et pour réaliser cet objectif nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant. Voilà pourquoi nous avons augmenté à partir du numéro 100 le prix de l'abonnement régulier à $10.00.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du parti prolétarien marxiste-léniniste; et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS: (abonnements envoyés sous pli)
- **ABONNEMENT RÉGULIER (Canada): ☐ $10.00 pour 25 numéros du journal**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN (Canada): ☐ $15.00 pour 25 numéros du journal**
- **ETRANGER (y inclus les USA): ☐ $15.00 pour 25 numéros du journal**

Ci-inclus $ ..... pour un abonnement de 25 numéros du journal EN LUTTE!

Abonnement régulier à commencer avec VOLUME ..... NUMÉRO .....

SOUSCRIPTIONS:

Je veux m'inscrire au programme mensuel de soucription du journal EN LUTTE! et à la construction d'une véritable presse communiste à l'échelle de tout le pays. Je vais contribuer $5.00 ☐ $10.00 ☐ $15.00 ☐ ou plus $ ..... par mois pendant un an.

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:
EN LUTTE!
4933 rue de Grand Pré, Montréal, P.Q., CANADA

NOM .....
ADRESSE .....
VILLE .....
PROV/ÉTAT/COMTÉ .....
PAYS .....
OCCUPATION .....
LIEU DE TRAVAIL .....

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

Pour les achats et les abonnements à la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!, il suffit d'envoyer vos nom, adresse, occupation, lieu de travail, ainsi qu'un chèque à l'ordre d'EN LUTTE!, 4933 de Grand Pré, Montréal, Canada.

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!
Prix du numéro: $1.50
Abonnement régulier pour dix numéros: $15.00
Abonnement de soutien: $25.00 ou plus.

NOM . . . . . .
ADRESSE . . . . . .
. . . . . .
OCCUPATION . . . . . .
LIEU DE TRAVAIL . . . . . .

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph)
métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 10h. à 18h.
Jeudi, Vendredi de 10h. à 21h.
Samedi de 10h. à 17h.

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto
B.P. 841, Station "A", Scarborough
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture

Jeudi:14h. à 19h.
Vendredi: 16h. à 21h.
Samedi: 12h. à 17h.

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUÉBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 12h. à 17h.
Jeudi, Vendredi de 12h. à 21h.
Samedi: de 10h. à 17h.

LIBRAIRIE SPARK

2542, rue Kingsway Est, Vancouver
tél.: (604) 438-3121

Heures d'ouverture

Mardi, Mercredi, Jeudi: de 19h. à 21h.
Vendredi: de 18h. à 21h.
Samedi: de 10h. à 17h.

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!

EN LUTTE! publiait en décembre 77 son Projet de programme pour le Parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au Projet de programme, **tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des cinq conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le Projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti; il définit les buts et les tâches générales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme; ils développent chacune des thèses et chacun des articles du programme. Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières,tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant-garde, le Parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce Projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois; il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat; finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classes. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste. Le** Projet de programme **est aussi disponible dans une édition réduite, sans les commentaires, et sera aussi bientôt disponible en espagnol, portugais, italien et grec.**

REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!

201-11 Prix: $1.50